lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 81 - SEMAINE DU 17 au 24 MARS 1970 - PRIX : 2 F

De l'Armée à l'Université :

comment on prépare la majorité silencieuse de demain

courrier des lecteurs

Beaucoup de lettres nous parviennent toujours sans indication du nom et de l'adresse de leurs auteurs ou bien avec un nom mais sans adresse.

Lorsqu'il s'agit d'une lettre d'injures cela ne nous importe guère. Mais lorsqu'il s'agit d'une correspondance amicale ou même très critique mais correcte à laquelle nous aimerions répondre cela nous ennuie. Car il n'est évidemment pas question de citer dans ses colonnes une correspondance dont nous ignorons l'origine. Nous prions donc nos correspondants de ne pas omettre ces renseignements.

Nous rappelons également que s'ils le désirent, il n'est pas fait mention de leur nom au bas des lettres publiées.

Monsieur,

Ayant l'habitude d'acheter plusieurs journaux différents, seul moyen de se faire une opinion valable, j'ai eu l'occasion de lire « Lutte Ouvrière » en ce samedi 14 février.

Je savais que ce journal était réactionnaire, mais à ce point, qui l'eut cru ?

Comme vous vous en doutez, un article m'a fait « bondir » : c'est celui sur l'exclusion de Roger Garaudy du P.C.F.

Je remarque tout d'abord, que, sous le couvert de votre nom, l'article n'est pas signé comme aucun autre d'ailleurs. Accuserez-vous peut-être le pouvoir capitaliste de vous l'interdire ? Moi, je n'ai pas peur de le dire, je suis communiste et j'ai 18 ans.

Mais, revenons à cet article : il est écrit (comme si c'était le P.C. qui parlait) : « Nous n'avons pas hésité là devant les caméras de la T.V. et les speakers des radios, à donner la parole pendant plus d'1/4 d'heure à un Garaudy ».

Il faut vraiment avoir le culot que vous avez pour prétendre que nous avons empêché Garaudy de parler plus d'un quart d'heure à la tribune ! Faut-il que vous soyez démunis d'arguments ! Chacun parlait le temps qui lui plaisait, tout le monde le sait. Mais M. Garaudy s'estimait un peu trop en tort, puisqu'il n'a même pas répondu aux attaques des autres membres du parti! En particulier lorsqu'on l'a accusé de s'être mis, pendant Mai 68, du côté des barricades, et préconiser que le P.C.F. les soutienne. Et quand, avant Noël 69, le comité central lui a demandé de s'expliquer, au congrès préliminaire et que M. Garaudy a refusé ; nous l'avions là encore empêché de s'exprimer peut-être ! Par contre, il a préféré l'émission de l'O.R.T.F., « Panorama », pour venir parler de son livre « Le tournant du socialisme » ; petite publicité qui rapporte évidemment. Mais a-t-il répondu a ce qu'on lui reprochait ? Non.

Toujours est-il qu'à sa place, puisque le sort en était jeté, j'aurais, au XIX^e^ congrès « vidé mon sac », mais avouons que cela lui aurait été peut-être un peu difficile de répondre à certains arguments. Mis à part les deux qu'il a cités, pour contrer l'antisoviétisme que certains lui reprochaient, et qui sont d'ailleurs plus ou moins valables, il n'a rien dit.

Comme j'ai pu donc le remarquer votre journal n'a pas daigné écrire cela, parce que, éternel critiqueur, vous ne proposez rien de véritablement concret, et s'adaptant avec notre société humaine. Je préfère encore lire le « Canard Enchainé », car au moins les articles ne sont pas anonymes.

Ce qu'il y a de certain, c'est que soutenant les idées de Roger Garaudy, donc se mettant pour les barricades, votre journal prouve de lui-même qu'il est gauchiste, ce qui ne répond pas avec la volonté des travailleurs, de lutter dans le calme.

Cette idée est confirmée avec l'article, en dessous de celui sur Garaudy, et intitulé : « huit mille jeunes au Bourget à l'appel de l'A.J.S. », et où il est écrit : « Il est réconfortant de voir des milliers de jeunes répondre ainsi à l'appel d'une organisation trotskyste ». Quel réconfort en effet de penser que quelques voitures de plus seront brûlées, voitures que des ouvriers auront mis tant d'années à se payer. Moi je ne doute pas que si vous en avez une, elle sera ce jour là à l'abri. Il n'est pas étonnant ensuite de voir qu'un tract commun L.O.-P.S.U. (à l'occasion des augmentations de la R.A.T.P.) soit distribué. Le P.S.U., cette organisation pseudo-socialiste où le principal leader, M. Rocard, s'abstient de voter à l'assemblée nationale, à propos de la loi, sur l'organisation des finances en 1970, proposée par notre gouvernement capitaliste, qu'est celui de Pompidou.

Face à « votre » esprit « Démocratique », vous n'hésiterez pas à publier cette lettre dans votre journal puisque c'est le point de vue d'un lecteur. En tout cas, je vous serais reconnaissant de ne pas en changer le texte d'une part, et, si vous avez le courage de vos opinions, de bien vouloir y répondre, même si vous ne la publiez pas.

Je m'efforcerai d'en faire de même, sans parti-pris, mais en citant des faits comme dans cette présente lettre.

Veuillez agréer, monsieur, mes respectueuses salutations.

P.C. Bordeaux

Notre journal ne se cache nullement d'être « gauchiste » au sens où le parti communiste français et toute la presse bourgeoise emploient aujourd'hui ce terme, c'est-à-dire tout simplement révolutionnaire. Pas plus qu'il ne cache sa sympathie envers ceux qui ont été à l'origine de mai 68, ceux qui ont donné aux « événements » ce qu'ils ont eu de meilleur, l'espoir d'un possible changement révolutionnaire de notre société, ceux qui justement étaient sur les barricades.

Parmi eux, il y avait beaucoup de jeunes travailleurs qui auraient bien été d'accord « pour lutter dans le calme » (pour reprendre votre expression et celle des dirigeants du P.C.F.)... si le gouvernement, les patrons et leurs flics ne rendaient pas la chose impossible. Nous vous signalons d'ailleurs que L'Humanité *elle-même, à l'époque, reconnut que les brûleurs de voiture étaient les flics qui arrosaient les manifestants à la grenade. Et ces derniers jours encore toute la presse, la radio et même la télévision ont écrit et montré qu'à Nanterre ce sont les forces de l'ordre elle-mêmes qui, devenues enragées, défoncèrent les pare-brise ou crevèrent les pneus des voitures en stationnement aux abords de la faculté. Vos accusations nous semblent donc un peu éculées et surtout bien loin « des faits » réels dont vous dites faire un critère.*

De même d'ailleurs que celles contre Garaudy, dont nous ne partageons pourtant nullement les idées et qui n'est en rien un « gauchiste ».

Le problème n'est pas de savoir quel temps de parole on lui a laissé au Congrès où les jeux étaient faits d'avance. Un débat démocratique suppose qu'il soit mené devant l'ensemble du parti, que celui-ci puisse donner un avis en connaissance de cause, que la minorité puisse continuer à s'exprimer, même après que la majorité ait tranché dans un certain sens. Ce débat n'a pas eu lieu. Garaudy n'a pas pu s'exprimer comme il convenait dans la presse du parti pour exposer ses idées, convaincre, discuter avec le parti. Les militants ne connaissent même pas la plupart du temps ses véritables positions. Et votre exemple est bien significatif puisque vous lui faites dire le contraire de ce qu'il pense. C'est-à-dire que vous jugez et acceptez sa condamnation sur la fausse opinion que la direction du parti a bien voulu laisser répandre sur cet opposant. C'est bien ce que nous avons appelé, dans le numéro que vous citez, « une farce démocratique ».

,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,

Camarade,

Je suis stupéfait par l'article paru en dernière page de « L. O. » et concernant la situation à l'E.G.F. Je ne pensais pas en effet qu'un jour « L. O. » se situerait parmi les défenseurs du « Contrat de progrès » !

Le correspondant L.O. reproche à la C.G.T. son incohérence, il serait facile de lui retourner l'accusation. Je pense en effet que l'incohérence consiste à argumenter dans un journal qui se veut révolutionnaire uniquement sur des pourcentages d'augmentation !

En refusant le « contrat », la C.G.T. a mobilisé les travailleurs sur une base de lutte de classe. Elle n'a pour autant jamais cru que le pouvoir, en dépit du magnifique résultat obtenu par cette consultation chancellerait sur sa base. Il fallait donc utiliser cette victoire en tenant compte de ce fait. La « vieille plate-forme revendicative » avait au moins le mérite d'avoir été élaborée par toutes les organisations syndicales et le fait qu'elle mette le pouvoir en face d'une revendication pensée par les travailleurs ne constitue en rien un manque de sérieux. Le manque de sérieux, c'est d'oublier les clauses anti-grèves du contrat, la manipulation de la masse salariale... et les possibilités par le pouvoir de « casser » l'organisation après cette consultation si la C.G.T. avait opté pour une position aventuriste étant donné le contexte et les circonstances.

Cela dit, je reste un lecteur fidèle de « L. O. ».

V., Bordeaux

Il nous semble que tu as lu un peu rapidement l'article incriminé.

Celui-ci constatait chiffres et faits à l'appui que la C.G.T. depuis la signature de l'accord par les autres syndicats avait successivement avancé trois revendications différentes... et contradictoires à propos des salaires. D'autre part, il constatait également que la C.G.T. n'avait proposé aucun moyen de lutte.

Ces deux faits nous semblent effectivement justifier notre critique. A l'E.D.F., la C.G.T. a bien refusé le contrat proposé par le gouvernement mais elle n'entend pas aller plus loin et organiser le combat.

Quant à nous reprocher de nous situer parmi les défenseurs du « contrat de progrès », il nous semble qu'il faut être là de mauvaise foi.

Nous avons dit, et nous le répétons, que la C.G.T. avait raison de le refuser et d'appeler les électriciens et gaziers à le repousser. Ce n'est pas parce que maintenant nous lui reprochons de ne pas faire plus que nous admettons davantage le fameux accord. Bien au contraire.

,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,

Chers camarades,

Je reprends un abonnement pour un an. Je vous envoie l'abonnement de soutien.

Je suis très content de lire votre journal et cela me permet d'être un peu moins isolé. Je me trouve dans un lieu de travail et dans une région où il est difficile de parler librement.

Je ne veux pas vous décrire la situation, mais je veux vous donner quelques précisions. Il y a encore une très forte population rurale, environ 30 % de la main-d'œuvre active, la religion y est en présence permanente, certaines communes ont une pratique religieuse allant de 90 à 100 %. A côté de nombreuses petites industries y sont implantées, très souvent, des usines de chaussures. A l'intérieur de ces entreprises les patrons y vivent en roi. Il n'existe aucun syndicat. Les licenciements sont très courants et souvent pour des faits sans importance. Les conditions de travail y sont pénibles et dangereuses. Dans l'une de ces entreprises deux personnes ont eu des doigts coupés ces trois derniers mois dans des presses qui sont dépourvues de grilles de protection. Les salaires sont au minimum, certains ouvriers sont même payés en dessous du S.M.I.G. (3,15 F de l'heure). Voilà un petit aperçu du canton dans lequel je suis.

Recevez tout le soutien d'un sympathisant.

M. R., 49 - Chemillé

Merci pour le soutien que tu nous apportes.

Il y a en France beaucoup de régions et de cantons comme le tien où l'exploitation est encore bien pire que dans les régions industrielles ou les grandes entreprises du fait de la dispersion des travailleurs.

Si nous consacrons beaucoup de place aux informations des grandes entreprises où la lutte syndicale ou politique est la plus déterminante pour le pays et la classe ouvrière tout entière, nous serons toujours très heureux de recevoir et de publier des informations venant d'autres secteurs où il n'est pas moins nécessaire de dénoncer l'exploitation et, si l'on peut, d'organiser les travailleurs et mener la lutte.

lutte ouvrière

Hebdomadaire - Paraît le mardi

Prix : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon
Imprimé par : Roto technic Offset
Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6^e^.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	30 F
	1 an :	50 F
sous pli fermé :	6 mois :	70 F
	1 an :	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

INTERPELLATIONS, ARRESTATIONS, INTERDICTIONS DE MEETINGS :

la bourgeoisie utilise la loi à sens unique

IL ne se passe désormais pas de jour sans que, sous un prétexte ou un autre, les militants révolutionnaires ne soient inquiétés. Policiers et juges, dans une parfaite entente se partagent le travail. Les premiers interpellent distributeurs de tracts, vendeurs de journaux et colleurs d'affiches tandis que les seconds condamnent sans sourciller à des peines de plus en plus lourdes.

COMMUNIQUÉ :

Le Préfet de police vient d'interdire le meeting du 17 mars, organisé par le Comité National pour la Libération des Soldats Emprisonnés, où Alain Krivine, Michel Rocard et Jean-Paul Sartre devaient prendre la parole.

Ainsi, faisant directement suite aux tracasseries administratives engagées contre les organisateurs de la réunion (obligation de contracter une assurance, par exemple), cette mesure démontre clairement la volonté gouvernementale d'enfreindre la liberté d'expression.

Au moment où la campagne nationale contre la répression qui sévit dans l'armée, prenait un essor de plus en plus important, il est significatif que le pouvoir pense l'empêcher en interdisant une réunion publique. D'autres, cependant, auront lieu, à Paris et en province.

Mais cette grave mesure doit trouver une riposte à sa taille.

Le Comité National pour la Libération des Soldats Emprisonnés appelle l'opinion publique à renforcer la campagne de soutien entreprise et à faire échouer les tentatives de militarisation de la vie publique, pratiquées actuellement par le gouvernement.

Le Comité National pour la Libération des Soldats Emprisonnés lance également un appel aux organisations syndicales et politiques, afin qu'elles s'élèvent contre cette interdiction qui les touche toutes dans leur droit d'expression, et qu'elles ripostent ensemble contre un gouvernement qui veut monopoliser l'information publique.

Même si on se limitait aux quelques jours qui viennent de s'écouler, il serait trop long d'énumérer la liste exhaustive de toutes les arrestations, interpellations, perquisitions et condamnations que l'appareil d'Etat a infligées aux gauchistes. Ici, comme à St-Etienne ou Toulouse, des militants sont arrêtés « préventivement » pour tenter de désorganiser des meetings prévus par la Ligue Communiste. Là, comme à Paris par exemple, des diffuseurs de tracts sont condamnés parce qu'ils osaient distribuer ouvertement devant les usines Citroën ce qui, selon le policier venu témoigner au procès constituait une véritable provocation.

De plus en plus ouvertement, l'appareil d'Etat bafoue la propre légalité de la bourgeoisie. Liberté d'expression, liberté de la presse, autant de grands principes, autant de droits « imprescriptibles » qui sont allègrement bafoués. Et ce d'autant plus facilement que l'exemple vient d'en haut. Le Président de la République n'a-t-il pas déclaré, dans sa dernière conférence de presse que les groupes gauchistes osaient se prétendre « ouvertement » révolutionnaires, ouvrant ainsi la voie à un nouveau délit, le délit d'opinion ? Marcellin ne vient-il pas d'interdire sans l'ombre d'une justification juridique, les meetings du Comité pour la Libération des soldats emprisonnés et celui que devait tenir la Gauche Prolétarienne?

Toutes ces entorses aux libertés démocratiques ne suscitent guère de réactions de la part des organisations syndicales et des partis de gauche (excepté le PSU). C'est que les principales victimes en sont les gauchistes. Et contre eux, au delà de quelques timides communiqués de protestation purement formels, se forme l'union sacrée des partisans de l'ordre.

Il est pourtant inévitable que, poussée par sa logique propre, la répression policière atteigne les militants ouvriers et les partis d'opposition. Le même policier qui, hier, hurlait « A mort » sur le campus de Nanterre, passera demain à tabac le vendeur de L'Humanité Dimanche, **comme le tribunal condamnera indistinctement tous ceux qui, en diffusant des tracts « troublent l'ordre public ».**

Et, dans une certaine mesure, le processus est déjà engagé. Récemment, 74 militants de la CFDT ont été interpellés pour avoir distribué des tracts protestant contre l'augmentation des transports en commun dans la région parisienne. Au Conseil de Paris, les élus communistes se sont plaints des brimades exercées contre les vendeurs de L'Humanité Dimanche, **tandis que le même jour, 12 mars, le quotidien du Parti Communiste Français relatait comment le secrétaire de la cellule du lycée Chaptal avait été passé à tabac par des policiers déchaînés. Et nul besoin d'être prophète pour prédire que, dans la mesure où la répression contre les gauchistes s'amplifiera, de tels actes se multiplieront, et cela malgré tous les efforts qui pourront être faits par les uns ou les autres pour se démarquer des groupes d'extrême-gauche.**

D'ailleurs est-il besoin de rappeler que la police est toujours prête à cela et que les huit morts de Charonne étaient tous des Communistes.

La lutte pour le respect des libertés démocratiques déborde donc, et de loin, le seul milieu gauchiste. C'est le devoir, comme l'intérêt, des grandes organisations ouvrières d'y tenir leur place. Par leur puissance, par la confiance que placent en elle des millions de travailleurs, elles ont la possibilité de s'opposer efficacement aux manœuvres gouvernementales, et de faire reculer le pouvoir. Laisser au contraire la répression se développer, c'est préparer les lendemains douloureux non seulement aux militants ouvriers, mais à l'ensemble des opprimés contre lesquels, finalement, est érigé l'appareil d'Etat.

Sommaire

EN FRANCE

● **La police et les libertés démocratiques**
Page 4
— Intervention policière à Clermont-Ferrand.
Page 6
— La démocratie de M. Marcellin.
— Drôle de police, drôle de justice.

● **L'unité des révolutionnaires**
Page 4
— Communiqué commun Lutte Ouvrière - Ligue Communiste.

● **Politique gouvernementale, direction et syndicats chez Renault**
Page 4
— La direction licencie un maoïste expulsé par la CGT.
Page 5
— La préparation de l'accord Renault.
Page 8
— La mensualisation : une mini-réforme pour étouffer les revendications essentielles.

● **L'arrestation du gang O.A.S.**
Page 5

● **Les problèmes des classes moyennes**
Page 7
— Le mécontentement des petits commerçants.
Page 24
— Les petits paysans landais victimes de l'anarchie capitaliste.

● **Les élections cantonales**
Page 7

● **Les travailleurs en lutte**
Page 15
— Chez Renault-Billancourt
— A l'Alsthom (St-Ouen).

● **Dans l'enseignement**
Page 16

● **Questions syndicales**
Page 17
— La limitation de la durée du travail pour les jeunes.
— Cantines Citroën : nouvelle provocation de la direction.

● **Le profit avant la sécurité**
Page 18

DANS LE MONDE

● **Chypre**
Page 8

● **Asie**
Page 9
— Le Japon du XX[e] siècle : un bagne moderne.
— Le procès de Chau au Sud Vietnam.
— Les manifestations anti-vietnamiennes au Cambodge.

● **Italie**
Page 11

● **U.R.S.S.**
Page 12
— Campagne anti-sioniste ou antisémite ?
— Des relations commerciales entre les pays capitalistes et le « camp socialiste ».

● **Amérique latine**
Page 13

● **Il y a 50 ans**
Page 10
— Allemagne 1920 : Le putsch de Kapp.

DIVERS

● **Revue de la presse d'extrême gauche**
Page 14

● **Critique**
Page 23
— Le « Rapport de la délégation sibérienne » de Léon Ttrotsky.

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

A RENAULT BILLANCOURT :

le travailleur maoïste expulsé par la C.G.T. a été licencié

LA semaine dernière nous relations comment la CGT faisait la police à Renault Billancourt et comment un commando de deux cents membres du PC et de la CGT s'y était pris pour expulser Aboulker, travailleur de tendance maoïste qui avait osé critiquer la gestion des cantines par la CGT.

La semaine passée nous savions qu'Aboulker était mis à pied pour une durée indéterminée, maintenant nous savons qu'il est purement et simplement licencié. Le vœu de la CGT qui demandait pudiquement son «expulsion» est donc pleinement exaucé. Au cours de la réunion de délégués avec la direction du service 98, auquel appartenait Aboulker, un délégué CFDT qui demandait des explications à la direction s'est vu répondre par celle-ci qu'Aboulker rentré dans l'usine alors qu'il était en mise à pied, s'était ainsi mis en faute et que cela justifiait le licenciement ; la direction ne pouvait trouver prétexte plus futile.

La CFDT et FO ayant protesté énergiquement contre ce licenciement inadmissible, la CGT également présente à cette réunion, s'est sentie obligée de se justifier en approuvant quasiment le licenciement de ce qu'elle nomme « un faciste et pas un travailleur », afin sans doute d'avoir la conscience tranquille. Le même délégué CFDT est intervenu à nouveau pour dire que ses questions précises s'adressaient à la direction et qu'il s'étonnait de ce qu'une organisation syndicale se mette à la place de la direction pour lui répondre.

Voilà où en est arrivée la CGT, voilà où mène la gestion des cantines. La CGT et la direction se sont, dans ce cas, prêtées mutuellement main forte pour se débarrasser d'un gêneur commun !

Pour la direction rien d'étonnant, quant aux autres, jolis syndicalistes !

L'UNITÉ DES RÉVOLUTIONNAIRES

un communiqué commun Lutte Ouvrière - Ligue Communiste

A la suite de notre lettre en date du 28 février 1970 adressée à la Ligue Communiste et publiée sous forme de lettre ouverte dans le numéro 79 de LUTTE OUVRIERE (semaine du 3 au 10 mars), le bureau politique de la Ligue Communiste nous a proposé une rencontre à l'issue de laquelle le communiqué commun qu'on lira ci-dessous a été publié :

Les délégations de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste se sont rencontrées le vendredi 13 mars. Elles ont commencé à faire le bilan de leurs activités respectives depuis 2 ans et ont décidé le principe de rencontres régulières en vue de déterminer d'une part les possibilités d'action commune entre les groupes révolutionnaires et d'autre part d'envisager une discussion sur les possibilités d'un rapprochement des deux tendances dans le cadre du mouvement trotskyste.

Par ailleurs, ROUGE dans son numéro 56 daté du 16 mars a publié une lettre du Bureau politique de la Ligue Communiste répondant sur le fond à notre lettre ouverte. Nous publierons cette lettre dans notre prochain numéro.

interventions policières à Clermond-Ferrand

A Clermont-Ferrand, la journée du 5 mars a été marquée par des heurts entre étudiants et forces de l'ordre. Pour comprendre la situation, il faut remonter à la grève des loyers en Cité Universitaire qui dure depuis novembre, pour protester contre la hausse de 10 F. A la suites des menaces récentes de l'Administration, une Assemblée Générale des citadins vote le lundi 2 mars l'occupation des locaux. Dès le mardi, ils sont expulsés manu-militari par les forces de police. Le soir même, ils décident d'occuper à nouveau. Pas d'incidents jusqu'au jeudi. Mais là, les événements se précipitent.

Vers 15 heures 30, des étudiants de la Faculté des Lettres apprennent que les flics cernent la Cité : 20 cars au-dessus, 10 au dessous. Immédiatement, ces étudiants interviennent dans tous les amphis pour expliquer la situation. Ils invitent à cesser les cours et à se réunir pour préparer ensemble la riposte.

Presque aussitôt, la nouvelle arrive que les flics ont pénétré dans deux pavillons de la Cité. 500 CRS armés et casqués montent dans toutes les chambres, en perquisitionnant certaines, enfoncent des portes, font des vérifications d'identité et brutalisent tous ceux qui tentent de résister.

Sans attendre, les étudiants de la Faculté des Lettres vont en cortège informer leurs camarades de Sciences et de Droit de la situation. Puis, à 200 environ, ils montent au Rectorat exiger le retrait immédiat des forces de police du campus. Une délégation est envoyée au recteur. On attend le résultat ; on n'attend pas longtemps : une dizaine de cars de flics arrivent sur les lieux, et commencent à se mettre en position tout le long de l'avenue en face du rectorat. Les manifestants se dispersent alors, et se retrouvent à la Faculté des Lettres. Un cortège venu de la Cité Universitaire les y rejoint. Ensemble, ils décident d'aller au Restaurant universitaire où les étudiants arrivent pour le repas du soir. Là, des prises de parole ont lieu pour informer tous ceux qui ne sont pas encore au courant. L'unanimité est vite faite : on va manifester.

C'est une foule compacte de 1 500 étudiants qui s'avance vers le Centre-ville. L'allure est soutenue. Très vite, on lance l'Internationale. Les slogans sont repris avec force et conviction : « A bas la répression », « A bas l'Etat bourgeois », « Les flics hors des facs », « Unité travailleurs-étudiants »...

Après avoir fait deux fois le tour de la place de Jaude, les manifestants marchent vers la Préfecture. Là, face aux CRS prêts à intervenir, on entonne une fois de plus l'Internationale.

Et c'est au moment où l'on tourne le dos à la préfecture que les flics chargent. L'affrontement est bref, mais brutal. Les CRS bloquent une partie des manifestants entre des vitrines et les voitures en stationnement. Là, en poussant des hurlements, ils matraquent violemment en particulier ceux qui sont à terre, et, à l'occasion, de simples passants. On en a même vu empoigner des étudiantes pour leur frapper sauvagement la tête contre leur casque.

Résultat : une dizaine de blessés, 30 arrestations.

Les manifestants réussissent cependant à se regrouper un peu plus loin, et c'est sans incidents cette fois que l'on regagne la faculté.

A Clermont-Ferrand comme ailleurs, tous les récents événements confirment l'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes de l'enseignement. Partout, face aux revendications des étudiants, une seule réponse : les flics et les matraques.

l'action de la police contre les gauchistes

Ce ne sont pas les journaux gauchistes, c'est cette fois-ci *France-Soir* lui-même (10 mars 1970) qui reconnaît l'ampleur et le caractère systématique de l'action de la police contre les militants gauchistes :

Depuis le début de l'année, la police a intensifié son action contre tous ces groupes de façon spectaculaire. Leurs distributeurs de tracts, leurs vendeurs de journaux, sont systématiquement interpellés, emmenés au commissariat, et se voient dresser procès-verbal, le plus souvent, pour « défaut de carte de colporteur ». Ce qui provoque d'ailleurs de nombreuses controverses juridiques, la loi précisant que cette carte n'est pas exigée pour les ventes « occasionnelles ».

Plusieurs milliers de militants des organisations gauchistes, ainsi que du PSU ont ainsi été interpellés au cours des trois derniers mois. Une dizaine de condamnations à des peines de prison (ferme ou avec sursis) pour « rébellion » ont été prononcées contre ceux qui avaient résisté ; une centaine de dossiers de ce genre sont en cours d'instruction. Sans compter, bien sûr, les procès de droit commun consécutifs à des bagarres ou à des attentats divers.

(Sans commentaires).

A l'appel de la Ligue Communiste du P.S.U. et de Lutte Ouvrière

meeting contre la répression dans l'armée à Paris-20e

PLUS de 200 personnes se sont rassemblées le mardi 10 au soir dans un petit cinéma de la rue de Ménilmontant, où s'est tenu un meeting public contre la répression dans l'armée.

Tout d'abord un orateur de chacune des organisations invitantes a pris la parole.

Le premier, de la Ligue Communiste, a expliqué le rôle de l'armée dans le dressage des jeunes recrues.

Il a montré comment la hiérarchie militaire s'y prenait pour abrutir les jeunes, leur apprendre à ne pas penser, les obliger à abdiquer toute dignité. Il a cité quelques cas précis de brimades et d'humiliations infligées par des gradés envers des jeunes du contingent.

Le second orateur, parlant au nom de Lutte Ouvrière, a parlé de l'armée contre la classe ouvrière. De nos jours la bourgeoisie hésite à employer l'armée contre les travailleurs comme elle le faisait au début du siècle. C'est que le niveau d'instruction est plus élevé et que l'armée est aujourd'hui composée en majorité de citadins. Il a conclu sur la nécessité pour les travailleurs d'obtenir que le service militaire s'effectue non dans les casernes, mais dans les quartiers, afin de ne pas couper les jeunes de leur classe, et sur la nécessité que se constituent un jour des milices ouvrières.

Enfin, un camarade du PSU a dénoncé le rôle de l'armée dans les guerres coloniales au service de l'impérialisme français. L'orateur a dénoncé aussi la présence des bases militaires françaises en Afrique qui permettent des interventions comme au Gabon, il y a quelques années ou au Tchad actuellement.

Il a rappelé que la France possédait toujours des colonies qui sont occupées militairement, comme Djibouti par exemple.

A la suite de ces prises de paroles deux membres de la Ligue Communiste ont joué un sketch mettant en scène un « juteux » et un « bidasse » et parodiant « l'esprit de famille » et la « bonne entente entre les gradés et le contingent » qui soit-disant règne à l'armée.

Pour finir, un débat a eu lieu et plusieurs personnes sont intervenues pour dénoncer tel ou tel aspect de la répression dans l'armée.

dernière minute

Un certain nombre d'organisations démocratiques et révolutionnaires se sont réunies pour envisager les possibilités de répondre aux incessantes menaces que le gouvernement fait peser sur les libertés démocratiques les plus élémentaires. Conscients que les libertés ne se partagent pas et que l'actuelle répression contre les gauchistes concerne tous ceux qui sont attachés aux libertés d'information, d'expression et de réunion, les organisations réunies ont décidé d'éditer un tract imprimé qui sera largement diffusé. Inutile de préciser que Lutte Ouvrière **est partie prenante dans ce combat pour le respect des libertés essentielles à l'organisation et à la lutte de la classe ouvrière et qu'elle compte sur ses amis et sympathisants pour le diffuser largement.**

Ont signé cet appel :

UNEF - PSU - Parti Socialiste (Fédération de Paris) - CIR (Convention de Paris) - Alliance des Jeunes pour le Socialisme - Ligue Communiste - Lutte Ouvrière - Alliance Marxiste Révolutionnaire - Etudiants Socialistes - Démocratie et Université.

L'ACCORD RENAULT : la signature des syndicats serait un succès politique pour le gouvernement

La presse et la radio mènent un grand tapage autour des négociations qui se tiennent à la Régie Renault entre Direction et Syndicats. La perspective d'un accord possible prend, comme toujours chez Renault, une importance qui dépasse le cadre de l'entreprise. Depuis des années, la Régie usine nationale est considérée comme une usine « pilote » servant de banc d'essai à la politique sociale du gouvernement. Qu'il s'agisse d'avantages comme la 3e puis la 4e semaine de congés payés accordés chez Renault plusieurs mois avant leur généralisation à l'ensemble du pays, ou du coup de force comme le licenciement en 1960 de 3 000 ouvriers alors que l'horaire de l'entreprise restait supérieur aux 40 heures hebdomadaires légales, la réaction des travailleurs et des syndicats de Renault constitue un test politique reconnu.

Après le demi-échec de la politique des contrats de progrès dans la fonction publique, il importait donc au gouvernement de remporter dans un secteur différent et cependant significatif, une victoire incontestée.

C'est ce qui est en train de se passer chez Renault. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les syndicats n'ont pas encore signé, mais toutes leurs déclarations antérieures laissent prévoir qu'ils s'apprêtent à le faire, avec une belle unanimité.

COMMENT LES NEGOCIATIONS SE SONT-ELLES DEROULEES ?

C'est la Direction qui a pris l'initiative des négociations. Une rencontre était prévue, la direction en avait fixé unilatéralement l'ordre du jour : les discussions devaient porter sur la mensualisation et la réduction du temps de travail. Les syndicats firent savoir qu'ils avaient d'autres revendications en réserve portant en particulier sur les salaires.

A la fin de la semaine, les trois problèmes avaient été abordés et résolus dans les propositions suivantes :

LES PROPOSITIONS DE LA DIRECTION

En ce qui concerne la réduction de travail, la direction fait d'abord un geste ; elle prend à sa charge la réduction de l'horaire hebdomadaire, 35 minutes, dite franchise, qu'elle avait accordée dès 1965, mais que les ouvriers payés aux pièces et au rendement devaient continuer à fournir sous forme de production supplémentaire durant leur présence à l'usine.

Ensuite et c'est le plus important, elle réduit la semaine de travail, pour les horaires, d'une heure octroyée en deux temps (1/2 h au 1er juin 70, 1/2 h au 1er octobre de la même année). Les mensuels devront se contenter d'une réduction d'un quart d'heure.

Cela ramènerait l'horaire de travail à 45 h 15 pour les horaires et 44 h 30 pour les mensuels.

Evidemment on est encore loin des 40 heures sur lesquelles la CFDT avait annoncé un peu imprudemment qu'elle ne transigerait pas.

Le coût de cette réduction d'horaire pour la Régie ? Elle l'a chiffré elle-même en fixant le taux de la compensation. Pour compenser les pertes de salaires dues à ces heures non travaillées, elle prévoit deux augmentations, l'une de 3,10 % au 1er juin, l'autre de 1,46 % au 1er octobre. Ajoutons pour plus ample précision que l'on estime chez les spécialistes qu'une heure de diminution d'horaire ne correspond pas à une heure de production en moins, il faut affecter cette diminution du coefficient 0,6.

Mais le gros morceau reste la fameuse mensualisation. Qu'en est-il exactement ?

Voici les propositions de la direction (les chiffres étant les différents délais de mensualisation) (voir tableau en bas de page).

On voit que dans le principe, les 57 000 horaires qui sont actuellement à la Régie devraient tous être mensualisés en 1973. En fait, là aussi, les chiffres doivent être corrigés. Cependant pour calculer le prix de l'opération mensualisation à la Régie, supposons un instant que les 57 000 travailleurs soient touchés par l'accord. Cela correspondrait à une dépense pour la Régie de l'ordre de 8 % des salaires actuels (référence CFDT). En étalant en quatre étapes la mensualisation totale, la direction paiera donc une somme correspondant à environ 2 % d'augmentation moyenne de la masse des salaires à chaque étape.

Comme on le voit, ce n'est pas une dépense folle.

D'autant qu'il faut faire intervenir des correctifs sérieux. Pour ne considérer que les usines de Flins et Billancourt par exemple, on estime que sur 100 personnes embauchées, au bout de cinq ans il n'en reste plus que 30. D'autre part, à l'heure actuelle, 45 % du personnel embauché nouvellement quitte l'usine dans les deux années.

Ceci est surtout valable pour les travailleurs immigrés qui, pratiquement, dans ces conditions, seraient rarement mensualisés. Les propositions de la Direction visent donc à faire des travailleurs immigrés et des nouveaux embauchés, une catégorie à part. Cela revient à diviser les travailleurs.

Venons en enfin à la clause de l'accord, celle dont les syndicats sont les plus fiers. En lieu et place de l'augmentation de 4 ou 5 % traditionnellement prévue chaque année, la Direction accepterait de porter l'augmentation des salaires pour 1970 à 6 % (sans compter la prime du 25e anniversaire, mais compris le 1 % du 1er Février).

Prochaines étapes :
— 1 % au 1er Mars
— 1 % au 1er Avril.

Un système d'échelle mobile est en outre proposé par la Direction qui refuse catégoriquement toute demande d'augmentation UNIFORME.

L'échelle mobile (dans l'état actuel des discussions) serait accrochée à l'indice des 259 articles point de départ de Décembre 69.

Quand l'indice varie de 5 points 1 % est accordé ; de 6 points, 1 % supplémentaire.

C'est plus que ce que prévoit le plan, mais c'est finalement inférieur à l'augmentation du coût de la vie consécutive à la dévaluation, et la clause d'échelle mobile ne suffit pas à limiter les dégats, d'autant qu'elle joue toujours avec un temps de retard.

Voilà donc le contenu du fameux accord Renault, présenté comme le fin du fin des rapports sociaux et salué comme la voie qui mène la classe ouvrière à la société nouvelle.

QU'EN PENSENT LES TRAVAILLEURS ?

Bien entendu, ils accueillent favorablement ces propositions, surtout les futurs mensualisés. Pour eux cela signifie des avantages certains en ce qui concerne les congés maladie et l'ancienneté. Ils ne voient pas pourquoi les syndicats ne signeraient pas, puisqu'ils ont signé dans le passé bien des accords moins substantiels.

ET LES SYNDICATS ?

Ils sont un peu gênés par leurs précédentes déclarations antigouvernementales. Mais cela ne va pas très loin. Krasuky et Séguy ont donné le ton. La CGT parle de « succès considérable ». La CFDT affirme qu'elle n'a pas de « préjugé à la signature ». FO et CGC sont, bien sûrs, tout prêt à signer.

La direction qui a fait ses comptes et nous avons vu qu'ils n'ont rien d'exhorbitants, tient particulièrement à ces signatures. « Ou vous signez, ou je retire mes propositions du moins en ce qui concerne la réduction du temps de travail et la mensualisation », dit-elle en clair.

C'est du chantage, purement et simplement. Car la Régie ne pourrait pas faire marche arrière sans soulever une tempête de colère chez les travailleurs. Les syndicats ne peuvent pas l'ignorer. Comme ils ne peuvent pas ignorer que ce que la Régie veut obtenir par leur signature c'est la caution de la politique contractuelle du gouvernement. Mais ils ont le prétexte pour signer et sans doute signeront-ils.

L'accord Renault, s'il est signé, sera incontestablement un succès politique pour le gouvernement. Est-ce à dire qu'il constitue une défaite pour les travailleurs. Certes non. Les ouvriers de chez Renault, mensuels ou pas, se sentent avant tout des exploités, et ont bien des raisons de mécontentement, ne serait-ce que les cadences, la chiourme, la semaine de travail trop longue, le manque de sécurité, etc. Sur ce plan, la lutte sociale ne s'arrête pas aux portes de l'accord Renault, et les travailleurs y trouveront surtout un encouragement à revendiquer et à combattre. Mais les syndicats auront, s'ils signent, accepté une compromission supplémentaire.

propositions de la direction

Catégories Professionnelles	Situation actuelle	1er Juin 1970	1er mars 1971	1er mars 1972	1er mars 1973
OS et ONS	25 ans	15 ans	10 ans	5 ans	3 ans
P 1 Spécialisé	25 ans	15 ans	10 ans	5 ans	3 ans
P 1 et Assimilés ..	25 ans	10-3 ans	10 ans	5 ans	3 ans
P. 2 et Assimilés ..	10-3 ans	5-2 ans	3 ans	1 an	1 an
P 2. O - E et B ..	5-2 ans	1 an	1 an	1 an	1 an
P. 3 Pos. Supér. ..	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
Régleurs et conducteurs d'équipe	5-2 ans dans le poste	1 an	1 an	1 an	1 an

voir en page 8 notre article sur la mensualisation chez Renault

LE GANG O.A.S. :

de l'armée au banditisme

APRES une longue éclipse, les noms de Jean-Jacques Susini et de Gilles Buscia sont de nouveau dans les titres de la presse écrite et parlée. Cette fois, non point dans la rubrique politique, mais dans celle des faits divers.

Ces ex-dirigeants de l'OAS, ces chevaliers fougueux du monde occidental et chrétien, ces pourfendeurs de tout ce qui pouvait toucher de près ou de loin, et pêle-mêle, le communisme, le nationalisme arabe, la démocratie, ces idoles de la jeunesse d'extrême droite, se trouvent aujourd'hui sous les verrous.

Non pour leur activité politique passée, bien qu'elle eut comporté l'assassinat. Leur rôle à la tête de l'OAS leur fut pardonné en ces jours de réconciliation nationale et nationaliste, où le gaullisme triomphant de sa grande frousse de mai 68 interdisait les groupes révolutionnaires et amnistiait les assassins d'extrême-droite.

Non, ces gens-là viennent d'être arrêtés comme de vulgaires malfrats pour leur participation à une série de hold-up.

Susini et Buscia sont, paraît-il, les têtes, le cerveau du gang. Et pour trouver des bras, ils n'ont pas dû aller très loin.

Les autres membres de la bande sont, eux aussi pour la plupart, des ex-membres de l'OAS. Non pas des théoriciens, ni des responsables. Mais de ces pauvres types, tueurs obscurs, qui avaient été les exécuteurs de hautes et basses œuvres de l'organisation fascisante. De ces pauvres types qui avaient appris leur métier de tueur tout à fait légalement, au service de causes qualifiées alors de nobles, sous l'égide de l'Etat et dans les rangs de l'armée.

Dressés par l'armée à assassiner, à piller, à torturer en Indochine d'abord, en Algérie ensuite, ils étaient de ceux qui, trop bêtes comme le sont les instruments, n'avaient pas compris lorsque l'Etat bourgeois, leur maître, abandonna la politique de force, inefficace, au profit d'une autre. Ils n'avaient pas compris comment des actes, la veille encore récompensés de décorations, pouvaient d'un coup devenir des crimes.

Alors, ils avaient suivi l'OAS qui reprenait à son compte l'ersatz d'idéal qui leur avait été inculqué par l'Etat et que celuici semblait maintenant trahir.

Au sein de l'OAS, ils pouvaient continuer le métier que leur avait appris l'armée : assassiner encore, torturer encore.

Jean-Jacques Susini à l'époque où il était encore le porte-parole de l'OAS. Depuis, il s'était mis à son compte (UPI).

Puis lorsque l'OAS avait fait son temps, ils s'en allèrent, mercenaires, mettre leurs talents de tueurs au service des causes les plus abjectes, ou en tout cas, les plus payantes, du Congo au Biafra, en passant par le Yemen.

Mais il faut croire que le chômage sévit en ce moment dans le métier de mercenaire. Alors, ils sont revenus dans leur milieu. Leur formation professionnelle ne leur laissait guère le choix : armée, police ou le banditisme. Ils ont choisi le dernier, qu'ils estimaient sans doute plus lucratif. Ils n'ont pas eu de chance, ils ont fini par tomber, sans gloire.

G. K.

la démocratie de M. Marcellin

DEPUIS mai 1968, M. Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, est l'incarnation même de la « démocratie » modèle Ve République. En accédant au poste de premier flic de France, le député-maire de Vannes s'est manifestement découvert une vocation, et il ne cesse depuis, dans ses discours dominicaux, de célébrer la matraque et le goupillon comme garants des « libertés ».

Cette curieuse conception de la démocratie est manifeste dans l'interview que *France-Soir* a publiée le 24 février.

Dans un long préambule, le ministre de l'Intérieur se lamente, à son habitude, sur « l'insuffisance » des effectifs de la police. Il a bien créé 3 825 postes nouveaux en 1969, il en a bien prévu 3 000 de plus pour 1970, cela reste malgré tout trop faible, et il espère que son ami Giscard aura l'amabilité de débloquer de nouveaux crédits en ce domaine. Comme quoi, si à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. les compressions de personnel sont à l'ordre du jour, ce n'est tout de même pas vrai pour l'ensemble des « services publics » (mais ça, c'est une précision qui n'est pas de Marcellin) !

Le ministre de l'Intérieur aborde ensuite son sujet de prédilection, celui grâce auquel il s'est fait un nom dans les lettres françaises : les « groupes révolutionnaires ». Et il commence par user d'une formulation pour le moins curieuse : « Les groupements révolutionnaires — déclare-t-il — ont été juridiquement dissous le 12 juin 1968 ».

Pour notre part, nous croyions jusqu'à présent que le décret du 12 juin 1968 avait dissous *des* groupes révolutionnaires, très exactement cités (et, soit dit en passant, sans que, ni alors, ni depuis, le ministre de l'Intérieur ne se soit donné la peine de motiver cette interdiction), mais non pas *les* groupes révolutionnaires. Serait-il désormais interdit, dans ce pays, d'être révolutionnaire, et de militer pour ses idées ? Il faudrait tout de même que M. Marcellin précise ses idées à ce sujet.

M. Marcellin estime d'ailleurs que dans la lutte contre la « subversion » ses pouvoirs sont beaucoup trop limités : « Dans un Etat républicain — se lamente-t-il — la répression appartient aux seuls tribunaux. La police ne peut que relâcher ceux qu'elle a interpellés si un mandat de dépôt n'est pas délivré par un magistrat dans les 48 heures de l'interpellation ». Et d'appeler à l'aide lesdits magistrats : « Il appartient donc aux parquets de poursuivre et aux juges de réprimer ».

Pour le ministre de l'Intérieur, il ne s'agit pas de faire de détail : « Ceux qui dirigent ces mouvements révolutionnaires anti-républicains devront tôt ou tard répondre de leurs actes devant la cour de sûreté de l'Etat ». Pour répondre de quels délits, cela n'est évidemment pas précisé, et n'a d'ailleurs visiblement aucune importance pour notre flic en chef, qui poursuit : « Pour l'ordre public, il vaudrait mieux que ce soit tôt ».

Pour finir, notre aigle policier prend son vol vers les cimes de la philosophie politique, et aborde les problèmes de fond.

« J'ai rappelé — dit-il — dès les premiers jours de juin 1968, que le pouvoir doit être dans les urnes et non pas dans la rue... En face de ces minorités agissantes, la loi démocratique a permis à une majorité de se former et de s'exprimer... Je me suis fait l'interprète de cette majorité pour signifier à tous les groupes minoritaires que, ministre de l'Intérieur et responsable de l'ordre public, j'agirai, dans le domaine qui est le mien, avec résolution et fermeté contre toutes les infractions à la loi républicaine. »

La démocratie bourgeoise n'a jamais été autre chose que la démocratie au profit d'une minorité privilégiée, et qu'une comédie pour la majorité de la population. Mais il n'empêche que pour ses théoriciens, à l'origine, l'essence de la démocratie ne résidait pas seulement dans l'accomplissement de la volonté de la majorité, mais également dans le respect absolu des droits des minorités. Et, sans ce respect, il est certain que la prétendue « volonté de la majorité » peut servir à tout justifier, et c'est d'ailleurs le refuge juridique de tous les totalitarismes.

M. Marcellin se veut « l'interprète de la majorité » (U.D.R.) contre les minorités, et c'est en fait un aveu. Sa « démocratie », la « démocratie » de la Ve République, la démocratie bourgeoise pourrissante, baisse de plus en plus le masque, pour apparaître ouvertement comme ce qu'elle est réellement, le règne des matraques policières.

François Duburg.

drôle de police, drôle de justice

C'EST une confrontation d'un genre un peu particulier qui a eu lieu le 27 février dans le cabinet du juge d'instruction Zollinger.

Les rôles étaient en effet renversés. Trois inculpés devaient essayer de reconnaître les policiers qui les avaient frappés et torturés entre le 5 et le 7 mai 1969. Leur tâche n'était d'ailleurs pas très facile, car d'après eux, leurs tortionnaires avaient pris soin de leur bander les yeux avant de leur appliquer le supplice de l'électricité. Et cela risque d'être, bien des précédents permettent de l'affirmer, une raison suffisante pour classer l'affaire, puisque le coupable n'aura pas pu être identifié avec certitude !

Quant à ceux des policiers dont on sait que de toute manière, s'ils ne sont pas les auteurs directs de ces sévices, ils y ont probablement, pour le moins, assisté sans s'y opposer, vous croyez peut-être qu'on les a mis dans l'impossibilité de continuer à se livrer à ce genre de divertissement.

Eh bien, pas du tout. Non seulement ils sont toujours en liberté (il y a tout de même des cas où la règle qui veut que la détention préventive soit une exception est respectée), mais ils sont également toujours en fonction, libre de continuer, s'ils le veulent, à appliquer le « troisième degré ».

Peut-être même leur accordera-t-on, eu égard à leurs hauts faits, un avancement bien mérité, comme dans le cas de ce gardien de la paix qui sauta à pieds joints, dans le car de police, sur la poitrine d'un homme interpellé au cours d'une scène de ménage. Lors du jugement, on s'aperçut avec stupeur que ce brave gardien était entre-temps devenu brigadier. Il est vrai que ses mobiles étaient purs et généreux. « C'était — expliqua-t-il à l'audience — pour l'empêcher de se blesser en se débattant. » La victime de cette sollicitude toute particulière en avait été quitte pour un petit séjour à l'hôpital.

Pour en revenir à nos tortionnaires, ils risquent d'autant moins, que les tribunaux n'hésitent jamais entre la parole d'un flic et celle d'un pékin. Les membres des forces de « l'ordre » ne sont-ils pas assermentés !

C'est ainsi que Roland Castro, l'un des manifestants qui avaient occupé le siège du C.N.P.F., le jour où furent enterrés les cinq travailleurs maliens qui périrent asphyxiés dans un « foyer » d'Aubervilliers, a récemment été condamné pour « rébellion », sur le témoignage de trois policiers, et en dépit de la vingtaine de témoins qu'il avait fait citer pour prouver le contraire.

Quant à l'étudiant de Nanterre qui fut relaxé, le 27 février, du délit de violences à agents et rébellion, il ne dut son salut qu'au fait que ses deux accusateurs avaient négligé, avant de prêter serment, d'accorder leurs violons. L'un soutenait qu'il avait essayé de lui faire un croche-pied en tendant la jambe en avant, et l'autre en la tendant en arrière !

S'ils mettent au point un peu plus soigneusement leurs dépositions, les flics tortionnaires ont donc toutes les chances de s'en tirer. Mais ils auraient bien tort de trop s'en réjouir.

Depuis l'explosion de mai 1968 qui a montré quels sentiments la population portait réellement aux forces de l'ordre, il n'est pas de mois, et même de semaine, où celles-ci ne se rappellent par un quelconque scandale à l'attention de l'opinion publique.

Entre la population et les bandes à Marcellin, le fossé ne fait que se creuser. Et ce fossé pourrait bien, un jour, devenir un gouffre, dans lequel basculera le régime.

F.D.

LE MÉCONTENTEMENT DES PETITS COMMERÇANTS :

une affaire non classée

DEPUIS quelques mois, depuis la libération de Gérard Nicoud qui avait « pris le maquis » puis s'était rendu aux forces de « l'ordre », les petits commerçants et artisans, étaient apparemment calmes. A tel point que l'opinion publique et surtout le gouvernement les avaient tant soit peu oubliés. Mais il n'est pire eau que l'eau qui dort. C'est bien connu. Et Monsieur Chaban-Delmas vient d'en faire la triste expérience, ce PDG de la « Nouvelle Société » au bon souvenir duquel les petits commerçants viennent de se rappeler, et cela de façon fracassante.

En effet, c'est à 20.000, si l'on en croit les services de la Préfecture de Police, mais à 35 000 si l'on en croit les organisateurs eux-mêmes, que petits commerçants et artisans, à l'appel de Nicoud et Fauliot, les deux dirigeants des organisations « contestataires », CID (mouvement de la Tour du Pin) et UNATI (Union Nationale des Artisans et Travailleurs Indépendants), se sont rassemblés le 9 mars au Parc des Princes à Paris.

Ce lundi après-midi, les gradins du Parc des Princes étaient noirs de manifestants que des centaines de cars et de voitures avaient draînés de tous les coins de la France. Encore une fois, c'est Nicoud qui s'est fait, du haut de la tribune, le porte-parole des commerçants en colère. Pour lui et tous ceux qu'il représente, les quelque 30 000 présents au meeting mais aussi tous ceux, bien plus nombreux, chez qui ce mouvement de contestation éveille les plus profondes sympathies, l'affaire est loin d'être classée. L'asphyxie du petit commerce par le développement des supermarchés à grande surface, le poids croissant de la fiscalité (taxe complémentaire, patentes, TVA), l'insuffisance du système actuel de prévoyance maladie et vieillesse, tout cela continue à peser de plus en plus lourdement sur les petits commerçants. Et pour leur survie, la majorité d'entre eux sont prêts à lutter. **« C'est la Saint-Barthélémy du commerce et de l'artisanat que le gouvernement organise actuellement. Mais nous n'irons pas à l'abattoir »** a déclaré Gérard Nicoud, annonçant : **« Nous allons passer à l'action suivant les plans prévus dans chaque département ».** Et lorsque la délégation envoyée à l'Hôtel Matignon pour discuter avec Chaban est revenue bredouille, après avoir trouvé porte close, la colère a explosé. Chaban a été conspué tandis que de toutes parts fusaient les cris : **« A l'Elysée ! A l'Elysée ! ».** Après une telle fin de non-recevoir, il n'est pas étonnant que Nicoud ait été acclamé lorsqu'il a évoqué la possibilité de « descendre dans la rue » et de se livrer à nouveau au nettoyage en grand de quelques préfectures.

Bien sûr les commerçants du Parc des Princes ne se sont pas mis en marche aussitôt sur l'Elysée. En attendant des circonstances plus favorables, ils se sont quittés en se promettant de payer leur prochain tiers provisionnel en temps voulu, mais... en trente versements, et se sont contentés, dans le calme et la dignité, de remonter dans leurs cars, qui, toujours dans le même calme et la même dignité se sont ébranlés sur le bd périphérique... à 5 km/h...

Nicoud comptait peut-être sur 200 000 participants à son meeting, mais 30 000, c'est déjà plus qu'il n'en faut pour inquiéter le gouvernement. De plus, par cette manifestation, les contestataires commerçants ont fait la preuve non seulement qu'ils étaient déterminés à lutter, (ce que l'on savait déjà), mais surtout qu'ils étaient capables de le faire de façon très organisée.

La seule réponse du pouvoir aux problèmes des travailleurs, des commerçants ou des étudiants : Les flics. (Photo UPI)

Pour Pompidou, Chaban et consorts, c'est une sévère leçon et un sévère avertissement : la nouvelle société n'est pas seulement contestée par les étudiants, les paysans et les travailleurs, elle l'est aussi par les commerçants.

Mais cela devrait être aussi un avertissement pour les organisations ouvrières. L'unité indispensable avec les classes moyennes pour changer le régime ne se fera pas dans les urnes, elle ne se fera pas avec de bonnes paroles prétendant que la gauche n'est pas « aventuriste », cette unité ne se fera que si la classe ouvrière et ses organisations se posent en alliés des commerçants contestataires, en alliés capables d'agir justement et de transformer efficacement la société.

M. Verdier

ELECTIONS CANTONALES :

un scrutin truqué

A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore les résultats du deuxième tour des élections cantonnales. Mais il ne semble pas qu'ils puissent apporter la moindre surprise par rapport à ceux du premier tour.

Si l'on voulait en croire les déclarations des intéressés, ce premier tour aurait été un succès pour tous les partis politiques français, car en effet, que ce soit sur les ondes ou dans les colonnes de la presse écrite, les porte-paroles de chacun d'eux n'ont pas ménagé les propos pleins de l'autosatisfaction de rigueur en pareil cas.

En réalité, il est bien difficile de tirer des enseignements précis des quelques fluctuations enregistrées ça et là, parce qu'un tel scrutin, qui n'intéresse que la moitié des électeurs du pays, et où le pourcentage d'abstentions est traditionnellement très important, manque de points de comparaison valables. Et ce qui, dans le cas présent, semble le plus important, c'est finalement la stabilité apparente du corps électoral français.

Marcellin rassuré : le truquage de la loi électorale lui permet de retourner sans crainte à son occupation favorite, le matraquage des gauchistes (Photo AFP)

Parlant de cette stabilité, Combat *écrivait au lendemain de ces élections : « Les résultats d'hier prouvent qu'il n'y a pas d'inquiétude profonde dans le pays, qu'il n'y a pas de désirs d'importants bouleversements, que le gaullisme première manière est parfaitement « digéré » et que le pompidolisme ne pose pas de problèmes graves aux Français. ».*

Cette manière de voir les choses, qui va évidemment dans le sens des porte-paroles de la majorité, est pour le moins trompeuse.

S'il est en effet vraisemblable que l'UDR, et les partis de la majorité, vont améliorer leur représentation dans les assemblées départementales, cela tient essentiellement à la loi électorale, et non pas au fait que le parti au pouvoir ait derrière lui la grande majorité des Français.

C'est si vrai que le Parti Communiste Français, avec 23,84 % des suffrages exprimés, n'enlève que 67 sièges au premier tour, alors que l'UDR, avec seulement 15,64 % des voix, en obtient 131 ; et que les formations de la majorité actuelle, qui totalisent, à elles trois, moins de voix que le PCF seul, pouvaient déjà au soir du 8 mars annoncer 231 élus.

La droite bénéficie non seulement de la loi électorale en elle-même, du découpage arbitraire des cantons, mais encore de l'unité relative que le gaullisme a imposé en son sein.

C'est ainsi que si toutes les formations qui sont classées dans la rubrique «gauche» dans les statistiques officielles du ministère de l'intérieur sont globalement majoritaires, recueillant 52,30 % des suffrages exprimés, elles n'obtiennent que 380 sièges, alors que la droite en enlève 596.

C'est pourquoi aussi les gaullistes de tout poil auraient tort de trop pavoiser. Ils recueillent certes des places de notables et des prébendes supplémentaires. Mais cela ne diminue en rien le mécontentement qui existe dans le pays, et qui est bien réel.

Et c'est précisément parce que ce mécontentement ne peut pas se traduire sur le plan électoral, qu'il pourrait bien se manifester un jour, et d'une manière plus violente, dans les rues ou dans les entreprises de ce pays.

François Duburg

la mensualisation : une mini-réforme pour étouffer les revendications essentielles des travailleurs

MONSIEUR Pompidou tient ses promesses. La campagne pour la mensualisation des travailleurs est engagée et, pour ce faire, l'Etat a fait donner l'artillerie de son entreprise nationale : La Régie Renault. **Le gouvernement sait que l'année 1970 s'annonce difficile. Il sait qu'il aura du mal à maîtriser les prix et les constatations faites dès le début de cette année ne sont pas rassurantes. Le gouvernement qui a réussi à faire passer son plan d'austérité et la dévaluation sans réaction importante sait qu'il a tiré des traites qui vont bientôt arriver à échéance.**

C'est pourquoi, il tente de prévenir l'action des travailleurs en lançant en pâture la tarte à la crème de la mensualisation.

Il est bien évident que la mensualisation des horaires même accompagnée de nombreuses restrictions, même limitée à certaines catégories de travailleurs apporte un certain nombre d'avantages à une masse importante d'ouvriers. Ces avantages sont des majorations de salaires dues à l'ancienneté mais surtout une plus grande sécurité en cas de maladie et une meilleure indemnisation des jours fériés.

Les « sages » nommés par le gouvernement, Jean Fourastié, Jean-Daniel Reynaud, Raymond Vatier et Maurice Vlieqhe, pour étudier le problème de la mensualisation ont déposé leur rapport et le gouvernement, au conseil des ministres du 11 mars, a recommandé aux « partenaires sociaux » d'entrer en négociations pour la mise en œuvre de ce projet.

Après avoir fait donner le coup d'envoi à la Régie Renault, le gouvernement espère avoir délimité un cadre suffisant à « l'action sociale » susceptible d'empêcher ou du moins de limiter considérablement les conflits sociaux pour toute une période. La mensualisation pourrait concerner 6 millions de salariés. Mais ce n'est pas une loi. Le gouvernement se contente de faire des recommandations aux «partenaires sociaux». De nombreux patrons essaieront de se passer des recommandations gouvernementales. Evidemment ce seront les travailleurs les plus défavorisés qui en seront écartés. Même dans les entreprises où la mensualisation sera appliquée elle ne touchera qu'une partie du personnel et là encore ce sont les catégories les plus basses qui seront abandonnées. Chez Renault par exemple, on estime que le nombre des travailleurs qui resteront en dehors de la mensualisation s'élève à 25 000, près d'un tiers de l'effectif total.

La mensualisation est une opération qui ne coûte pas cher aux employeurs. Les plus pessimistes des patrons la chiffrent à 10 % de la masse salariale, mais les plus sérieux estiment qu'elle ne devrait pas leur coûter plus de 3 à 4 %. Dans une période d'inflation et de hausse des prix, c'est loin d'être une charge insupportable pour les patrons.

Par contre l'Etat ne manquera pas d'y trouver des ressources importantes. Tous les ouvriers horaires sont payés en espèces et empochent leur dû chaque quinzaine, voire chaque semaine. Réglés au mois, une grande partie dépassera les 1000 F au-delà desquels la loi les oblige à recevoir leur paye par chèque. Rares sont les travailleurs qui lèveront la totalité de leur paye après chaque virement. Ce sont des milliards qui resteront en permanence dans les caisses des banques et des chèques postaux. Les banques ne manqueront pas de faire « travailler » ces milliards et au niveau élevé actuel du taux de l'escompte, on mesure l'importance des gains ainsi réalisés par les tenants de la finance.

Ainsi donc la mensualisation est une opération qui coûte très peu aux capitalistes et avec laquelle ils espèrent à très peu de frais, faire l'économie des conflits sociaux.

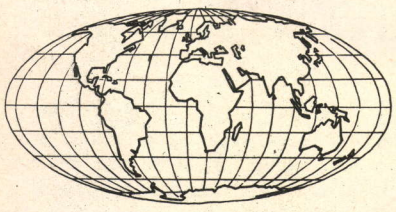
Les syndicats estiment que la mensualisation est une mesure insuffisante, mais en la considérant comme un important recul du patronat et du gouvernement ils acceptent en fait de rester dans le cadre « social » fixé par le gouvernement.

Et comment feraient-ils autrement ? Depuis septembre 1969 ils ont montré qu'ils n'étaient nullement décidés à mener une lutte sérieuse contre le plan d'austérité gouvernemental. Il leur faudra donc se contenter de se battre sur le terrain et dans les limites fixées par le gouvernement. Mais les faits économiques sont plus têtus que les astuces du gouvernement. La mensualisation ne pourra compenser la hausse des prix ni les risques d'une nouvelle dévaluation.

Pour abattre le plan d'austérité, pour maintenir et développer leur niveau de vie, les travailleurs ne pourront se laisser amuser, ni abuser par des mini-réformes, telles que la mensualisation.

Ce n'est que par la lutte qu'ils pourront se défendre et vaincre le pouvoir.

H. V.



DANS LE MONDE

L'ATTENTAT CONTRE MAKARIOS :

le renforcement de l'extrême-droite à Chypre risque de rallumer la guerre civile

DIMANCHE 9 mars, le président de la République chypriote, l'archevêque Makarios, échappait à un attentat.

C'est la troisième tentative d'éliminer l'archevêque-président en quelques mois. Déjà, en octobre 1969, une charge de plastic avait explosé devant le palais présidentiel, et en janvier 1970 un complot contre la vie de Makarios avait été déjoué.

L'archevêque Makarios. Son régime réactionnaire laisse la droite se renforcer (Photo UPI)

Pour le moment, la police n'a réussi à mettre la main sur aucun des auteurs de l'un ou l'autre de ces attentats. Mais il est de notoriété publique qu'une organisation d'extrême-droite, composée de Chypriotes grecs, le Front National, *cherche à se débarrasser de Makarios.*

Le Front National *semble avoir deux buts : d'une part imposer à Chypre un régime dictatorial du genre de celui des colonels d'Athènes, et d'autre part d'obtenir* l'Enosis, *c'est-à-dire le rattachement de l'île à la Grèce.*

L'extrême-droite ne pardonne pas, en effet, à Makarios d'avoir « trahi » la cause de l'Enosis *en acceptant l'indépendance de Chypre en 1959.*

Depuis plusieurs mois, on assiste dans l'île à un renforcement de la droite et de l'extrême-droite, et le régime réactionnaire de Makarios ne semble pas vouloir réagir contre cette tendance bien au contraire. Ainsi l'armée est de plus en plus sous le contrôle du gouvernement d'Athènes. Les officiers sont des Grecs (et non des Chypriotes) choisis évidemment par le régime des colonels.

La police composée d'anciens terroristes anti-turcs des années de la guerre civile, est en partie favorable aux hommes du Front National. *Et c'est ce qui explique vraisemblablement le manque de succès des enquêtes contre les auteurs des attentats. Il a même fallu exclure plusieurs policiers qui étaient à l'évidence impliqués de près ou de loin dans la dernière tentative d'assassinat de Makarios .Il est depuis quelques temps question de confier la réorganisation de la police à un officier de police d'Athènes.*

En attendant les vols d'armes et de munitions se multiplient, ainsi que les attentats et les sabotages.

Deux mesures récentes sont significatives de la tendance actuelle vers un régime de plus en plus réactionnaire. D'une part le film « Z » a été interdit, de toute évidence pour ne pas peiner le gouvernement grec, et d'autre part au cours de l'enquête sur le dernier attentat anti-Makarios, la police a cherché à mettre en cause un leader d'un parti de droite, M. Georgadjis, ancien ministre de l'intérieur, à qui on reproche son hostilité au régime des colonels.

Est-ce à dire pour autant que le gouvernement d'Athènes favorise les menées du Front National *et cherche à éliminer Makarios et à réaliser l'*Enosis ?

Cela paraît peu vraisemblable. S'il est certain que le régime grec voit avec plaisir et encourage le glissement vers la droite qui se déroule à Chypre, cela ne veut pas dire pour autant qu'il entend obtenir le rattachement de l'île à la Grèce. Car une telle tentative impliquerait forcément une nouvelle guerre civile entre les communautés grecque et turque à Chypre même et une intervention de la Turquie serait alors possible. Face à la puissance turque, la Grèce ne joue pas gagnant, loin de là, et on voit mal le régime des colonels se lancer dans une aventure aussi risquée. D'autant plus que les USA n'accepteraient pas volontiers qu'apparaisse un conflit sérieux entre la Grèce et la Turquie, deux pays « amis » des USA et membres de l'OTAN de surcroît.

En fait, il semble bien que l'extrême-droite chypriote cherche à mettre le gouvernement grec devant le fait accompli, et ainsi à lui forcer la main.

Il reste à savoir si le renforcement constant de la droite et de l'extrême-droite chypriote ne conduira pas, qu'Athènes le veuille ou non, à un nouveau conflit avec la minorité turque de Chypre. Car le renforcement de la réaction dans la majorité grecque chypriote ne pourra manquer tôt ou tard de vouloir limiter les droits nationaux de la communauté turque.

Et une nouvelle flambée du conflit entre les deux communautés semble bien devoir en être la conséquence.

A. V.

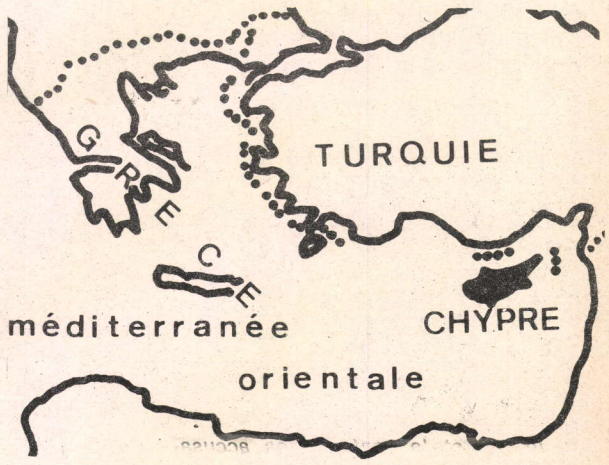
CHYPRE : la guerre civile n'a pas résolu les problèmes

CHYPRE est une petite île (9 000 kilomètres carrés, l'équivalent de la Corse) située en Méditerranée Orientale. Elle est peuplée en majorité de Grecs, mais depuis l'occupation ottomane (du 16e siècle jusqu'en 1878), il existe une forte minorité d'origine turque (environ 20 % de la population).

La Grande-Bretagne occupa l'île de 1878 à 1959 et pour mieux régner dressa systématiquement les deux communautés l'une contre l'autre. La majorité des Grecs vota en 1950 pour le rattachement de l'île à la Grèce (Enosis). Les Chypriotes turcs refusèrent cette solution. Il en résultat une guerre civile qui aboutit à un compromis aux accords de Zurich et de Londres en 1959 : Chypre devenait une république indépendante avec un président d'origine grecque, l'archevèque Makarios. La minorité turque obtenait la vice-présidence de la République, certains postes dans l'appareil d'Etat et 40 % des effectifs de l'armée chypriote. L'Angleterre conservait deux importantes bases militaires dans l'île.

L'indépendance de 1959 ne marqua pas la fin de la guerre civile qui devait durer encore plusieurs années. Et même aujourd'hui alors que la lutte armée a cessé, la situation reste encore tendue entre les deux communautés.

Durant la guerre civile, les deux populations créèrent des organisations de combat, le TMT pour les Chypriotes turcs et l'EOKA chez les Grecs.



L'extrême-droite de l'EOKA, dirigée entre autres par le général Grivas, entra dans l'opposition contre Makarios après 1959. Elle reproche à l'archevêque-président d'avoir trahi la cause de l'ENOSIS en acceptant l'indépendance de l'île. Ce sont des « durs » de l'ex-EOKA qui sont à l'origine des tentatives d'attentats dirigés récemment contre Makarios.

LE JAPON DU XXe SIÈCLE

DANS LE MONDE

Un bagne moderne

LE mardi 10 mars, l'émission « XXe Siècle » a présenté un reportage sur le Japon. Si nous en croyons ces images, le Japon, c'est une caricature du capitalisme moderne, mais une caricature qui intéresse cent millions de personnes. L'intrusion du capitalisme industriel dans un pays moyenâgeux a abouti à ce décor digne par certains côtés d'un mauvais roman d'anticipation.

C'est l'Etat qui, pour résister à la pression occidentale, a effectué lui-même la concentration des capitaux et leur investissement dans l'industrie après la révolution Meïji en 1868. Le Japon a pu ainsi échapper à la colonisation et au sous-développement et il a été le dernier pays à pouvoir le faire. Il est devenu aujourd'hui la troisième puissance économique mondiale. Mais qui a fait les frais du « miracle japonais » ? Si le Japon vient juste après les USA et l'URSS pour ce qui est du Produit National Brut, beaucoup de ses habitants vivent encore comme des paysans de pays arriérés.

Le régime du salariat se double d'un rapport personnel, hérité de l'époque féodale encore présente par bien des aspects, entre le patron et l'ouvrier. Cela permet un degré d'exploitation auquel les patrons occidentaux ont dû renoncer depuis longtemps en raison des progrès du mouvement ouvrier.

L'ouvrier japonais est transformé en une machine à produire réglée au son des hauts-parleurs.

Nous l'avons vu dans une usine où des milliers de jeunes filles travaillent au son de la musique, à des cadences infernales. Signe du modernisme (!) : elles s'arrêtent toutes les deux heures pour effectuer... des mouvements de relaxation pendant 30 secondes. Même le déjeuner est, lui aussi, pris à la chaîne.

Nous l'avons vu s'entasser dans des trains de banlieue où des préposés spéciaux s'arc-boutent sur les estomacs pour fermer les portières. Nous l'avons vu consulter les résutats de la loterie qui attribue les logements, espérant le trois pièces à une heure de trajet de Tokyo, qu'il attend depuis des années.

Certes, ces problèmes sont aussi les notres, mais ils atteignent au Japon un niveau invraisemblable, inhumain. On ne peut s'empêcher d'espérer que la vision déformante et sélective de la caméra accentue certains traits et que les travailleurs japonais ne sont pas aussi résignés que ces sortes d'automates parfaitement disciplinés qui évoluaient sur le petit écran comme un régiment marchant au pas.

Travailleurs d'une conserverie : un prolétariat sur-exploité (Photo UPI)

Il y a au Japon, 3 000 prisonniers politiques, rappelait un étudiant gauchiste. Toute révolte est sévèrement réprimée par un gouvernement qui ne cherche même pas à masquer, comme on le fait ici, ses liens directs avec la grande industrie et qui distribue des prix et des récompenses aux « parlementaires méritants ». La situation politique pourrait bien évoluer rapidement au Japon, comme en témoignent les progrès de la secte boudhiste d'extrême-droite Sokagakaï dont les meetings rappellent en style japonais ceux que Goebbels organisait à Nuremberg.

Voilà ce qu'il y a derrière le décor de l'exposition universelle d'Osaka. Voilà l'envers du fameux « miracle japonais » !

R. M.

SUD-VIETNAM

procés d'un député

Thieu tente d'empêcher à tout prix la formation d'une troisième force

AU Sud Vietnam, un procès vient de se dérouler devant le Tribunal Militaire à l'issue duquel le député Chau a été condamné à 10 ans de travaux forcés pour « collusion avec l'ennemi ».

En 4 ans, de 1965 à 1969, M. Chau avait rencontré 8 fois l'un de ses frères, officier supérieur du FNL. Mais il ne collaborait pas avec le Front loin de là. Il sondait les intentions du camp adverse en plein accord avec les autorités américaines qu'il avait dès le début mises au courant.

Le soutien des Américains à ses tractations n'a fait qu'envenimer l'affaire. M. Chau s'est vu en plus accusé de « travailler pour une puissance étrangère » et dû se défendre d'être « un fantôche des étrangers ». Il s'agit en l'occurrence des Américains.

Le procès a fait du bruit, aussi bien à Saïgon qu'à New York. Le New York Times *lui-même a pu écrire :* « Le président Nguyen Van Thieu a muselé un autre ennemi politique dans des conditions qui discréditent non seulement le régime de Saïgon, mais également les Etats-Unis... Ce procès n'est que le dernier exemple de l'intensification des efforts entrepris par M. Thieu pour supprimer les Sudvietnamiens qui cherchent un compromis pour mettre fin à la guerre ».

Le New York Times *se montre certainement optimiste en parlant de « dernier exemple », mais la comédie du procès Chau, le ton et le contenu des accusations lancées contre lui attestent de la dégradation incontestable des relations entre les gouvernements de Saïgon et Washington. Cette détérioration est devenue publique, il y a plus de deux ans avec l'annonce de la politique de paix préconisé par Johnson, elle s'est poursuivie au gré des concessions et des hésitations manifestées par les Américains à Paris et en Asie. Elle atteint maintenant un degré nouveau.*

Manifestement Thieu et Ky jouent leur va-tout. Les voilà qui veulent aujourd'hui faire figure de « nationalistes » intransigeants en accusant Chau de collusion avec les USA ! Ces tentatives dérisoires ne trompent évidemment personne, ni à Saïgon, ni à Washington. Mais c'est pour les généraux sudvietnamiens une façon de forcer la main à leur grand protecteur, une façon aussi de montrer qu'ils n'ont nullement l'intention de faciliter les manœuvres de l'administration US qui visent à leur remplacement en douceur.

Thieu et Ky se raidissent d'autant plus dans leur position qu'elle est intenable. L'inflation galopante qui sévit chez les gouvernementaux ne peut pas être enrayée et risque d'affamer la capitale si les paysans suivent les consignes du FNL et gardent leur riz ou le vendent au Cambodge. La situation reste très tendue sur le plan militaire. Et dans cette atmosphère de fin de règne, les oppositions politiques ou religieuses relèvent la tête en dépit des arrestations, des interdictions, de la censure et de la « chasse aux sorcières pro-vietcong » qui se développe sur tout le territoire.

Devant la grève de la presse, Thieu et Ky ont dû reculer et revenir au cours normal du papier. Les parlementaires eux-mêmes contestent sous le manteau, le prétendu vote qui leva l'immunité parlementaire de Chau. Entre deux saisies, les journaux d'opposition reparaissent et l'un d'eux vient de publier un appel du général MINH (qui reste la personnalité « modérée » la plus en vue), pour une union de toutes les forces religieuses du pays, afin d'assurer l'autorité gouvernementale : « la question la plus difficile, *écrit-il,* est de savoir si les dirigeants auront ou non le courage de s'effacer devant les grandes religions ».

(En réponse, les dirigeants ont fait saisir le journal, dès le lendemain).

Et pourtant, c'est une évidence : les jours de la dictature Thieu et Ky sont comptés.

C. Bernard

CAMBODGE

les manifestions anti-vietnamiennes

c'est le peuple cambodgien qui est visé

LE Royaume du Cambodge, relatif îlot de paix que semblait protéger sa neutralité dans le conflit qui déchire les pays frontaliers, Vietnam, Laos et Thaïlande perd l'équilibre. Profitant de l'absence du Prince Sihanouk, le gouvernement royal a décidé d'appliquer un brutal coup de barre à droite et d'organiser des manifestations « spontanées » contre les ambassades du Vietnam Nord et du FNL.

Un ultimatum donnait trois jours aux troupes nord-vietnamiennes et viet-congs installées aux zones frontières près du Sud-Vietnam pour partir du pays.

Le gouvernement cambodgien va-t-il maintenant basculer du côté américain et entraîner le pays dans la guerre, alors même qu'à plus ou moins long terme, les troupes US vont quitter la région, faute d'avoir pu vaincre ? Jusqu'à présent les classes dominantes féodales et bourgeoises qui dominent le Cambodge, joignaient à un régime intérieur corrompu une politique extérieure d'équilibre, tentant de rester à l'écart des conflits qui bouleversent les pays avoisinants. Cependant bien que la famille royale dirige tous les trafics, que des fonctionnaires aident au pillage des campagnes et des villes, le gouvernement cambodgien manifestait sa sympathie aux gouvernements russe, chinois et nord-vietnamien, et recevait officiellement le FNL. Rejoindre maintenant le bateau américain en perdition au Viet-Nam, cela semble bien peu concorder avec la prudence traditionnelle des couches dirigeantes cambodgiennes. Et toute une fraction, dirigée par le Prince, refuse encore de prendre ces risques.

Mais, au-delà des péripéties, la lutte qui oppose les fractions rivales de la droite cambodgienne, n'est que le reflet des contradictions qui déchirent la société cambodgienne. Si une partie des classes dirigeantes est prête maintenant à prendre le risque de se raccrocher au camp américain, c'est qu'elle se sent menacée de dangers encore pires à l'intérieur.

En effet, les mêmes causes ont ici entraîné les mêmes effets que dans les pays voisins. A la pourriture de la société dominante officielle répond une insurrection paysanne qui se développe, dirigée par une fraction de l'intelligentsia des villes, le mouvement « khmer rouge », analogue au Pathet Lao et au Viet-Cong s'étend progressivement sans que l'armée cambodgienne soit capable de s'y opposer sérieusement. Si l'aide directe des partisans du FNL aux combattants Khmers demeure improbable tant que les autorités gouvernementales ont maintenu une attitude amicale, leur influence morale est certaine. Ils prouvent tous les jours qu'on peut renverser par les armes une administration féodale et que la réforme agraire est au bout du fusil. La paysannerie cambodgienne comprend de mieux en mieux la leçon, malgré la campagne xénophobe anti-vietnamienne du gouvernement.

Que va-t-il se passer maintenant au Cambodge ?

La fraction actuellement au gouvernement, veut renforcer l'armée d'urgence et tente de faire accepter l'aide américaine. La fraction neutraliste des classes dominantes, essaye d'obtenir de la Russie et de la Chine leurs cautions, et si possible leur intervention pour modérer le mouvement de lutte populaire khmer rouge. Le prince Sihanouk vient d'affirmer à ce propos : *« Je n'envisage pas de renforcer l'armée car les Etats-Unis ont 600 000 soldats au Viet-Nam et le Viet-Nam du Sud plus d'un million de soldats, et tout cela sans victoires. Ce n'est pas par l'armée qu'on vaincra le communisme, mais par d'autres moyens : la diplomatie vaut mieux que la violence ».*

Mais rien ne permet de dire si les deux puissances sollicitées ont une influence suffisante pour intervenir auprès du mouvement Khmer Rouge, ni même si celui-ci peut contrôler comme il le veut l'extension de la guerilla paysanne.

Mais quand même l'équilibre instable de la neutralité pourrait être momentanément rétabli, il ne saurait probablement durer. Le mouvement populaire a commencé à se développer. Il se nourrit de l'exemple des peuples immédiatement voisins, il ne se résorbera plus. Le départ américain risque d'entraîner inexorablement la chute de toutes les classes dominantes actuelles de la péninsule indochinoise.

S. Denver

ALLEMAGNE 1920 :

le putsch de Kapp

A peine plus d'un an après que le social-démocrate Noske ait écrasé la révolution spartakiste, fait assassiné les leaders révolutionnaires Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, les corps-francs sur lesquels il s'était appuyé, vont lui payer son salaire. Ce sera le putsch de Kapp, devant lequel le gouvernement social-démocrate cèdera sans combattre. Mais cette fois, la classe ouvrière allemande va réagir. La grève générale met bas les préfets de l'extrême-droite ; celle-ci ne s'avouera cependant pas battue, puisque cette tentative marque le début de l'ascension des forces de droite allemande qui aboutira à l'avènement du nazisme. Ascension facilitée par les trahisons social-démocrates, le sectarisme du parti communiste allemand aux ordres d'une Internationale entièrement contrôlée par Staline, autant de facteurs qui laisseront la classe ouvrière désorientée face à ses adversaires.

LE 13 mars 1920 au petit matin : les chefs « socialistes » du gouvernement de la République de Weimar, qui n'a pas un an, plient hâtivement bagages et quittent Berlin pour Dresde.

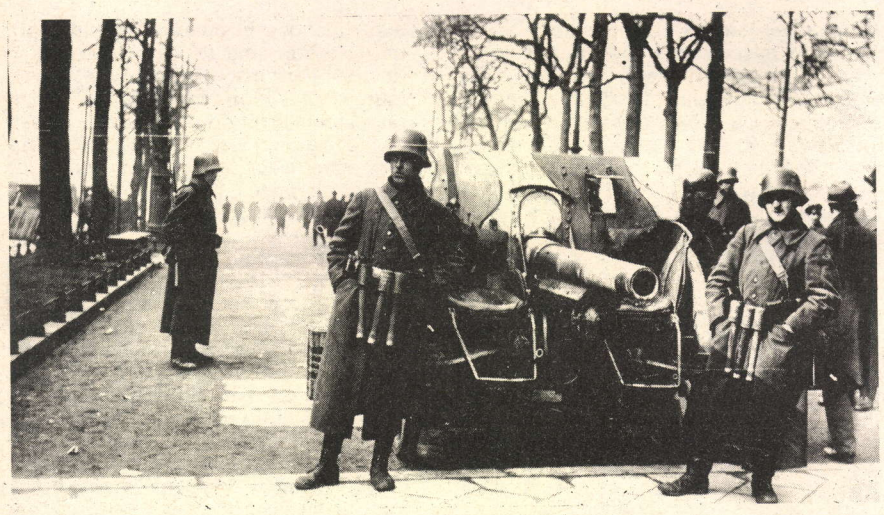
A 5 h 40 précises, un premier convoi emporte vers la Saxe le président Ebert, son ministre des Affaires Etrangères Müller et son chef de la Chancellerie Meissner. Peu après, un second convoi prend la route avec Noske, chef de la Reichswehr et quelques autres hauts gradés. Puis, deux cents députés s'enfuient à leur tour comme ils le peuvent, certains en voiture, d'autres par le train.

C'est le « sauve-qui-peut » général. Aux premières heures du jour, le 13 mars 1920, il n'y a plus de gouvernement à Berlin. Il est bel et bien volatilisé.

Et à sept heures du matin, la brigade du capitaine Ehrhardt, chef des célèbres Corps Francs de la Baltique, peut faire son entrée à Berlin par la porte de Brandebourg, tous drapeaux déployés. Peu après c'est au tour de la garnison de Potsdam et de divers Corps Francs venus de l'est et de l'ouest de pénétrer triomphalement dans la ville. Les militaires factieux, téléguidés par le haut fonctionnaire Wolfgang Kapp et le général Von Lüttwitz, qui, depuis plus d'un mois déjà, au vu et au su de tous, et en particulier des autorités « socialistes » officielles fomentaient un coup de force militaire, s'emparent aussitôt des points stratégiques de la ville : Chancellerie, ministères. Les soldats du gouvernement en fuite, sommés de vider les lieux avant 40 minutes, n'hésitent pas une seule seconde : ils restent en place, au « garde à vous » devant le nouveau chef : Kapp.

« Au combat contre la révolution de novembre ! », tel est le titre de l'ouvrage de Von Lüttwitz, principal initiateur du coup de force de 1920. Ce titre est éloquent.

En effet, si la première vague de la révolution prolétarienne allemande de 1918-1919 a reflué ; si, en janvier 1919, le gouvernement « socialiste » a pu noyer dans le sang l'insurrection prématurée des ouvriers berlinois ; s'il a pu décapiter le mouvement en assassinant sauvagement Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, les « têtes » du jeune Parti Communiste, la révolution n'en est pas morte pour autant. Loin de là. Les travailleurs n'ont pas désarmé et leur combativité est presque intacte. Les conseils ouvriers, les conseils de soldats vivent encore, malgré toutes les tentatives et manœuvres pour les dissoudre. Et moins d'un mois après la « semaine sanglante » de janvier 1919, la lutte reprend. Les grèves, organisées par les Conseils, déferlent successivement sur toutes les régions de l'Allemagne. Dans l'ouest, l'est, le sud. Dans la Ruhr, la Saxe, la Bavière, à Berlin même. Pour en venir à bout, pour liquider les conseils ouvriers et restaurer la légalité et l'ordre bourgeois, les « socialistes » gouvernementaux, les Ebert, Scheidemann et Noske n'hésitent pas : ils appellent à la rescousse l'armée, ou plutôt ce qui restait de l'ancienne armée impériale vaincue et officiellement dissoute : les Corps Francs, brigades de volontaires, nostalgiques de la gloire militaire passée, réactionnaires au nationalisme exacerbé et humilié par la défaite et les conditions draconiennes de la « Paix » de Versailles. Dans la Ruhr, la Saxe « rouge », à Berlin et en Bavière, ce sont ces croisés de l'anti-bolchévisme



Les corps francs occupent Berlin. (Photo Violet)

Quand les Berlinois s'éveillent, après une nuit des plus paisibles, l'ancien drapeau impérial flotte sur la Chancellerie et les principaux édifices publics. Les troupes de Kapp patrouillent dans les rues de la ville, troupes dont certains éléments abordent déjà à leur casque la croix gammée. Le putsch militaire a réussi. A la Chancellerie, Kapp, nouveau chef d'Etat, nomme le général Von Lüttwitz Commandant en chef et Ministre de la Reichswehr, et signe les premiers décrets de son gouvernement.

La suite logique de la semaine sanglante

Comment un an et demi à peine après la débâcle de l'armée allemande, un putsch militaire a-t-il pu être possible ? Et d'abord, quel but visaient ceux qui l'ont fomenté ?

que les « socialistes » lancent contre les ouvriers. Le mouvement ouvrier allemand a des troupes, mais pas de direction. Les travailleurs, dans leur grande majorité font encore confiance à la vieille social-démocratie dont les chefs jouent pourtant aux « bourreaux sanglants ». D'autres suivent les directives du parti socialiste indépendant d'Allemagne (U.S.P.D.), dont les dirigeants, aussi réformistes que ceux de la vieille social-démocratie, n'ont quand même pas suivi ces derniers dans la voie de la répression. Quant au jeune P.C., il est très minoritaire et inexpérimenté, et près d'un tiers de ses éléments, ultra-gauche, vient de le quitter pour créer un nouveau « groupuscule », le K.A.P.D. Privés de direction et donc de perspectives claires, les travailleurs entrent en lutte les uns après les autres, région après région, secteur après secteur. Aussi essuient-ils défaites sur défaites dans le combat inégal contre les Corps Francs, spécialistes de la répression.

Les obsèques d'un militant socialiste le 18 mars 1920 ; les milices ouvrières en armes suivent le cortège.

(Photo Violet)

A la fin de l'année 1919, les conseils ouvriers sont liquidés. Mais c'est toujours la crise des lendemains de guerre : le chômage, la misère, la faim, qui alimentent la colère sourde des travailleurs. Et la lutte continue, larvée, dont la République de Weimar ne parvient pas à venir à bout.

C'est dans ce contexte politique que germe dans la tête des chefs des Corps Francs l'idée d'un coup d'Etat militaire qui balaierait la République et les « parlementaires incapables » qui la dirigent, et permettrait de mettre un terme à la résistance ouvrière. Kapp et Von Lüttwitz, forts de l'appui des hobereaux prussiens et d'une partie de la bourgeoisie réactionnaire, décident de passer aux actes dès le début de l'année 1920. Noske, ministre « socialiste » de la guerre est au courant. Mais il laisse faire : la seule façon dont il pourrait s'y opposer serait de faire appel à la riposte des travailleurs, ce qui n'est bien sûr pas dans les projets de ce « socialiste », fier des galons qu'il a gagnés en osant se faire le « bourreau sanglant » des travailleurs.

Aussi, à la veille du putsch, Ebert et Noske s'enfuient-ils avec pour ligne de conduite : attendre et voir venir.

Les syndicats réagissent, la grève est totale

L'attente dure exactement 24 heures. Le 14 mars, alors que la victoire des réactionnaires de Kapp semblait assurée, et le gouvernement « légal » frappé d'impuissance, c'est la classe ouvrière qui s'ébranle, à la surprise générale. Peu à peu, dès le début de l'après-midi de ce 14 mars, les usines berlinoises ferment leurs portes, une à une. Les machines s'arrêtent. Les travailleurs se croisent les bras, répondant comme un seul homme à l'appel de Karl Legien, dirigeant de l'immense appareil syndical social-démocrate, c'est-à-dire de la force pourtant la plus conservatrice du mouvement ouvrier allemand. Karl Legien est loin d'être un révolutionnaire. Bien au contraire, c'est l'exemple type du bureaucrate réformiste. Avant la guerre, il a toujours appartenu à la fraction la plus à droite de la S.D. ; pendant la guerre, il a défendu les positions les plus patriotardes ; après la guerre enfin, pendant la montée de la crise révolutionnaire de 1918, il a dénoncé sans relâche les révolutionnaires authentiques : Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, mettant dès cette époque toute son autorité et celle de son organisation au service de Ebert et Noske.

Pourtant, c'est ce même Legien, cet homme qui symbolise dans sa personne tout ce qu'il y a de pire dans la Social-Démocratie allemande, qui organise la riposte. Legien a compris que le sort de la République parlementaire seul n'est pas en cause ; que ce qui se joue le 13 mars 1920, c'est le sort de la classe ouvrière allemande tout entière, le sort de ses organisations politiques et syndicales, et en particulier de l'immense appareil syndical dont il est le chef incontesté.

Aussi, le réformiste Legien, dont le poids politique est immense, appelle-t-il tous les travailleurs, communistes y compris, à la bataille d'ensemble : à la grève générale.

Kapp abandonné

Cette grève générale fut une des plus grandes grèves que le mouvement ouvrier ait connue. A Berlin, toute activité a cessé. Il n'y a plus ni trains, ni tramways, ni eau, ni électricité, ni gaz, ni journaux, ni ravitaillement. La capitale est frappée de paralysie : elle est devenue un grand corps inerte. Et autour des militaires factieux, l'étau de cette puissance terrible et silencieuse se resserre d'heure en heure. Pour eux, le début de la grève, c'est la fin. D'autant plus que la grève berlinoise a réveillé les travailleurs et la population civile de l'Allemagne tout entière. A nouveau, les centres de l'agitation des mois précédents s'enflamment : à Kiel, à Halle, à Francfort, à Chemnitz, on se bat. Une armée rouge s'organise dans la Ruhr. Enfermé entre les quatre murs de son bureau, Kapp, le vainqueur de la veille est pris au piège. Tant et si bien qu'il ne cherchera même pas à riposter. D'ailleurs, l'armée elle-même, impressionnée par la puissance irrésistible des travailleurs en grève, le lâche. Et l'apprenti - sorcier - dictateur démissionne le 17 mars au soir. Le visage dissimulé par un cache-nez, le chapeau mou enfoncé jusqu'aux oreilles, et son petit balluchon sous le bras, Kapp quitte en hâte la Chancellerie pour l'aéroport, et la Suède. Son règne a à peine duré cent heures.

Par sa mobilisation, sa discipline, sa puissance, le prolétariat allemand venait de déjouer le complot des militaires. Il ne devait pas profiter de cette victoire. L'extrême gauche allemande était trop divisée et trop faible pour diriger cette montée révolutionnaire et la pousser à son terme. La social-démocratie qui avait été à deux doigts de sa perte sortit sauve et presque renforcée de l'épreuve. Mais le sursaut de Legien prouvait aux révolutionnaires allemands que cette social-démocratie qui avait montré en 1919 qu'elle était définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois, était encore capable de s'opposer aux généraux réactionnaires quand sa vie même était en jeu, et qu'elle conservait par l'intermédiaire de son appareil syndical un crédit encore considérable dans la classe ouvrière allemande. L'unification des révolutionnaires dans le Parti Communiste allemand et la tactique de front unique furent les conséquences organisationnelles et politiques de cette occasion manquée que fut pour les révolutionnaires allemands la riposte populaire au putsch de Kapp.

Michelle VERDIER.

DANS LE MONDE

ITALIE : une crise qui s'éternise

Le gouvernement Rumor, une combinaison fragile qui n'a pas tenu longtemps. En Italie, la machine parlementaire patine.

(Photo U.P.I.)

VOILA maintenant plus d'un mois que l'Italie connaît de nouveau une crise ministérielle, et celle-ci ne semble pas près de se terminer puisque Mariano Rumor, chargé des premières consultations, a déclaré forfait, après avoir échoué dans sa tentative de reconstituer une majorité stable de « centre gauche » (démocrates-chrétiens plus social-démocrates plus socialistes). Et personne ne donne beaucoup de chance de succès au nouveau président du Conseil pressenti, Fanfani, alors que Aldo Moro, un autre démocrate-chrétien a lui aussi déclaré forfait après une tentative de quelques jours.

Cette crise dure en fait depuis le mois de juin dernier, lorsque la coalition de centre gauche au pouvoir depuis plusieurs années s'est écroulée, par suite de la scission du Parti Socialiste. La crise avait alors duré un mois, avant qu'une solution provisoire soit trouvée, avec la formation du gouvernement « monocolore », uniquement démocrate-chrétien, du même Rumor, bénéficiant, sinon du soutien des autres partis, du moins d'un accord tacite pour ne pas le faire tomber.

Cette crise chronique existe même depuis bien plus longtemps. Elle est due, en premier lieu, au fait que le P.C. italien est rejeté, depuis 1947 de toute coalition gouvernementale. De ce fait, un système où la « gauche » et la « droite » se succèderaient au pouvoir n'est pas possible. Pour former une majorité, on doit constituer des coalitions hétéroclites qui volent en éclats à la moindre secousse, au gré des combinaisons politiques.

Tant que ce petit ballet parlementaire se déroule sur un fond de relative paix sociale, cela ne prête pas trop à conséquence pour la bourgeoisie italienne. Mais dans la situation actuelle, derrière la valse des ministères, se profile la crise *sociale*.

C'est ainsi que l'organe du Parti Social-Démocrate, *Il Popolo,* écrit que Rumor a échoué dans sa tentative de constituer un gouvernement « à cause de la complexité des problèmes que l'Italie affronte dans une période de tension sociale ».

En effet l'agitation ouvrière permanente, les vagues successives de grèves, même si pour l'instant elles ne dépassent pas les limites fixées par les syndicats réformistes, ont pour effet de limiter la marge de manœuvre des partis politiques.

La seule eau de jouvence qui pourrait régénérer pour un temps la vieille démocratie parlementaire en Italie serait l'intégration du P.C. dans la vie « nationale » au même titre que les partis bourgeois ordinaires. Jusqu'ici la bourgeoisie s'y est refusée pour deux raisons : d'abord à cause des liens entre l'appareil stalinien et la bureaucratie russe, et ensuite à cause de ses liens avec la classe ouvrière.

C'est pourquoi la bourgeoisie ne fera appel à lui pour gouverner que si elle ne peut vraiment faire autrement pour tenter de ramener le calme.

La crise italienne est plus profonde que les simples péripéties parlementaires qui agitent la surface de la vie politique. Ce qui est en cause, c'est l'existence d'une classe ouvrière combative et politisée qui, ne serait-ce que par le danger potentiel qu'elle représente, empêche le fonctionnement du système « démocratique ». Lorsqu'elle se met en mouvement, les combinaisons éphémères des politicards, apparaissent encore plus précaires.

Mais les travailleurs italiens ne pourront en rester là. Car en précipitant par leur combativité la crise politique, en l'aggravant, ils préparent en fait à terme l'affrontement avec la bourgeoisie qui ne pourra sortir de son instabilité, qu'en contre-attaquant. Que demain la crise sociale s'approfondisse et il ne s'agira plus alors de faire pression sur le patronat, d'acculer la démocratie bourgeoise dans une impasse. Il s'agira de vaincre.

Dans cet affrontement, la classe ouvrière ne pourra compter ni sur les appareils syndicaux, ni sur le P.C.I. La tâche des révolutionnaires italiens dans la période qui vient, sera de donner aux travailleurs les moyens organisationnels d'engager cette bataille avec les meilleures chances.

Michel VARLET.

La mobilisation de la classe ouvrière italienne met le Parlement dans l'embarras.
(Photo A.F.P.)

ISRAËL : plus de passeport pour les "gauchistes"

Le Comité d'Action Israélien à l'Etranger (C.A.R.IS.E.), nous a fait parvenir la traduction d'un article paru dans le quotidien israélien « Haaretz » du 22 février 1970, sous le titre :

« Le Ministère des Affaires Etrangères a préparé une liste noire des israéliens gauchistes séjournant à l'étranger. »

On relève notamment dans cet article que :

« Le ministère des Affaires Etrangères a transmis à ses ambassades, une liste noire des citoyens israéliens gauchistes à qui seront refusés les services consulaires accordés à tout citoyen israélien.

« M. Shalev, directeur du département consulaire au ministère, a précisé en réponse à ma question qu' « à certaines gens, les services consulaires ne seront pas accordés automatiquement ».

« Il semble que l'intention du ministrades étant allés en Israël tout récemnant à l'étranger, de réintégrer leur pays, les empêchant ainsi de mener leur activité à l'étranger, comprenant la propagande contre la politique israélienne — c'est ce qui résulte de discussions avec des Israéliens en Europe qui ont eu des difficultés auprès des services consulaires.

D'autre part, le même journal (daté du 2 mars 1970), donne les précisions suivantes sur ces mesures :

«... A part cela, on relève depuis une année ou deux, une autre catégorie d'Israéliens pour qui la prolongation du passeport n'est plus automatique. Ce sont des gens connus pour leurs activités contre l'Etat — l'Etat et non pas le gouvernement.

« En ce qui concerne ces gens, la réponse (du fonctionnaire du ministère des Affaires Etrangères, C.A.R.IS.E.), était prudente : « Quand la personne en question s'adressera au consulat, il est à supposer que le consul, selon les instructions reçues, ne lui prolongera pas le passeport automatiquement. Il nous l'enverra, pour qu'une décision puisse être prise ici ».

« Si la décision prise est de ne pas renouveler le passeport, admet-on ouvertement au ministère des Affaires Etrangères, cela sera dans le but d'amener la personne à revenir en Israël. Sur place elle pourra noircir l'Etat tant qu'elle voudra. »

Et les camarades de C.A.R.IS.E. concluent :

Le but de l'opération est claire : faire taire l'opposition conséquente en Israël, en lui enlevant la possibilité d'alerter l'opinion mondiale. On nous promet la liberté d'expression sur place, mais la censure qui frappe constamment les publications du journal internationaliste « Matzpen » en Israël est la preuve du contraire ; sans l'appui de l'opinion mondiale nos camarades en Israël risquent de subir encore davantage la répression qu'ils ne le font actuellement (des dizaines de militants arabes de Rakah (P.C. israélien) et de Matzpen font l'objet de mesures d'assignation à résidence). Le travail d'information, d'exploitation et de démystification que nous accomplissons à l'étranger gène le gouvernement israélien. Mais le public a le droit de connaître la vérité. Nous continuerons !

P.S. — Jusqu'à présent deux israéliens ont été affectés par ces mesures. Il s'agit d'un peintre, Nissan Rilov et d'un ingénieur, Abraham Heilbronn, dont les passeports ont expiré respectivement fin janvier et début février. Ces deux camarades étant allés en Israël tout récemment la réglementation israélienne qui prévoit que tout citoyen séjournant à l'étranger plus de cinq ans doit venir en Israël pour renouveler son passeport ne leur est donc pas applicable.

AUTRICHE : écrasement électoral du parti communiste

LE récent succès des socialistes aux élections autrichiennes ne changera nullement la vie politique de ce pays : depuis des dizaines d'années, elle s'y résume en de périodiques affrontements électoraux qui se traduisent par des variations de quelques pour cent de plus ou de moins pour les « noirs » (populistes, cléricaux) et les « rouges » sociaux-démocrates (un rouge des plus délavé !) qui représentent exactement la même politique et d'ailleurs gouvernent le plus souvent ensemble dans des cabinets de coalition, comme il va sans doute s'en former un.

Plus significatif est l'écrasement du parti communiste et sa quasi disparition de la scène électorale. Il avait recueilli 300 000 voix (3 %) aux élections de 1962 ; il se retrouve aujourd'hui avec 45 000 (0,4 %).

Il paye ainsi l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques : la frontière tchécoslovaque se trouve à quelques kilomètres de Vienne.

Par l'invasion de la Tchécoslovaquie les dirigeants soviétiques prétendaient défendre les intérêts du socialisme dans le monde. Apparemment le résultat serait plutôt de présenter un visage du communisme si repoussant qu'ils arrivent à le faire détester par tous les ouvriers.

U.R.S.S. :

campagne anti-sioniste ou antisémite ?

Une campagne « anti-sioniste » de grande envergure se développe en U.R.S.S. Un général juif, promet de traiter les Israéliens extrémistes comme Hitler. Au même moment, la presse soviétique publier massivement un courrier de lecteurs d'origine juive qui dénoncent l'idéologie sioniste et sa nature impérialiste.

Rarement autant de Juifs ont eu autant la parole dans la presse soviétique qu'aujourd'hui ! Mais sous couvert « d'anti-sionisme », cette campagne cache-t-elle une nouvellle campagne dirigée contre l'ensemble des Juifs, sionistes ou non ?

C'est sinon certain, du moins fort possible. Car dans un passé récent, la bureaucratie soviétique a utilisé l'antisémitisme, encore assez vivace dans les masses russes, comme exutoire au mécontentement populaire. Mais du fait que nombre de Juifs sont, à l'étranger, de chauds partisans du régime soviétique, ces campagnes étaient pudiquement baptisées « anti-sionistes ».

Et pour les justifier, on a vu apparaître des intellectuels ou des fonctionnaires soviétiques d'origine juive qui proclamaient solennellement dans la presse, que l'antisémitisme avait complètement disparu en U.R.S.S.

Prenons quelques exemples.

Le 13 janvier 1953, les autorités rendent public, à Moscou, la découverte d'un « complot » fomenté par des « médecins criminels » qui avaient voulu, selon l'accusation, assassiner Staline, Jdanov et quelques autres membres du Comité Central. La presse soviétique souligne, avec insistance, l'origine juive de la plupart d'entre eux. Puis, les qualificatifs se font plus précis. Les médecins deviennent alors des « dégénérés et des fourbes » ; des « espions et des déviationnistes » mais aussi «des nationalistes bourgeois juifs et des sionistes ».

Cette affaire, dite des « blouses blanches », provoque un certain émoi dans l'opinion publique juive internationale, y compris parmi les Juifs qui sympathisent avec l'U.R.S.S.

Aussitôt, la presse soviétique et la presse communiste officielle à l'étranger, publieront nombre de témoignages de médecins juifs affirmant leurs sympathies à Staline et demandant un châtiment exemplaire pour les traîtres.

Les médecins accusés seront sauvés par la mort de Staline survenue le 5 mars 1953. On apprendra par la suite qu'il n'y avait jamais eu de complot et que les aveux des médecins avaient été extorqués par la torture. Aucun des accusés n'était sioniste et il semble que le thème du « complot des médecins juifs » ait été inventé de toutes pièces par Staline comme prélude à une épuration qui, par le procédé classique de l'amalgame, aurait touché certains dignitaires du régime tels Mikoyan, Beria et Molotov.

Un autre exemple est plus récent. En 1964, la presse sioniste internationale dénonçait la parution d'une brochure antisémite intitulée « Judaïsme sans fard », cautionnée par l'Académie des Sciences d'Ukraine. Cette fois encore, protestations indignées d'intellectuels juifs stalinisants qui jurent qu'il s'agit simplement d'une brochure « anti-sioniste ». Malheureusement, la publication en Occident de certaines caricatures tirées de cette brochure, et qui rappelaient étrangement les caricatures antisémites immondes de la presse d'extrême-droite, soulèvera un tel tollé qu'en France même le journal communiste en langue yiddish « Naie Presse » (La Presse Nouvelle), élèvera une protestation solennelle contre l'édition d'un tel pamphlet. Les autorités soviétiques finiront d'ailleurs par l'enlever de la circulation. Quant à l'auteur de la brochure, Trofim Kitchko, il sera chargé par le journal des jeunes communistes de Kiev, d'informer ses lecteurs sur le « sionisme », le 4 octobre 1967.

Comme on le voit, le fait qu'à l'occasion de cette nouvelle campagne « anti-sioniste », le grand rabbin de Moscou lui-même vienne de déclarer que l'antisémitisme n'existe plus en U.R.S.S., ne prouve absolument rien.

Bien au contraire même. C'est plutôt cette unanimité soudaine qui devient suspecte.

En fait, il est probable que dans les conditions actuelles, nombre de Juifs soviétiques quitteraient le pays si on leur en donnait la possibilité.

Car la bureaucratie soviétique de tout temps farouchement nationaliste, utilise toujours l'antiséminisme pour tromper les masses populaires. Et en travestissant en campagnes « anti-sionistes » ses campagnes antisémites elle rend une fière chandelle au mouvement sioniste lui-même qui a beau jeu de montrer aux Juifs du monde entier qu'anti-sionisme et antisémitisme sont les deux faces d'une même médaille.

Et cette attitude des autorités soviétiques rend particulièrement difficile la tâche de ceux, dont nous sommes, qui combattent à la fois le sionisme et l'antisémitisme au nom du socialisme. J. LIEVIN

A PROPOS DE LA LIVRAISON DE CHARBON POLONAIS A L'ESPAGNE PENDANT LA GRÈVE DES MINEURS ASTURIENS

des relations politiques... et des relations commerciales

Les accusations portées par Roger Garaudy, lors de son intervention au dernier congrès du P.C.F., contre l'attitude de l'U.R.S.S. et des pays de démocratie populaire, qui entretiennent des relations culturelles, diplomatiques ou commerciales avec les régimes les plus réactionnaires, ont suscitées plus d'émoi, au sein du parti, qu'il n'a pu paraître à première vue.

Brejnev et Kossyguine. (Photo A.F.P.)

A tel point que, par le biais d'une réponse à la lettre d'une lectrice, « l'Humanité » éprouve le besoin de revenir sur le sujet. Les faits invoqués par Garaudy sont authentifiés par l'organe du P.C.F. Et ce n'est pas sans importance, car s'ils étaient de notoriété publique, « l'Humanité » s'était gardée jusque-là de les signaler à ses lecteurs. Oui, écrit l'organe du P.C.F., il est exact que du charbon a été livré à l'Espagne, durant la grève des mineurs asturiens, non par l'U.R.S.S., comme l'avait déclaré Garaudy... mais par la Pologne ; il est exact aussi que l'U.R.S.S. participe à la construction d'une centrale électrique en Grèce. Mais peut-on, interroge le rédacteur, qui invoque le patronage de Lénine, le reprocher à l'U.R.S.S., à la Pologne ? Est-ce un crime que d'avoir des relations avec les pays impérialistes ?

Certes, si la question se posait uniquement en termes purement économiques, nous répondrions non, comme le fait « l'Humanité ». Des précédents existent, qui font autorité dans la tradition communiste. Les bolchéviks, au lendemain même de la Révolution d'Octobre étaient prêts à accepter « **les pommes de terre et le blé que pouvaient leur fournir les brigands impérialistes** ». Allant plus loin même, sur proposition de Lenine, ils étaient prêts à accorder aux capitalistes étrangers qui auraient accepté de jouer le jeu, des concessions à terme.

« Sans procéder à aucune dénationalisation, l'Etat ouvrier cède à bail telles mines, tels secteurs forestiers, tels puits de pétrole, etc., aux capitalistes étrangers qui leur fourniront un supplément d'outillage et de machines permettant d'accélérer le rétablissement de la grande industrie soviétique.

En remettant aux concessionnaires une partie de ses précieuses ressources, l'Etat ouvrier paye sans nul doute tribut à la bourgeoisie mondiale. »

C'est en ces termes que Lénine expliquait aux délégués du troisième congrès de l'Internationale Communiste, la politique de concession. Il s'agissait alors pour l'Etat ouvrier de tenir économiquement, dans les conditions difficiles qui présidèrent à sa naissance.

Mais chaque compromis établi par le jeune Etat des Soviets, préservait l'intérêt du prolétariat mondial ; chaque recul tactique était déterminé par lui ; et il ne s'agissait pas alors d'une vague clause de style, d'une portée toute symbolique. Il s'agissait d'une exigence, à chaque fois formulée explicitement. L'Internationale Communiste existait, et son existence n'avait rien de formel ; l'U.R.S.S. ne se considérait alors que comme le bastion avancé de la révolution mondiale, qu'elle appelait de ses vœux et chacun de ses actes le prouvait.

Rien à voir avec l'attitude des dirigeants « soviétiques » d'aujourd'hui. L'exemple du charbon qui fut livré à l'Espagne durant la grève des Asturies est particulièrement significatif, le fait qu'il s'agisse de la Pologne et non de l'U.R.S.S. n'y change rien. Confrontés à deux exigences contradictoires, les bureaucrates, contraints de choisir, ont choisi... de

Franco. (Photo U.P.I.)

respecter leurs engagements commerciaux ; quitte à sacrifier la lutte des mineurs.

Les dirigeants bourgeois, eux, savent mieux faire plier les exigences économiques à leurs options politiques. De Gaulle, en a fourni l'exemple le plus récent ; lorsqu'il décida l'embargo sur les armes à destination d'Israël ; les dirigeant U.S. n'hésitèrent pas à instaurer le blocus de Cuba.

Les arguties de « l'Humanité » n'y peuvent rien changer ; il n'y a plus rien de commun entre les compromis que préconisait Lénine en 1921, et les compromissions des Brejnev et des Kossyguine.

A. V.

BOLIVIE :

trente militants face à une parodie de justice

DIX procès sont actuellement en cours à la Paz, capitale de la Bolivie, contre une trentaine de militants accusés de « liaison avec les guerillas, « d'associations de malfaiteurs, d'atteintes à la sureté de l'Etat et de falsifications de passeports ». Pour l'ensemble de ces griefs les inculpés risquent tous de 10 à 30 ans de prison.

Parmi ceux-ci, deux sont Argentins, Gerardo Bermudez et Luis Martinez, un Péruvien Julio Dagnino Pacheco et une est Filandaise Tertu Tuilikki. Le plus grand nombre d'entre eux appartient à l'Armée de Libération Nationale, organisation qui comptait reprendre la guerilla tentée par Che Guevara de novembre 1966 à octobre 1967. D'autres sont membres d'une fraction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotbolivien dont notamment l'ancien dirigeant du parti Mario Monje farouchement hostile à la guerilla du Che.

Dès les premiers procès le Tribunal Militaire a montré qu'il était bien décidé à ne tenir aucun compte des droits de la défense.

Tout d'abord le Ministère de la Justice n'a averti les accusés et leurs avocats de l'ouverture de ces procès que quelques jours avant la date fixée. Ce qui fait que ni les uns ni les autres n'ont eu le temps de préparer sérieusement leur défense.

Et cette soudaine précipitation apparaît d'autant plus préméditée que certains prisonniers croupissent en prison depuis deux ans ou plus.

C'est par exemple le cas de Loyola Guzman emprisonnée depuis 29 mois à la prison de La Paz et de Léon, Dominguez et Castillo qui, depuis 1967, attendent de passer en jugement à la prison de Camiri, la même où Régis Debray purge une peine de trente ans de prison depuis novembre 1967.

Notons également que le juge avait accordé la liberté provisoire à Loyola Guzman, que le procureur militaire a passé outre, refusant purement et simplement sa libération.

En outre les séances du Tribunal ont lieu à l'intérieur même des prisons et à huis clos. Motif officiel avancé par les autorités : éviter des manifestations devant le Palais de Justice. Mais, en fait, toutes ces mesures ont surtout pour but d'étouffer au maximum ces affaires, et d'éviter également que les témoins gênants que comptait produire la défense, aient la mauvaise idée de se présenter à la barre.

Mais cette grossière parodie de justice ne peut tromper personne.

Elle confirme simplement que loin d'être le régime « populaire » et « révolutionnaire » qu'il prétend être devenu, le régime d'Ovando Candia, malgré ses grandes phrases « anti-impérialistes », reste le type même des dictatures militaires sanglantes que les peuples latino-américains subissent depuis des années.

BOLIVIE

SUPERFICIE : 1 million de km2 (environ deux fois la France).

POPULATION : 4,5 millions d'habitants dont 60 % d'Indiens et 30 % de Métis. Plus de la moitié de la population est complètement analphabète.

PRINCIPALE RICHESSE : l'étain (14 % de la production mondiale). Cette industrie a donné naissance à un prolétariat de mineurs (50.000) fortement concentré. On estime que 60 % d'entre eux sont atteints de tuberculose du fait des conditions de travail et de logement.

REGIME POLITIQUE : 180 coups d'Etat (la plupart militaires) entre 1825 et 1970. Mais au travers des différents dictateurs, le pouvoir économique appartient à un petit nombre de grands capitalistes et de propriétaires fonciers qui forment « La Rosca » (littéralement l'anneau), l'équivalent des 200 familles.

En 1952, un mouvement de mobilisation populaire aboutit à porter au pouvoir un gouvernement nationaliste et anti-américain dirigé par Paz Estenserro. Sous la pression des masses, celui-ci va nationaliser les mines d'étain et réaliser une réforme agraire. Mais au fil des années, il s'appuiera de plus en plus ouvertement sur l'armée, soutien traditionnel de tous les gouvernements. Finalement, en novembre 1964, celle-ci s'emparera elle-même du pouvoir en la personne du vice-président de la République, le général Barrientos, qui chassera Estenserro. Une fois au pouvoir, il s'empressera d'envoyer les troupes contre les mineurs (mai et septembre 1965) pour leur arracher les derniers avantages qu'ils conservaient de la période 1952. Après sa mort accidentelle, le pouvoir passera au général Alfredo Ovando Candia (après un bref intermède civil avec le président Siles Salmas). C'est Ovando qui fit abattre Che Guevara le 8 octobre 1967.

GUATEMALA :

La dictature de l'United Fruit

TROIS enlèvements spectaculaires en quelques jours, ceux du ministre des Affaires étrangères d'abord, puis d'un diplomate américain et enfin d'un banquier, par les rebelles de la F.A.R., ont de nouveau attiré l'attention de l'opinion mondiale sur le Guatemala. En fait, la lutte armée dure maintenant depuis des années aussi bien dans les campagnes que dans les villes. La dictature, la censure, la police et l'armée peuvent étouffer sa voix pendant un moment, elles ne peuvent en venir à bout.

(Photo U.P.I.)

SITUE au Sud du Mexique, le Guatemala (4,5 millions d'habitants sur 109 000 km²) est l'une des « Républiques bananières » d'Amérique centrale. Il est entièrement contrôlé par la puissante compagnie américaine United Fruit Co.

Depuis un accord passé avec le dictateur de l'époque, en 1936, le plus grand trust de toute l'industrie bananière mondiales possède les meilleures terres du Guatemala. Il est un véritable Etat dans l'Etat. Il détient la majorité des actions dans la quasi totalité des sociétés guatémaltèques. Il possède des routes, des lignes de chemin de fer, des ports privés. Il a sa police privée. Cette police privée n'est d'ailleurs qu'une sécurité supplémentaire, car il contrôle en fin de compte les forces armées et le gouvernement local.

Comme dans tous les pays d'Amérique latine, c'est par une dictature sanglante que les trusts américains maintiennent leur domination sur la population (en majorité indienne au Guatemala).

Néanmoins, à la fin de la guerre le pouvoir était pris par des militaires un peu plus libéraux que les précédents. En 1952, le chef du gouvernement, le colonel Jacobo Arbenz Guzman, allait s'engager dans une voie interdite jusque-là : la réforme agraire. Dans un pays où encore aujourd'hui, 2,2 % des propriétaires contrôlent 72,2 % des terres cultivables et où 22 familles possèdent autant que 300 000 petits paysans, sa tentative restait timide : exproprier les terres que l'United Fruit laissait inexploitées, ainsi que les terres en jachère.

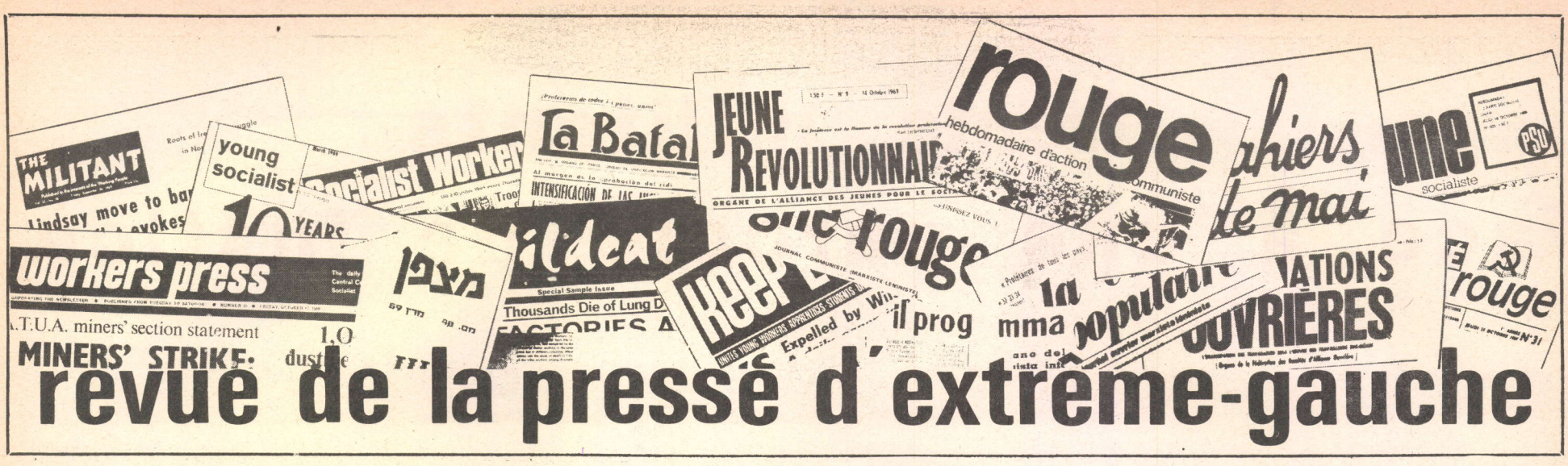
Son projet fut taxé de communiste et la compagnie américaine aidée ouvertement de la C.I.A. allait se charger de remplacer Arbenz par quelqu'un de plus docile.

Le coup d'Etat américain de juin 1954 amena au pouvoir une extrême droite dont le leitmotiv est la lutte contre le communisme, vocable englobant les moindres tentatives de réformes et de progrès qui mettraient un tant soit peu en cause, les privilèges de l'aristocratie terrienne. « Si les Indiens apprennent à lire, disent-ils, ils deviendront vulnérables à la propagande castriste. C'est donc une erreur de construire une école. »

Très rapidement des mouvements guérilléros apparurent au Guatemala. Le malaise atteignit même l'armée et se solda par une tentative de soulèvement le 13 novembre 1960.

Depuis cette date, malgré une répression féroce et nonobstant quelques périodes d'accalmie ; la guerre de guérilla n'a pour ainsi dire jamais cessé. Les forces armées rebelles (F.A.R.) regroupent actuellement les principaux mouvements de guérilla, notamment le M.R. 13 fondé par Yon Sosa, et attaqué par le Parti communiste guatémaltèque et par Castro pour avoir subi l'influence du trotskysme, et le FUEGO formé par des étudiants révolutionnaires.

Quant au Parti communiste guatémaltèque, après une période de participation à la guérilla, il avait rompu finalement avec celle-ci au nom de la conquête pacifique du pouvoir. Aux élections de 1966, le P.C.G. clandestin avait décidé d'apporter ses voix au candidat centriste Julio Mendez Montenegro, qui, une fois élu, avait lancé l'armée, appuyée par les « bérets verts » américains, contre les foyers de guérilla.



revue de la presse d'extrême-gauche

Nous avons reçu du Parti Socialiste de Grande-Bretagne, la lettre suivante :

Chère Lutte Ouvrière,

Dans votre revue de la presse d'extrême gauche (3-9 février) vous citez une critique, par **Socialist Worker** du « parti socialiste » qui accepte des débats publics contradictoires avec les fascistes.

Vos lecteurs peuvent ne pas savoir que le « parti socialiste » est le Parti Socialiste de Grande-Bretagne (S.P.G.B.), une organisation marxiste qui a maintenu une existence indépendante depuis 1904 et s'est toujours opposé au Parti travailliste. Ce qui nous a distingué des autres groupes s'intitulant eux-mêmes socialistes est notre opposition à tous les autres partis.

En Grande-Bretagne le débat public a traditionnellement été une manière de s'opposer à un autre parti et le S.P.G.B. a débattu avec les conservateurs, les travaillistes, les communistes (soi-disant) et les trotskistes aussi bien qu'avec les fascistes.

Nous soutenons que la manière de combattre le fascisme est de construire un mouvement socialiste fort et sans compromission et non de former un front antifasciste non socialiste. C'est pourquoi nous sommes opposés à la politique du groupe « International Socialism » de discuter seulement avec quelques partis capitalistes (tel que le Parti Travailliste) mais pas avec d'autres (tel que le Front National). Nous disons que ceci encourage l'illusion du « moindre mal » et l'idée d'un « front populaire » non socialiste.

Nous invitons ceux de vos lecteurs qui sont intéressés par notre politique sur le fascisme à écrire pour un exemplaire gratuit du numéro de mars de notre journal **Socialist Standard**, à Dept. L. 52 Clapham High Street, London. S.W. 4.

Bien à vous pour le Socialisme mondial.

pour le Comité de rédaction
A. BUICK

Il nous est difficile de porter un jugement péremptoire sur les divergences tactiques du mouvement révolutionnaire anglais, ne serait-ce que pour une simple question d'information.

Mais nous sommes en opposition complète avec les principes énoncés ici par le Parti Socialiste de Grande-Bretagne. Nous faisons une différence entre les partis bourgeois et les partis qui représentent les intérêts de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier comme le parti travailliste par exemple. Nous faisons aussi une différence entre les partis bourgeois classiques, ceux qui utilisent essentiellement les voies parlementaires et électorales, et les partis fascistes qui entendent mobiliser la petite bourgeoisie et le lumpen-proletariat pour liquider physiquement les organisations ouvrières ou même simplement démocratiques.

L'attitude que peuvent adopter des révolutionnaires marxistes envers un parti qui compte dans ses rangs de nombreux ouvriers, celui qui regroupe seulement des notables bourgeois ou celui qui mobilise ses troupes pour matraquer les militants ouvriers ou attaquer les piquets de grève nous semble difficilement pouvoir être la même en tous temps et en tous lieux, sous le prétexte qu'ils représentent tous trois, en dernière analyse, les intérêts de la même bourgeoisie.

Cela n'a rien à voir avec l'acceptation ou le refus d'un quelconque « Front Populaire ».

GRANDE-GRETAGNE

Socialist Worker

(Hebdomadaire du groupe « International Socialism ») n° du 26 février.

Voici des extraits d'un article intitulé : « La révolte des salaires fait boule de neige ».

« Branche d'industrie après branche d'industrie, durant les dernières semaines, de nombreux ouvriers ont appris la leçon : la lutte paie.

Non seulement les travailleurs qui ont l'habitude de lutter pour améliorer leur niveau de vie, mais également ceux qui pendant si longtemps semblaient se satisfaire des conditions misérables que les patrons leur offraient.

Avant Noël, il y eut les grèves des éboueurs, des fossoyeurs, et les menaces des pompiers. Depuis, il y a eu des grèves dans de nombreux secteurs qui avaient rarement, sinon jamais, fait preuve d'une telle combativité : l'action des professeurs qui se poursuit, les premières grèves jamais vues chez les employés de bureau des postes, la grève spontanée de plus de 20.000 ouvriers qui paralyse l'industrie textile du Leeds, pour la première fois depuis la guerre.

Cette vague de grèves et de revendications salariales est la manifestation de la révolte de secteurs entiers de la classe ouvrière contre l' « austérité ».

Ils estiment qu'ils ont assez supporté et qu'avec la balance des paiements actuellement positive, le gouvernement peut leur offrir une hausse des salaires. Ils voient d'après les victoires des autres groupes que l'action directe peut leur donner des augmentations. Et ils ont raison.

...Le capitalisme anglais a réussi à améliorer de manière marginale, sa position sur le marché monadial. Par conséquent, il est moins inquiet à l'idée d'augmentations de salaires. De plus, le gouvernement, à l'approche des élections, ne veut pas de conflit majeur avec les syndicats...

...Cela veut dire que dans la situation actuelle, une lutte économique déterminée peut relever les salaires. Mais cette situation ne durera probablement pas longtemps. Le capitalisme anglais n'a toujours pas résolu ses problèmes fondamentaux.

Si ses exportations ont légèrement augmenté, c'est parce que... pendant que les coûts salariaux de certains de ses concurrents (France, Italie, Allemagne), ont augmenté à cause des grèves, la Grande-Bretagne a pu réduire ses frais par l'augmentation des cadences et le blocage des salaires...

Ces quelques progrès pourraient rapidement disparaître — surtout si la récession américaine (...) a lieu...

La leçon pour nous est claire. C'est maintenant qu'il faut mettre en avant nos revendications économiques. La lutte peut nous apporter des résultats qui étaient impossibles il y a un an, et qui risquent de l'être dans un an. Mais n'oublions pas que toutes les améliorations que nous pourrons gagner ne pourront être défendues dans les années à venir que si la lutte dépasse le cadre économique... »

FRANCE

Cette semaine encore, ce sont les événements universitaires et plus spécialement les bagarres de Nanterre qui sont au centre de nombreux articles de la presse d'extrême-gauche.

L'HUMANITÉ rouge

5 mars 1970.

Ce journal revient sur les causes profondes de la crise qui secoue le milieu étudiant.

Les avantages que dans leur naïveté réformiste les étudiants croyaient avoir définitivement acquis par une lutte trop tôt terminée, trop vite trahie par le révisionnisme, leur sont arrachés les uns après les autres. L'aggravation des conditions matérielles, le manque de locaux et de professeurs vouent à l'avance à l'échec toute expérience pédagogique nouvelle...

...La lutte sur le front universitaire doit en conséquence rester subordonnée aux impératifs de la révolution prolétarienne. Mais, à l'université comme au sein de la classe ouvrière, la première tâche qui s'impose aux révolutionnaires est de dénoncer la collusion du pouvoir bourgeois et du révisionnisme, de combattre le révisionnisme dans sa théorie et sa pratique, d'ARRACHER LES MASSES AUX REVISIONNISTES ET A LEURS COMPAGNONS DE ROUTE.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

4 au 11 mars 1970.

C'est sur l'attitude des révolutionnaires face à l'attitude provocatrice de certains groupes gauchistes de la Faculté de Nanterre que revient I.O.

Un pas de plus vient cependant d'être franchi contre les libertés, plus particulièrement à l'Université. Le doyen RICŒUR, cédant sans aucun doute à la pression, vient au nom du Conseil de gestion de la Faculté de Nanterre, arguant des agissements de groupes qu'il accuse d'inciter au « meurtre », de liquider les franchises universitaires et de demander au gouvernement d'ouvrir en permanence le campus de Nanterre aux forces de police. Cette mesure est certes prise dans un contexte politique précis : certains faits qui se sont déroulés à Nanterre doivent être rapprochés des agressions commises par des militants se réclamant de la « gauche prolétarienne » contre des militants de l'A.J.S. et de l'U.N.E.F. à Grenoble. Nous l'avons souligné, au-delà de l'aventurisme et de l'irresponsabilité — terrain favorable à toutes manipulations — ce sont de pures et simples provocations qui se développent.

Mais ce ne sont pas les incendiaires qu'il faut appeler pour combattre un incendie. Les provocations ont comme origine le climat policier de plus en plus lourd qui pèse sur ce pays. Les « fauteurs de trouble », ce sont avant tout les « forces de l'ordre ». Les forces de police doivent se retirer de Nanterre.

Ceux qui se refusent à mener sérieusement ce combat en donnant comme prétexte la réalité des violences dont parle RICŒUR feignent d'oublier qu'il suffirait, pour isoler les provocateurs, que les règles de la démocratie ouvrière soient réaffirmées et respectées par toutes les organisations ouvrières.

Il est clair que le développement de la violence dans les rangs du mouvement ouvrier depuis quelques temps sert à un point inestimable, les intérêts de la bourgeoisie et de son Etat. Il importe que toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales prennent clairement position sur cette question. C'est par la méthode de la démocratie ouvrière, de la libre confrontation des points de vue et non pas de la violence que les divergences peuvent être surmontées au sein du mouvement ouvrier.

rouge
hebdomadaire d'action communiste

9 mars 1970.

Ce journal quant à lui préconise le front uni des organisations qui ont appelé au meeting avec l'U.N.E.F. à Nanterre.

Contre la banalisation du campus, la résistance violente des étudiants, le harcèlement constituait un acte de légitime défense.

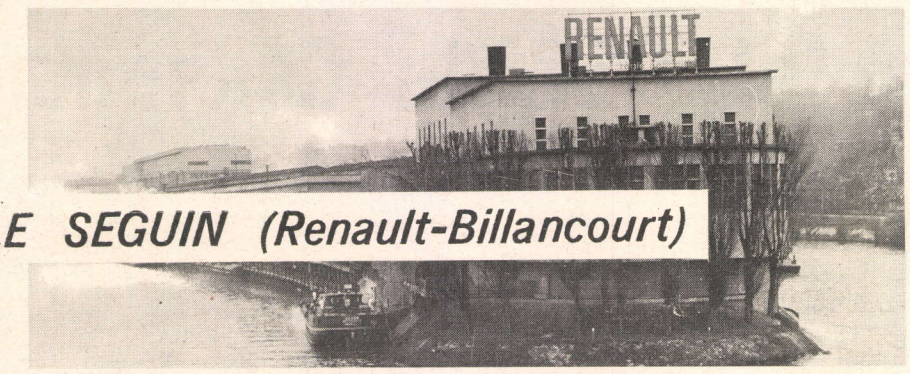
Mais si le pouvoir a choisi le terrain universitaire pour une épreuve de force politique, l'affaire ne sera pas réglée par le seul affrontement physique. Il faut constituer un front de lutte d'étudiants, d'enseignants, d'organisations syndicales et politiques susceptibles de regrouper tous ceux qui, aujourd'hui, refusent la politique universitaire de la bourgeoisie mais hésitent devant le happening anarchiste.

Il s'agit de couper, d'un côté, les réformistes des réactionnaires, de l'autre les révolutionnaires des révoltés apolitiques. Nous savons que c'est la politique capitularde du stalinisme qui engendre l'ultra-gauchisme. Le comprendre ne signifie pas le subir. Au moment où Marcellin suspend sur les révolutionnaires, une épée de Damoclès, nous sommes prêts à accepter les conséquences des risques que nous prendrons, nous ne sommes pas prêts à subir les conséquences de provocations objectives et en partie subjectives.

C'est dire que nous devons tracer une frontière nette aux yeux des travailleurs entre ceux qui veulent recomposer un front de lutte à l'Université et ceux qui prétendent simplement vouloir détruire l'Université.

Que la bourgeoisie se rassure. Pour l'instant, il ne s'agit pas d'un nouveau mai. Mais elle a partiellement perdu la bataille politique engagée à Nanterre. Le pouvoir se réfugie démocratiquement derrière la décision du conseil de gestion pour couvrir sa propre reculade. Chaban et Zamansky annoncent que Schwaetzer pourra passer sa thèse.

Ce sont les premiers points importants marqués depuis longtemps par le mouvement étudiant. Vers d'autres victoires, maintenons et renforçons le Front uni de lutte qui est apparu.



DANS L'ILE SEGUIN (Renault-Billancourt)

les ouvriers du contrôle se battent contre des sanctions injustifiées

LUNDI 2 mars, un essayeur, de ceux qui contrôlent les R 4 et les R 6 à la sortie des chaînes de l'île Seguin, accidentait une voiture en piste d'essai. Le lendemain à 9 heures, la direction du contrôle le convoquait et lui signifiait les sanctions suivantes, un avertissement, un jour de mise à pied et un mois de mutation à un autre poste.

Aussitôt les essayeurs discutaient de ces sanctions. Certains, dont le délégué C.G.T. du secteur, pensaient que les reproches de la direction (l'essayeur allait trop vite) étaient lourds, qu'après tout il ne s'en était pas trop mal tiré, étant donné que la sanction initiale, dont il avait été menacé, était de trois jours de mise à pied.

D'autres plus nombreux, et appuyés par le délégué C.F.D.T., admettaient à la rigueur le déplacement d'un mois de leur camarade à un autre poste, dans la mesure où son imprudence met la sécurité de ses camarades en danger, mais ne pouvaient accepter que pour une voiture éraflée on retire une journée de salaire à un ouvrier et qu'on lui colle un avertissement, qui figurera sur son dossier et dont la direction pourra se servir quand elle le désirera.

Les derniers persuadèrent les premiers grâce à ces arguments, qu'il fallait réagir tout de suite et la grève fut fixée à 10 h. Un seul essayeur n'y prit pas part.

Des contrôleurs de chaînes se joignirent aux essayeurs, ayant eux aussi à se plaindre des sanctions abusives prises ces derniers temps. Les grévistes étaient alors 35-40. La grève dura ce matin-là jusqu'à 14 h (fin du travail pour l'équipe du matin), après le refus de la direction de revenir sur sa décision. L'autre équipe prit la relève en faisant une heure de grève de solidarité.

Le mercredi matin, contrôleurs et essayeurs poursuivirent l'action engagée, et il fut décidé de tenter d'entraîner davantage de monde dans l'action contre les sanctions, tous les travailleurs, contrôle comme fabrication, étant concernés.

Ce fut le thème de l'assemblée qui réunit sur l'esplanade de l'île une centaine de travailleurs parmi lesquels les ouvriers de fabrication « chaîne Meudon » prévenus de cette réunion. Le délégué C.F.D.T. prit le premier la parole, dans le sens d'une extension de la grève puisque pour le moment la maîtrise était suffisamment nombreuse pour parvenir à sortir les voitures des chaînes ; il appela les travailleurs des chaînes à la solidarité. Puis le délégué C.G.T. intervint en parlant un peu de tout, des cadences et des revendications générales, perdant de vue le problème essentiel des sanctions, le tout sur un ton peu convaincant et manquant nettement d'enthousiasme.

Rien ne dit bien sûr que les travailleurs de la fabrication auraient de toute façon rejoint ceux du contrôle, mais c'est en essayant de les convaincre, et pas en leur mettant le moral à zéro, et en appuyant sur le fait que la dernière grève sur les salaires n'avait guère été suivie dans ce secteur qu'on pouvait y parvenir.

Devant les discussions et les désaccords à ce sujet, les travailleurs de la fabrication sont retournés au boulot et personne ne peut les en blâmer. Il n'empêche que le mécontentement des contrôleurs et des essayeurs à l'encontre du délégué C.G.T. est grand.

La direction n'a pas reculé sur les sanctions et on ne peut pas dire que l'action engagée se soit soldée par un succès, mais il était de toute manière important de montrer que les travailleurs en ont assez de subir des sanctions arbitraires et des amendes sur les salaires déguisées sous forme de mise à pied.

Il est probable que la direction, une autre fois, y regardera à deux fois avant de mettre de telles sanctions.

Correspondant L.O.

ALSTHOM (St-Ouen)

grève des magasiniers

LES magasiniers des équipes 725 et 722 de Delle Alsthom ont débrayé le vendredi 13 février à 10 h 30 pour se réunir et déterminer la revendication de salaire et les moyens de la faire aboutir.

Lundi 6, une délégation ayant été reçue, ils se sont réunis dans les vestiaires, sur le temps de travail, pour faire le point et décider de l'action à mener.

La Direction n'a rien trouvé de mieux que de leur envoyer des lettres d'intimidation, menaçant de sanctions si cela se reproduisait.

Comme par ailleurs, les propositions de la Direction étaient dérisoires, les camarades magasiniers, après avoir bien réfléchi à l'engagement qu'ils allaient prendre ont répondu par la seule manière valable : ils se sont mis en grève totale lundi 23 et n'ont repris le travail que jeudi après-midi avec des résultats non négligeables d'une part et une victoire sur le plan de la solidarité.

En effet, le mercredi, la Direction faisait des propositions qui écartaient trois magasiniers de l'augmentation immédiate, disant que c'était une question de principe, qu'on n'augmentait pas uniquement les grévistes... etc.

Les camarades ont répondu comme il se doit, et cela leur fait honneur ; ils ont refusé en disant : tout le monde ou personne.

La Direction, qui pensait que les camarades allaient s'asseoir sur la dignité ouvrière et reprendre le travail en laissant trois des leurs sans augmentation immédiate, a été surprise ; et le lendemain matin, devant l'unanimité des magasiniers pour continuer la grève, elle a cédé.

Cela montre au moins une chose ; la grève, la vraie grève, c'est la seule manière d'obtenir des résultats et de reprendre la tête haute quand c'est terminé.

Extrait du bulletin L.O. de Alsthom (St-Ouen)

le scandale des logements peugeot

LES maisons que la direction Peugeot attribue, moyennant finance naturellement, aux ouvriers de l'entreprise ne sont pas des hâvres de paix où, après une dure journée de labeur, il est possible de se reposer. Ce sont plutôt d'affreux taudis destinés aux travailleurs célibataires.

Si le service d'hygiène venait à passer par là, il ferait tout brûler comme pour une épidémie de peste : les draps sont changés une fois par mois, les logements sont dégradés, rien n'est propre.

Il y a quelques années, chaque maison était composée de quatre logements F3 à 10.000 AF par mois, soit 40.000 AF de revenu chaque mois. Maintenant que Peugeot a fait des « modifications » (chauffage, séparation des pièces), on y loge quarante célibataires, deux par chambre, payant chacun 11.400 AF ! Ce qui fait un revenu mensuel de 566.600 AF. Voilà une bonne occasion pour Peugeot de voler une partie du salaire des célibataires, et c'est un vrai scandale !

De plus, quand on sort, on est obligé de laisser la clé accrochée à l'entrée du bas alors qu'il n'y a personne pour les garder. De ce fait, les vols sont fréquents comme a pu le constater jeudi dernier un ouvrier dont les vêtements avaient disparu. Les gardes s'en lavent les mains et la police dit que c'est l'affaire de Peugeot, un véritable cercle vicieux !

Dès qu'on fait un peu de bruit, on est emmené auprès du directeur entre deux garde-chiourmes et suivant l'humeur du grand chef, c'est l'engueulade ou l'amende, mais le plus souvent c'est la porte. L'impossibilité d'avoir un autre logement Peugeot signifie l'obligation d'aller chercher du travail ailleurs.

Ces conditions de logement scandaleuses ne sont pas une exception. A l'hôtel I plus de quatre cents ouvriers sont logés dans des chambres individuelles de 2 m × 3 m, sans douche, sans aucune commodité indispensable et pour un loyer de 163 F !

Chez Peugeot, les conditions de travail sont inhumaines et après la journée d'usine, on est en plus parqué dans des bâtiments inqualifiables contre un loyer exhorbitant !

(Bulletin L.O. Peugeot - Sochaux Nord)

A LA COMPAGNIE DES COMPTEURS (Montrouge)

des élections significatives

LES élections de délégués du personnel viennent de se dérouler à la Compagnie des Compteurs de Montrouge. Tout en restant majoritaire dans l'entreprise, la C.G.T. en est la grande battue, car elle perd deux sièges de titulaires et trois sièges de suppléants, n'obtenant que 52 % des voix dans le collège ouvrier, contre 60 % l'an dernier, et que 22 % dans le second collège contre 25 %.

Si l'on compare ces résultats à ceux de 1968 ou de 1967, les pertes de la C.G.T. sont encore plus spectaculaires, puisqu'elle recueillait plus de 70 % des voix dans le collège ouvrier avant 1968, et qu'elle en obtient encore 68,5 cette année là.

Les événements qui ont immédiatement précédé ces élections ne sont sans doute pas étrangers à ces résultats. En février, notamment, 4 à 500 travailleurs avaient fait grève durant trois jours, à la suite de l'échec des négociations en commission paritaire, à propos des salaires (voir **Lutte Ouvrière n° 78**).

La C.G.T. s'était dès le premier jour désolidarisée de ce mouvement, traitant les autres organisations syndicales, F.O. et C.F.D.T., d'aventuristes.

Il faut dire que la revendication principale mise en avant par les grévistes était celle d'une augmentation uniforme de 200 F par mois pour tous, alors que depuis plusieurs mois la C.G.T. défendait « sa » grille hiérarchique.

La C.G.T. justifie auprès de ses militants sa politique de défense de la hiérarchie en expliquant que cela est nécessaire pour gagner le milieu des techniciens et des ingénieurs, élément « déterminant — d'après elle — de la lutte de classe », et c'est sous le prétexte que ce milieu n'était pas acquis aux luttes en cours, qu'elle sabota les mouvements de grève dans l'entreprise d'octobre 1969 et de février 1970.

Les résultats de ces élections de délégués du personnel montrent clairement combien cette justification est fausse, car, en fait, la C.G.T. a perdu sur tous les tableaux.

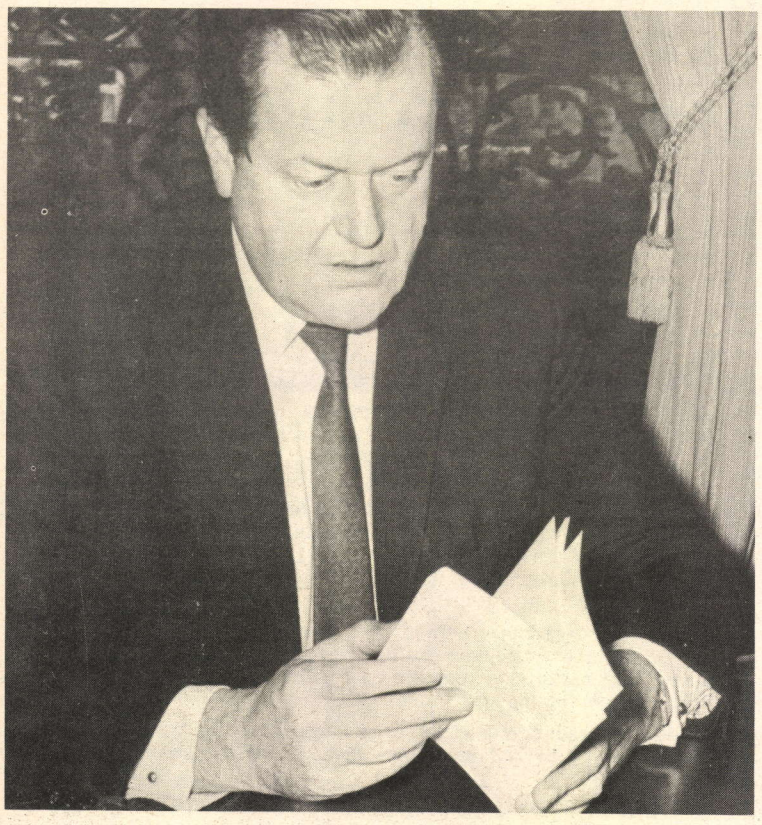
Beaucoup d'ouvriers déçus par son attitude, se sont détournés d'elle pour donner leurs suffrages à la section F.O. (dirigée par des militants gauchistes) et à la C.F.D.T. qui apparaissent beaucoup plus combattives dans l'entreprise. Et d'un autre côté, les techniciens et les cadres qui tiennent à la défense de la hiérarchie préfèrent voter pour la C.G.C., plutôt que pour la C.G.T. Autant en effet, dans ce cas là, voter pour les plus corporatifs !

Le mécontentement des travailleurs par rapport à la C.G.T. ne s'est d'ailleurs pas seulement traduit par un déplacement de voix. Le pourcentage de bulletins nuls a augmenté, et les ratures des noms « indésirables », qui sont entrés dans la tradition depuis mai 1968, se sont multipliées. C'est ainsi que le secrétaire de la C.G.T., qui était pourtant placé en tête de liste, n'a pas été élu, de même que les quatre ou cinq autres militants du P.C.F. les plus en vue à la C.G.T.

La preuve est faite, en tout cas, aux Compteurs de Montrouge, que quand une autre voix que celle des appareils réformistes se fait entendre, ceux-ci ont infiniment plus de difficultés à jouer leur rôle. La C.G.T. vient d'en faire une fois de plus la cruelle expérience.

Correspondant L.O.

au lycée technique et CET de Goussainville



C'est plus facile d'écrire un livre sur l'Education Nationale que de résoudre ses problèmes.

(Photo A.F.P.)

LUNDI 23 février, à l'appel de la directrice du lycée technique et du CET de Goussainville, les flics pénètraient dans cet établissement pour arrêter un élève. Ils l'amenaient au commissariat sous le prétexte d'une vérification d'identité.

La semaine précédente (vendredi 20 février) cet élève était passé devant un semblant de conseil de discipline qui avait décidé son renvoi.

Les élèves et le professeur chargés de la défense n'eurent même pas la possibilité d'ouvrir la bouche.

Le verdict était déjà préparé à l'avance. Et en réalité on ne l'a pas jugé sur le motif qui avait nécessité la réunion du conseil de discipline : avoir fumé dans les locaux (alors que la majorité des élèves fument) ; mais sur tous ses faits et gestes consignés sur le fichier noir de la directrice.

Pour l'administration ce renvoi était destiné à servir d'exemple.

Lundi matin très peu d'élèves étaient au courant de cette sanction. C'est seulement vers midi que les faits furent connus. Un meeting d'information se transforma rapidement en manifestation de protestation.

Devant cette mobilisation et la présence dans le lycée de l'élève « renvoyé » (qui n'avait pas encore reçu de congé définitif), la directrice profita de l'heure de la cantine pour appeler les flics et faire embarquer l'élève.

L'après-midi la grève se déclenche et fut suivie à 70 %.

Les grévistes marchèrent vers les locaux administratifs pour demander des comptes, exigeant une assemblée générale où la directrice s'expliquerait : l'assemblée générale fut acceptée pour le lendemain.

Mardi la grève était toujours effective et l'assemblée générale commença dans une ambiance houleuse ; la directrice se contenta de lire le rapport envoyé au recteur, insista lourdement sur les « fautes » de l'élève, prétendit qu'elle n'était pas raciste tout en parlant de l'élève en disant « cet élève de couleur foncé » et essaya de donner sa version des faits.

En faisant alterner les menaces, le chantage et les promesses elle parvint péniblement à terminer et à envoyer les élèves à la cantine.

Et si l'après-midi les cours reprirent, le climat était toujours aussi tendu.

Si l'administration avait voulu « mater » les élèves en faisant un exemple, elle s'est lourdement trompée, elle n'a fait qu'augmenter les causes de mécontentement et montrer son rôle de garde-chiourme.

Devant cette offensive de l'administration et ses brimades quotidiennes les élèves, en soutenant leur camarade renvoyé, ont voulu marquer le coup et sont fermement décidés à s'organiser pour opposer une résistance énergique aux quatre volontés de la directrice et de son état-major.

l'enseignement terminal pratique

DEPUIS que la scolarité est obligatoire jusqu'à 16 ans, les classes de transition (6e et 5e) et terminales pratiques (4e et 3e) sont chargées de remplacer les anciennes classes de fin d'études.

C'est à la sortie de la 5e de transition (14 ans environ) que le problème des débouchés commence à se poser. Souvent il n'existe pas de 4e pratique dans l'établissement. Il reste alors deux solutions :

— Dans le meilleur des cas les C.E.T., mais ceux-ci sont peu nombreux et la proportion de ceux qui y entrent, reste très maigre. Elle est, par exemple, d'un tiers à Neuville-aux-Bois, dans le Loiret. (Et si nous avons emprunté les exemples qui illustrent cet article à ce département, il s'agit bien évidemment d'un problème général.)

— Ou bien les S.E.P. (sections d'éducation professionnelle). Le candidat employé chez un patron (qu'il doit d'ailleurs trouver lui-même) « apprend un métier » et passe son C.A.P. à 16 ans. Il travaille quatre jours par semaine (théoriquement 8 heures par jour qui peuvent se transformer en 9 ou 10 heures) et suit des cours de « culture générale » les deux autres jours. Et sous prétexte qu'il est apprenti et qu'il ne travaille pas à temps plein, IL N'A PAS LE DROIT D'ETRE PAYE. Parfois, certains petits patrons lui donnent 10 à 15 F d'argent de poche par semaine. Mais s'il travaille dans une entreprise un peu plus importante (exemple le garage Citroën à Orléans), il n'en est même pas question. Et puis ne parlons pas des abus (horaires prolongés, apprentis traités comme de véritables bêtes de somme, et qui « apprennent » plus à balayer et à faire les courses de leur patron qu'un métier).

La scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans sert donc dans ces conditions à fournir de la main-d'œuvre gratuite. Il existe même des entrepreneurs qui renvoient leur « apprenti » dès qu'il a 16 ans (à partir de 16 ans, ils sont obligés de le payer) pour reprendre quelqu'un de plus jeune.

Et enfin, après un tel apprentissage, tous ne réussissent pas leur C.A.P. (dont la partie théorique reste importante). Ainsi, ils seront dans peu de temps, ouvriers non qualifiés dans une usine ou chômeurs.

AU LYCEE TECHNIQUE DE LA CHAUSSURE :

chauffage pour l'an 2000

DEPUIS de très nombreuses années, le chauffage des salles de classe préfabriquées est assuré, de manière très insuffisante, par un poêle à mazout dans chaque salle. Malgré le dévouement permanent des agents d'entretien, il apparaît que la solution au problème n'a pas encore été trouvée par l'administration.

Ce système de chauffage, **défini à l'origine comme « provisoire »** — de même que l'installation de ces « antiques baraques » — semble curieusement, depuis sept ans, être devenu un système DEFINITIF !

On envisage la mise en place du chauffage central dans un avenir tellement incertain qu'on peut douter de sa réalisation. L'escalier de secours n'est-il pas en chantier depuis trois ans et prévu depuis 1936, sans qu'on puisse préciser à quelle date il sera achevé et utilisable ?

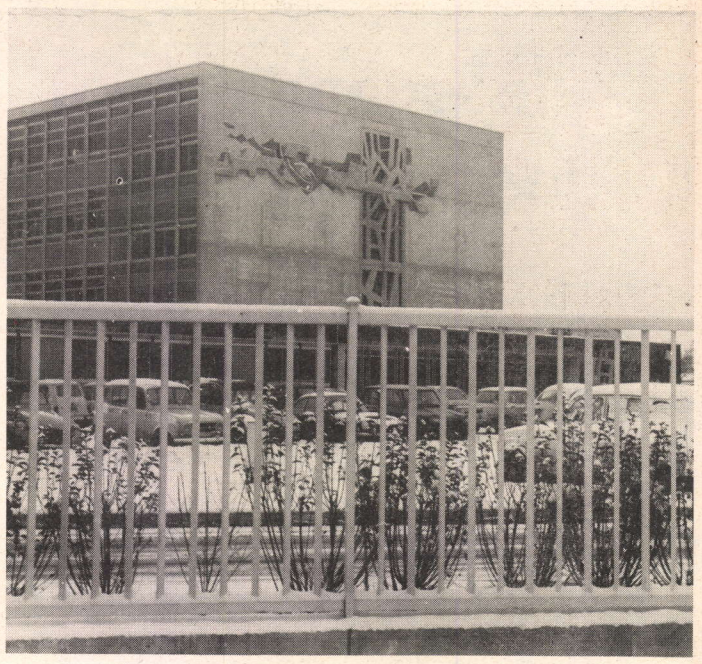
Or, il faut déclarer publiquement ce que chacun éprouve et pense au fil des hivers qui passent : il est presque impossible d'obtenir un rythme de travail normal dans des salles où la température, à 8 heures le matin, est à peine supérieure à celle du dehors.

On nous dit : « A 10 heures, elle est plus supportable. » C'est vrai : ceci est dû davantage à la présence des élèves et à leur accoutumance, qu'à la conviction du poêle. Mais il a fallu deux heures de mise en route difficile car personne n'est apte à se concentrer dans le froid : les professeurs « ronronnent », les élèves dorment. Avoir à passer quatre heures dans de telles conditions est une contrainte pénible que chacun subit sans pouvoir l'exprimer de manière efficace.

Les personnalités de l'administration qui viennent vérifier le bon fonctionnement des cours, ne peuvent pas se rendre compte de cet état de choses, car elles restent trop peu de temps dans ces salles pour sentir le froid les pénétrer et les engourdir.

AU LYCÉE LA MARTINIÈRE (Lyon)

une nouvelle société



(Photo L.O.)

AU Lycée La Martinière de Lyon, il y a actuellement 1.200 heures de cours qui sont assurées en heures supplémentaires.

Or, il y a dans ce lycée 150 professeurs environ. Ce qui fait que chaque professeur fait, en moyenne, 8 heures supplémentaires !

Si on compte qu'un professeur doit, en moyenne toujours, 20 heures de cours par semaine (le maximum imposable étant de 14 h pour un agrégé, de 18 h pour un certifié et de près de 30 h pour un professeur d'atelier), c'est, **au minimum,** 40 à 50 postes d'enseignants qui devraient être créés dans ce seul lycée !

Or, la situation à La Martinière n'est pas pire qu'ailleurs. Pourtant, il y a peu de chances pour qu'elle s'améliore.

Tout laisse même penser qu'elle empirera encore, puisque, outre le fait que l'Inspecteur d'académie demande de fixer l'effectif de chaque classe « autour de 40 élèves », il demande en plus aux enseignants « le nombre d'heures supplémentaires qu'ils pourront effectuer dans l'établissement »... « afin d'évaluer le nombre de postes nécessaires à la rentrée 70 »... Traduisez : le nombre de postes nécessaires qu'il pourra se dispenser de créer.

Comme quoi, dans l'Education Nationale, l'austérité n'est pas un vain mot !

la limitation de la durée du travail pour les jeunes : une “ fleur ” empoisonnée !

L'article ci-dessous a été rédigé par la commission syndicale formée au sein de la rédaction de Lutte Ouvrière par des camarades plus particulièrement qualifiés sur les questions syndicales.

Cette commission répond régulièrement dans ces colonnes aux problèmes qui se posent aux militants révolutionnaires dans leur activité syndicale (tactique à l'intérieur des syndicats, utilisation de la légalité, etc.).

DANS une entreprise de la région parisienne, un nouvel embauché de moins de 18 ans, qui travaille normalement 45 heures par semaine, a effectué, à sa demande, 56 heures de travail la semaine de la récupération du pont de Noël. La législation du travail l'autorise-t-elle ?

Jusqu'en septembre 1967, la législation du Travail ne prévoyait aucune limite à la durée du travail hebdomadaire des jeunes travailleurs de moins de 18 ans. Les jeunes étaient soumis à l'horaire général applicable au personnel de l'entreprise et la durée maximum de leur travail était la même que celle des adultes.

Mais le 27 septembre 1967, une ordonnance modifiait la législation jusque-là en vigueur, et prévoyait une limitation plus stricte pour les jeunes que pour les autres travailleurs.

Code du Travail, Livre II, nouvel article 18 :

« Dans les établissements ou dans les professions visés à l'article 2 du présent livre, ainsi que dans ceux où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur et même lorsque l'activité est exercée sur la voie publique, les jeunes travailleurs et apprentis de l'un ou l'autre sexe âgés de moins de dix-huit ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de huit heures par jour et de quarante heures par semaine.

« Toutefois, à titre exceptionnel, des dérogations aux dispositions de l'alinéa précédent peuvent être accordées, dans la limite de cinq heures par semaine, par l'inspecteur du travail, après avis conforme du médecin du travail de l'établissement.

» La durée du travail des intéressés ne pourra, en aucun cas, être supérieure à la durée quotidienne ou hebdomadaire normale du travail des adultes employés dans l'établissement. »

Ainsi, la durée hebdomadaire du travail des adolescents était limitée à 40 heures, avec possibilité de dérogation permettant de porter, à titre exceptionnel, cette durée à 45 heures.

Dans son « Petit guide des droits de la jeunesse », édité en mars-avril 1965, c'est-à-dire avant l'ordonnance de 1967, la C.G.T. écrivait au chapitre « Durée du travail » : « Il n'existe *malheureusement* aucun texte limitant la durée hebdomadaire de travail des jeunes travailleurs... » (C'est nous qui soulignons). Aujourd'hui, un tel texte existe. Mais les jeunes y gagnent-ils quelque chose ? C'est ce que, pour notre part, nous contestons.

Bien sûr, la nouvelle loi est faite, en apparence, pour aider les jeunes : il ne fait aucun doute que leur santé gagne quelque chose à ce qu'ils ne soient pas autorisés à faire plus de 40 heures par semaine. Mais quelle est la contrepartie de cet avantage ? La contrepartie, c'est que si les jeunes y gagnent en santé, leurs salaires, eux, s'en ressentent durement. Et c'est ce qui explique que de nombreux jeunes tentent de trouver avec leurs patrons des « arrangements à l'amiable » afin de détourner la loi.

Et pourquoi cela ? Parce qu'en France, à l'heure actuelle, les salaires des travailleurs sont calculés non pas sur la base des 40 heures « légales », mais sur la base des majorations dues aux heures supplémentaires sanctionnées par la législation. Et ce que les travailleurs gagnent après 40 heures de travail hebdomadaire ne leur permet en général pas de vivre décemment. Pour s'en convaincre, il suffit de voir dans quelle énorme proportion le salaire est amputé lorsque, pour une raison ou une autre, un travailleur n'a pas effectué tout ou partie de ses heures supplémentaires majorées.

De telle sorte que la « fleur » faite aux jeunes par l'ordonnance de septembre 1967 en ce qui concerne la limitation de la durée de travail est une « fleur » bel et bien empoisonnée. Et doublement empoisonnée. D'abord parce que leur paye est sérieusement amputée ; encore et surtout parce que de nombreux patrons, dans la mesure où ils ne peuvent appliquer aux jeunes de moins de 18 ans l'horaire en vigueur dans leur entreprise, se refusent bien souvent à les embaucher.

Si personne ne faisait plus de 40 heures, il n'y aurait pas de problème.

Ainsi, salaires réduits, difficultés d'embauche, voilà les « faveurs » que la loi de 1967 apporte aux jeunes, à ceux qui, bien souvent, quand ils ont à se débrouiller seuls, affrontent des difficultés plus grandes que leurs aînés.

Cela signifie-t-il qu'il faille s'opposer aux réductions du temps de travail ? Certainement pas. Mais devant la réduction du temps de travail et le retour aux 40 heures, c'est-à-dire le respect d'une loi votée il y a plus de trente ans, aucune discrimination en fonction de l'âge ne doit être admise, et tous les travailleurs doivent être considérés comme des jeunes. Réduction du temps de travail pour tous, voilà ce que tous les travailleurs, jeunes et moins jeunes, doivent exiger. Et s'il en était ainsi, il n'y aurait plus lieu de truffer la législation du travail de textes comme l'ordonnance du 27 septembre 1967.

Cantines Citroën :

une nouvelle provocation de la direction

NOUS avons publié dans notre dernier numéro (voir Lutte Ouvrière **n° 80) deux articles se rapportant à la politique de la CGT à la Régie Renault, par rapport aux cantines qu'elle gère par l'intermédiaire du Comité d'Entreprise.**

Le problème se pose différemment chez Citroën, où la Direction, loin de rechercher systématiquement la collaboration des syndicats — comme c'est le cas à la Régie — fait tout, au contraire, pour entraver leur activité — même gestionnaire —, et cela, au besoin, en recourant à des pratiques illégales.

C'est ainsi que depuis plusieurs mois, elle se livre à une offensive de grand style pour saboter le fonctionnement des cantines Citroën, actuellement gérées par le C.E.

Mais le problème reste cependant fondamentalement le même : qu'ont donc à gagner les organisations syndicales en servant volontairement d'intermédiaire entre le patron et les travailleurs, et en risquant ainsi de voir le mécontentement de ceux-ci se détourner sur eux ?

A l'approche des élections de délégués du personnel, qui doivent avoir lieu le mois prochain, la direction Citroën a engagé, par l'intermédiaire de son syndicat « indépendant » S.I.S.C. une violente campagne contre la C.G.T. qui, majoritaire au C.E., s'occupe de la gestion des œuvres sociales et en particulier de la cantine.

Cette campagne a d'abord débuté par l'envoi de commandos « d'indépendants » dans certains selfs des usines de Clichy, Javel et Levallois, commandos censés représenter les « consommateurs mécontents » qui cassaient tout sur leur passage et s'en prenaient au personnel de service.

Aujourd'hui, la direction tente une nouvelle manœuvre à Javel. Loin d'accéder à la demande des délégués C.G.T. et C.F.D.T. au C.E. qui, depuis des années, demandent un étalement des horaires des repas pour faciliter le service des cantines, elle vient de « regrouper » un certain nombre d'horaires, obligeant ainsi les camarades des travaux à venir manger désormais en même temps que ceux des chaînes.

Il s'en est suivi une jolie pagaille, les queues s'allongent démesurément devant le self Lutetia et le self Direction. Pour les travailleurs des chaînes, qui disposent d'une demi-heure pour manger, il en a résulté une queue de 10 minutes ce qui ne faisait plus que 10 minutes pour absorber son repas, compte tenu des 5 minutes nécessaires pour aller au restaurant et en revenir.

Face à ces mesures le mécontentement des travailleurs est certain. Mais c'est justement ce que voulait la direction Citroën qui, toujours aidée du S.I.S.C., va tenter de détourner cette colère contre la C.G.T. « responsable de la cantine ». Et, malheureusement, il n'est pas dit que Bercot et ses amis indépendants ne parviennent pas à leurs fins.

Car sur ce terrain la situation est extrêmement difficile pour la C.G.T. Gestionnaire de la cantine ne disposant que d'une subvention patronale diminuée des 2/3 depuis 1964, elle en est réduite, pour s'en sortir, malgré le dévouement de ses militants, à réaliser des économies de bouts de chandelles dans certains secteurs et à augmenter le prix du repas.

Dans le premier cas par exemple, la C.G.T. a décidé de fermer certains selfs (notamment ceux de Félix-Faure et d'Issy) considérés comme non rentables vu leur très faible degré de fréquentation.

Quant à l'augmentation du prix des repas, elle vient de se traduire par le paiement du pain qui, jusque-là, était gratuit (0,15 F par morceau).

Et, malgré les campagnes d'explication que les militants cégétistes tentent de faire dans l'usine, ces mesures sont en général assez mal accueillies par nombre de travailleurs. Le S.I.S.C. et la direction jouent donc sur du velours.

Et aujourd'hui, on peut se demander si la prise en main du C.E. par la C.G.T. en 1964, alors considérée comme une victoire sur Bercot, n'était finalement pas une victoire à la Pyrrus. Car si les activités du C.E. ont incontestablement permis à la C.G.T. d'implanter son appareil militant et d'utiliser les locaux du C.E. pour les activités syndicales, le caractère « gestionnaire » de ces mêmes activités est en train de se retourner contre elle.

LMT (Le Matériel Téléphonique) et la sécurité

AU LMT, à Laval comme à Billancourt, la direction se préoccupe de la sécurité des travailleurs. La preuve en est donnée par le numéro 61 de la revue patronale LMT-Actualités **(février 70). En effet, à Saint-Mélaine, la direction a organisé une exposition sur le thème de la sécurité dans l'entreprise. C'était vraiment une belle exposition : chaussures en tous genres, gants, casques, lunettes, tabliers..., rien ne manquait... à l'exposition.**

Mais si l'on jette un coup d'œil dans les ateliers, on pourrait croire que les panoplies en question sont réservées aux salles d'exposition et aux photographies qui illustrent l'article. Car dans les entreprises L.M.T., on peut toujours obtenir une paire de chaussures ou tout autre équipement de sécurité ; mais il faut avoir beaucoup de patience et de persévérance. En effet, ces chaussures sont en nombre restreint, et de surcroît, elles sont enfermées à clef dans des armoires. Pour les obtenir, ce n'est pas une petite histoire : on répond invariablement aux travailleurs qui en demandent : « Votre travail ne nécessite pas de chaussures de sécurité », ou bien : « Il n'y a plus de chaussures », quand ce n'est pas précisément la pointure demandée qui manque. Dans certains cas, la pression est plus insidieuse : on avertit par exemple les travailleurs de l'entretien que s'ils veulent des chaussures de sécurité pour travailler dans les ateliers, ils doivent renoncer aux espadrilles, auxquelles ils ont normalement droit, une fois par mois, pour travailler dans les bureaux. Ce qui signifie qu'il leur faudra, été comme hiver, et quel que soit l'endroit où ils travaillent, porter les chaussures de sécurité. Ce sont là des méthodes de chantage.

L.M.T.-Actualités nous apprend aussi qu'à Saint-Mélaine, pendant la semaine de sécurité, il n'y a pas eu un seul accident. Tout le monde s'en réjouit, mais voudrait bien savoir pourquoi il n'en est pas ainsi, pendant toute l'année ? Sans doute parce que les efforts de la direction sont concentrés sur cette période, et ceci, à titre publicitaire.

Assurer la sécurité, cela veut dire d'abord, une information de tous les travailleurs, autrement dit, par exemple, comme l'ont réclamé les travailleurs de l'entretien à L.M.T.-Billancourt, une exposition permanente dans chaque atelier, du matériel de protection qui doit être mis à leur disposition. En effet, bien souvent ,les travailleurs ne savent même pas ce qui existe en général, et ce qui est mis à leur disposition dans l'usine.

D'autre part, il faut que les ouvriers aient librement accès à ce matériel, qu'ils puissent en disposer à leur guise.

Mais surtout, ce que l'article feint d'ignorer, c'est que la sécurité, ce n'est pas seulement une affaire vestimentaire, cela repose aussi et surtout sur l'organisation du travail et l'aménagement des locaux.

Et on peut rappeler, à ce sujet, qu'il a fallu l'accident mortel d'un travailleur manutentionnaire qui eut la poitrine écrasée entre le quai et une remorque, pour que la direction de L.M.T.-Billancourt se décide à déménager le parking de la direction qui gênait les manœuvres de mise à quai des remorques.

« L.M.T.-Actualités » conclut : « L'accident ne doit pas être la rançon inévitable du travail ». Nous sommes bien d'accord avec cela ; mais nous pensons que des expositions publicitaires, où l'on montre un matériel que l'on ne peut pas obtenir, dans des locaux qui ne sont pas adaptés au travail qui doit y être accompli, que de telles expositions ne sont pas le meilleur moyen d'améliorer la sécurité.

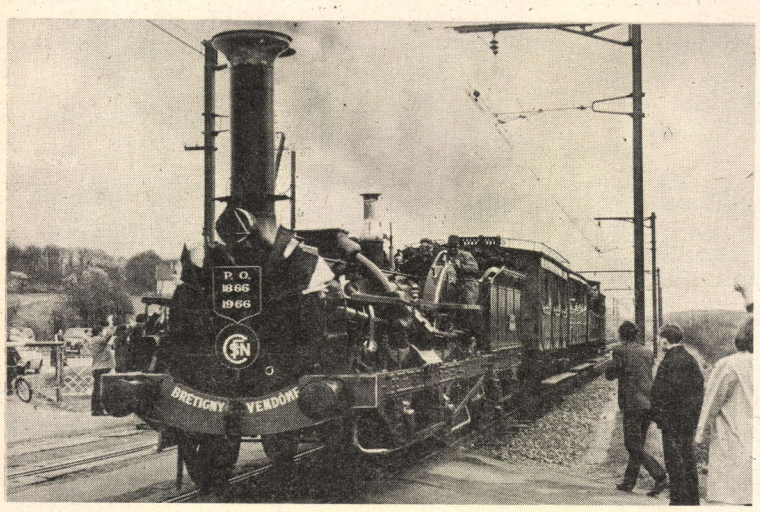
Une yue de l'exposition.

A LA S.N.C.F. :

des économies dangereuses

IL ne se passe guère de jour sans qu'un train ne soit en retard à l'arrivée ou au départ.

On en voit décidément de toutes sortes !... Il y a le cas de cette loco qui a dernièrement « perdu » une roue sur la ligne de Tours (eh oui ! cela arrive même à l'époque des voyages sur la lune !). Ou bien cette autre qui, à bout de souffle, laisse son train de marchandises en pleine voie, occasionnant un retard de 2 heures au train de 7 h 07 vers Bourges. Et nous passons sous silence les 10 minutes, 20 minutes, une demi-heure de retard de plus en plus fréquentes, car les machines ne veulent plus démarrer.



Celle-ci a tout de même été retirée du service.

(Photo A.F.P.)

Cet état de choses n'est pas dû au hasard. Dans les dépôts, les machines entrent par une porte et sortent par l'autre sans que les réparations nécessaires aient été effectuées (il n'y a qu'à voir le dépôt de Vierzon devenu presque inexistant). D'une part, les machines sont nombreuses car la plupart ayant « fait leur temps », les avaries sont fréquentes ; d'autre part nos camarades sont en nombre insuffisant et ne peuvent faire que le plus urgent (et encore quand on leur en laisse le temps !).

C'est ainsi que la S.N.C.F. laisse repartir des machines qui sont un danger permanent pour les cheminots et les usagers.

Le chemin de fer est un moyen de transport parfaitement sûr et ponctuel... en théorie, mais dans la pratique nos gouvernants ont décidé de « rentabiliser » la S.N.C.F. Compression des effectifs d'entretien, non remplacement des machines usées, tous les moyens sont bons. Que les cheminots travaillent dans des conditions impensables, que la sécurité soit moindre, la Direction s'en moque !... Jusqu'au jour où ce ne seront plus des retards de trains mais véritablement des accidents et des déraillements !

Alors on invoquera le hasard ou on en fera retomber la responsabilité sur les cheminots.

L'hypocrisie de nos exploiteurs n'a pas de limites !

Extrait du bulletin L.O. S.N.C.F. (Vierzon)

la S.N.C.F. et les passages à niveau

Dans un bulletin émanant de la direction, nous apprenons qu'il y a encore en France 31.000 passages à niveau dont 11.000 n'ont ni gardien ni barrière automatique. Bilan pour l'année 1965 : 203 collisions - 125 tués. Que fait la direction de la S.N.C.F. pour remédier à cela ? Eh bien, elle supprime tout simplement des gardes-barrières ! (7.000 supprimés entre 1935 et 1962.) L'auteur avoue d'autre part que « la réglementation désuète du chemin de fer, qui remonte à 1941 ne tient pas compte de la circulation automobile actuelle, que les automobilistes risquent leur vie à chaque passage. C'est pourquoi, conclut-il, il est urgent de prendre les mesures qui s'imposent ».

Voilà qui est bien dit. Va-t-il proposer la suppression pure et simple de ce mode de croisement périmé et dangereux ? Pas du tout. Ce qu'il faut, dit-il, c'est mieux utiliser la signalisation déjà existante : le signal « locomotive », le balisage en « mirliton », mettre des Stop près des passages à niveau, imposer une limitation de vitesse...

Voilà les seules mesures « révolutionnaires » qu'on peut attendre de la direction S.N.C.F.

S.N.C.F. Sud-Est - Sud-Ouest.

AU CENTRE DE CHÈQUES POSTAUX (Bourseul)

un risque permanent d'électrocution

LE mercredi 18 février 1970, au Centre 4 des Chèques Postaux (impasse Bourseul, Paris-15e), une employée travaillant sur une machine comptable a reçu une violente décharge de courant électrique, à cause de la présence, sur la machine, d'un fil dénudé.

Elle fut aussitôt prise de convulsions. Le spectacle était si impressionnant qu'une de ses camarades de travail perdit connaissance à son tour, et que toutes les employées du service furent bouleversées.

A la demande de la section syndicale C.G.T., l'administration accepta la révision des machines, mais seulement de celles se trouvant dans la salle où s'est produit cet accident, alors que le même problème se pose ailleurs.

Ce genre d'accident était en effet prévisible aux chèques postaux, car il n'est pas rare que des employées reçoivent des secousses électriques plus ou moins fortes en travaillant sur leurs machines, et il y a déjà quelques mois, l'une d'entre elles s'était même enflammée, ne blessant personne, fort heureusement.

La vérification entreprise devait d'ailleurs montrer que quatre machines possédaient des fils dénudés.

C'est que les employées des chèques postaux parisiens travaillent avec du matériel de plus en plus vétuste, l'administration utilisant là les vieilles machines venant des centres de province où du matériel électronique a été installé.

En tout cas, si l'administration pense qu'elle peut désormais avoir la conscience tranquille, pour avoir fait vérifier quelques machines, les commentaires allaient bon train dans la division après cet accident, et nombreuses étaient les employées à affirmer qu'elles ne continueraient pas à travailler longtemps dans de telles conditions.

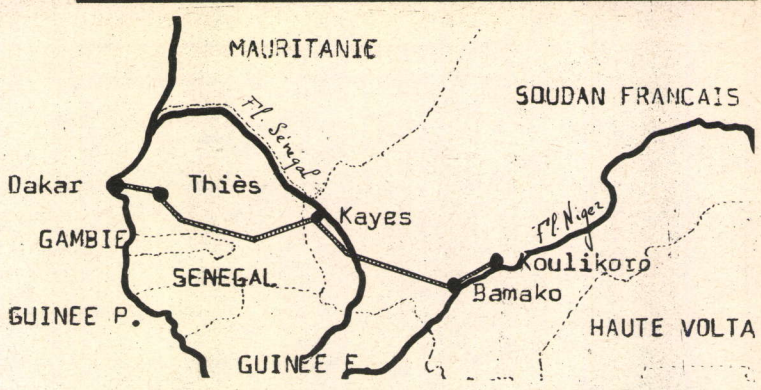
LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

SEMBENE OUSMANE

FEUILLETON



La ligne du Dakar - Niger dans l'A.O.F. de 1947

CHAPITRE XVI

De Thiès à Dakar : La marche des femmes

Résumé des chapitres précédents. — Les « Bouts de Bois de Dieu » nous font revivre la longue grève de 6 mois (1946-1947), au cours de laquelle les cheminots du Dakar-Niger essayèrent d'imposer à l'administration coloniale l'égalité du statut entre les travailleurs africains et ceux d'origine européenne.

Les « Bouts de Bois de Dieu », ce sont précisément ces hommes qu'une antique superstition empêche de dénombrer autrement.

Le roman nous transporte tour à tour aux différents points chauds de la ligne : à Dakar, à Thiès, et à Bamako.

Nous revoici à Thiès, plusieurs semaines après les fusillades qui marquèrent le début de la grève.

Le contremaître Isnard, après avoir essayé en vain « d'acheter » le syndicaliste Doudou, vient de tuer d'un coup de revolver un tout jeune apprenti...

Et la peur s'installe au Vatican, la cité des colons blancs à Thiès. La tension monte après l'échec des négociations avec l'inspecteur du travail...

L'administrateur Dejean a reçu une délégation des grévistes. Là aussi l'échec est total.

■

SUR la place Aly-N'Guer, la foule avait précédé la délégation. Fatigués par la longue attente devant les bureaux de la Régie, la plupart des gens s'étaient assis à même le sol poussiéreux, d'autres se rassemblaient par petits groupes animés et le soleil avant de se coucher, déversait ses derniers feux sur les crânes, les épaules et les bras luisants de sueur. Penda, Aby, Mariame Sonko essayaient tant bien que mal de maintenir un semblant de discipline parmi les femmes dont l'excitation ne se calmait pas. Enfin la rumeur cessa lorsque les délégués apparurent et se groupèrent au centre de la place.

Lahbib parla le premier. Il fit rapidement le compte rendu de la rencontre avec Dejean et ses adjoints, mais il était mauvais orateur et le savait, aussi se hâta-t-il de passer la parole à Bakayoko. Celui-ci attendit que le silence fût complet ; sa voix nette, incisive, n'avait pas besoin de micro et il fut écouté sans une interruption. Il commença par un bref historique de la ligne, depuis la pose des premiers rails, parla de la grève de septembre 1938 et de ses morts ; il sut provoquer la colère de la foule lorsqu'il dit : « On refuse ce que nous demandons sous prétexte que nos mères et nos femmes sont des concubines, nous-mêmes et nos fils des bâtards ! » Puis il conclut :

— Nous ne reprendrons pas le travail et c'est ici que cette grève doit être gagnée. Dans toutes les gares où je suis passé, on m'a affirmé : « Si Thiès tient bon, nous tiendrons. » Ouvriers de Thiès, c'est chez vous qu'il y a une place du 1er septembre et c'est pour cela que vous ne devez pas lâcher. Vous savez que vous êtes soutenus, de Kaolack à Saint-Louis, de la Guinée au Dahomey, et même en France, les secours s'organisent. C'est la preuve que le temps où l'on pouvait nous abattre en nous divisant est bien fini. Nous maintiendrons donc notre mot d'ordre de grève illimitée et cela jusqu'à la victoire totale !

Des cris, des hurlements lui répondirent ; ceux qui étaient restés assis se levèrent, des bras se tendirent. Mais tandis que le tumulte se déchaînait, un petit groupe de femmes qui s'était frayé un passage à travers la cohue, s'approcha des délégués. On vit Bakayoko lever les deux bras :

— Faites silence, cria-t-il, nos braves compagnes ont quelque chose à nous dire. Elles ont le droit qu'on les laisse parler !

Ce fut Penda qui prit la parole, d'abord hésitante puis de plus en plus assurée :

— Je parle au nom de toutes les femmes, mais je ne suis que leur porte-parole. Pour nous cette grève, c'est la possibilité d'une vie meilleure. Hier nous riions ensemble, aujourd'hui nous pleurons avec nos enfants devant nos marmites où rien ne bouillonne. Nous nous devons de garder la tête haute et ne pas céder. Et demain nous allons marcher jusqu'à N'Dakarou (1).

Un murmure d'étonnement, de curiosité, de réprobation couvrit un instant la voix de Penda, mais elle reprit plus fort :

— Oui, nous irons jusqu'à N'Dakarou entendre ce que les toubabs ont à dire, et ils verront si nous sommes des concubines ! Hommes, laissez vos épouses venir avec nous ! Seules resteront à la maison celles qui sont enceintes ou qui allaitent et les vieilles femmes.

On applaudit, on cria, mais il y eut aussi des protestations. Bakayako prit Penda par le bras :

— Viens avec nous au syndicat, dit-il, ton idée est bonne, mais il ne faut pas s'engager à la légère dans cette affaire.

En traversant la foule qui s'écoulait lentement dans le soir tombant, ils croisèrent des petits groupes qui discutaient avec animation. De mémoire d'homme c'était la première fois qu'une femme avait pris la parole en public à Thiès et les discussions allaient bon train.

Elles ne furent pas moins vives au siège du syndicat. Balla, le premier, exprima une opinion qui n'était pas seulement la sienne :

— Je ne suis pas pour que les femmes partent. Qu'elles nous soutiennent, c'est normal ; une femme doit aider son mari, mais de là à faire la route de Dakar... Je vote contre. C'est la chaleur ou la colère qui leur monte à la tête ! Toi, Lahbib, tu prendrais la responsabilité de laisser partir les femmes ?

— Nous ne sommes pas ici pour entendre les sentiments ou les opinions de chacun. Si tu veux, nous pouvons voter.

Bakayoko interrompit brutalement la discussion qui menaçait :

— Nous n'avons pas le droit de décourager ceux ou celles qui veulent faire quelque chose. Si les femmes sont décidées, il faut les aider. Que le représentant de Dakar parte tout de suite pour prévenir le comité local de leur arrivée. C'est toi qui viens de Dakar ? ajouta-t-il en s'adressant à Daouda. Combien penses-tu qu'il leur faudra pour faire la route ?

— Je n'ai pas été à Dakar à pied répondit Beaugosse, le visage fermé. De plus je trouve que ce n'est pas une histoire de femmes. Et puis il n'y a pas d'eau là-bas ; quand je suis parti, Alioune et les autres camarades couraient la ville à la recherche d'une barrique ou d'une bouteille d'eau, ce qui n'est pas un métier d'homme. Enfin, depuis l'affaire du bélier d'El Hadji Mabigué, il y a eu l'incendie et l'attaque des spahis. Les soldats et les miliciens patrouillent partout. Vous allez envoyer ces femmes dans la gueule du loup.

— Tu peux garder ton français pour toi, dit Bakayoko, les hommes comprendront mieux si tu leur parles oulof, bambara ou toucouleur. Quant aux délégués de Dakar, qu'ils fassent la corvée d'eau, le temps n'est plus où nos pères pouvaient considérer cela comme une humiliation. Si tous les ouvriers avaient le même état d'esprit que toi, adieu la grève et les mois de sacrifices !

— Allons, Bakayoko, modère-toi, dit Lahbib, revenons à des questions pratiques. Si les femmes sont décidées à partir, nous devons les aider, leur préparer une escorte. Il faudra aussi nous occuper des enfants, du moins de ceux dont les mères seront parties. Je propose que nous trouvions des camions et que nous emmenions les enfants dans les villages de la brousse. Chacun ici a de la famille dans les villages. Quant à toi, Penda, il faudra que tu veilles à ce que les hommes qui vous accompagnent ne vous embarrassent pas, et si tu t'aperçois que cette marche est trop dure pour les femmes, arrête-les, fais-leur rebrousser chemin. Il n'y aura pas de honte à cela et personne ne vous en fera grief.

En vérité, si Bakayoko avec cette façon qu'il avait de dédaigner le destin ou de le forcer, était l'âme de la grève, Lahbib, le sérieux, le réfléchi, le calme, le modeste Lahbib, en était le cerveau. Lahbib comptait les Bouts de bois de Dieu, les pesait, les estimait, les alignait, mais la sève qui était en eux venait de Bakayoko.

Tandis que les hommes discutaient à la maison du syndicat, les femmes se préparaient au départ. Une nuit couleur d'encre s'était étendue sur la ville, sombre, visqueuse, comme si le ciel se fût mis à déverser du pétrole brut sur la terre. Pourtant des cris et des appels perçaient les ténèbres tels des éclairs et le bruit du tam-tam qui n'avait pas cessé semblait annoncer la venue de l'aube.

La concession de Dieynaba, la marchande, était devenue le lieu de rassemblement ; des ombres allaient et venaient, s'interpellaient ; des piaillements, des jacassements, des rires aigus, un remue-ménage de poulailler, mais en même temps un piétinement de légions en train de lever le camp. D'autant qu'aux timbres des voix féminines se mêlaient des basses d'hommes.

(Suite page 20)

Sur la place du 1er Septembre (2), un autre groupement se préparait, face aux miliciens qui, faiblement éclairés par des falots, montaient la garde devant le commissariat. Momifiés dans leurs consignes, ils regardaient ce rassemblement d'ombres sans trop savoir quelle attitude ils devaient prendre, mais certains d'entre eux, entendant le tam-tam, comprenaient ce qui se préparait.

Enfin, vers deux heures du matin, alors que quelques étoiles aventureuses parvenaient à pointer hors des ténèbres, les deux groupes se fondirent dans un piétinement de troupeau. Des nuages de poussière blanche, poussés par un vent tiède, montèrent vers le ciel à la rencontre de la nuit.

— Nous partons, nous partons ! cria Penda.

Comme autant d'échos, des centaines de voix lui répondirent : « Nous partons, nous partons, partons, partons, partons, partons... »

Et précédé, suivi, accompagné par le battement des tam-tams, le cortège s'enfonça dans la nuit.

Aux premières lueurs matinales, quelques hommes qui avaient fait un bout de chemin avec les femmes pour se rendre compte de la façon dont s'effectuait le départ, firent demi-tour et revinrent vers Thiès.

— Tu crois qu'elles arriveront ? demanda Bakary l'Ancien.

— **Owo,** père, il faut leur faire confiance, dit Bakayoko, le fourneau de sa pipe rougeoyant dans la grisaille de l'aube.

Pour participer à la cérémonie du départ, Bakary avait cuirassé ses bras et ses avant-bras de gris-gris : des anneaux de cuir rouge, noir, jaune, des bracelets faits de cornes d'antilope, gainés de poils de crinières ou recouverts de bouts d'étoffe rouge et piquetés de **cauris** (3), à l'index de la main droite une grosse bague de métal brut. Il ne les quitta pas tant que dura le voyage des femmes.

C'est en rentrant chez lui qu'il trouva une lettre venue de Bamako. L'ayant lue, il se précipita autant que lui permettaient ses poumons déchirés, pour retrouver Bakayoko à la maison du syndicat.

— Il y a de mauvaises nouvelles de Bamako. Lis, c'est une lettre d'Assitan. Les gendarmes sont venus, ils ont enlevé Fa Keïta, la mère est morte et la petite Ad'jibid'ji est blessée.

Bakayoko reconnut l'écriture de Tiémoko à qui Assitan avait dû dicter la lettre.

— Tu vas partir là-bas, fils ?

— Mon père, je dois aller à Dakar. Il faut préparer le meeting pour quand les femmes arriveront.

— Fils, il n'y a plus d'homme à la maison là-bas, tu l'as lu dans la lettre, ta famille a besoin de toi.

— Père, il y a beaucoup de maisons telles que la mienne, des maisons où comme en 38 le deuil est entré. Nous ne devons pas penser aux morts mais lutter pour les vivants.

Bakary murmura à voix basse :

— Je me demande parfois si tu as un cœur...

Il promena son vieux regard fatigué sur la silhouette élancée, sur le visage aux traits nets où ne se lisait aucun signe d'émotion. Puis, soudain, il plongea sa main sous son boubou et en tira un poignard. C'était une très belle lame, aiguisée, tranchante comme un rasoir, emmanchée dans une corne décorée. Le fourreau se recourbait à la pointe.

— Tiens, garde ça, tu en auras peut-être besoin.

— Mais, père, je vais à Dakar, et si on me prend avec ça j'irai en prison.

— Fils, fils, voilà près de cinquante ans que j'ai ce poignard. Il voit le soleil tous les vendredis quand je me rase les cheveux. Il n'a jamais tué personne et si tu rencontres un toubab qui te demande quelque chose, donne-lui mon nom, mon adresse, je lui expliquerai.

Bakayoko accepta le présent puis, avant de quitter la ville, il se rendit avec Lahbib chez Aziz le boutiquier pour emprunter le camion du Syrien. L'affaire ne fut pas facile à conclure. Lahbib qui, une fois par semaine, assurait la comptabilité du commerçant, dut faire quelques allusions à certaines transactions plus ou moins légales. Bref, de promesses en chantage et de sourires en menaces, ils obtinrent que la Chevrolet leur fût louée pour assurer le transport des enfants dans les villages de la brousse. Au retour ils traversèrent la place du marché. C'était là le point d'arrivée des cars et des camions en provenance de Dakar, une foule nombreuse et agitée entourait les chauffeurs et leurs aides.

— Où les avez-vous croisées ?
— Etaient-elles encore toutes ensemble ?
— Y avait-il des malades ?
— Tu n'a pas reconnu ma mère ?
— Est-ce qu'elles chantaient encore ?

Les conducteurs avaient peine à dégager leurs véhicules car, à chaque arrivée, la foule se refermait sur eux.

Bayakoko et Lahbib arrivèrent à la maison de Dieynaba après avoir traversé la zone qui, privée de la plupart des femmes et des enfants, semblait étrangement vide et silencieuse. Ils trouvèrent la marchande assise sous l'auvent de sa baraque. Sa pipe éteinte à la main, elle regardait fixement la palissade en face d'elle. Le crissement des sandales sur le sable lui fit tourner la tête.

— As-tu la paix, Dieynaba ? demanda Lahbib.

Elle ne répondit pas, regardant les deux hommes comme si ses yeux cherchaient à voir quelque chose de l'autre côté de leur visage. Ils virent que ses yeux étaient rouges. Enfin, comme un soupir venu du plus profond d'elle-même, elle chuchota :

— Gorgui est mort, sa jambe s'est pourrie et a pourri le reste du corps.

Bakayoko s'approcha :

— Où est ta pipe ? demanda-t-il.

— Je n'ai plus de tabac.

Bakayoko ramassa la pipe que la marchande avait laissé tomber à côté d'elle, tira de sa poche une feuille de tabac qu'il émietta soigneusement entre ses paumes avant d'en bourrer la pipe qu'il alluma lui-même à longues bouffées avant de la tendre à Dieynaba. Puis il gagna la case de Penda.

— Nous l'enterrerons ce soir, dit Lahbib en posant la main sur l'épaule de la femme.

— Il est fils de musulman, de père et de mère, et il est déjà tout pourri...

— Ne t'inquiète pas, j'irai chercher des hommes et nous lui ferons la toilette qu'il faut avant de le mettre en terre.

On ne voyait pas que Dieynaba pleurait et pourtant, une à une, des larmes roulaient sur ses joues et venaient tomber sur sa forte poitrine enserrée dans sa camisole. Elle murmura :

— Est-ce qu'on ne pourrait pas tuer tous les Blancs ?

— Femme, dit Lahbib, il ne faut pas laisser la haine entrer dans ton cœur. Nous ne voulons plus de sang, nous ne voulons plus que des enfants soient tués, mais ce n'est pas la haine qui doit nous guider. Je sais que c'est dur...

Bakayoko réapparut, son baluchon sur l'épaule, son bâton à la main. Il avait entendu les derniers mots du comptable et le regarda, étonné, en murmurant entre ses dents : «... et tendre l'autre joue... » puis il dit à haute voix :

— Arrange-toi pour l'enterrer demain matin, ce soir il est trop tard. Moi je dois partir car je veux arriver à Dakar avant les femmes.

Il regarda encore Dieynaba qui, cette fois, pleurait pour de bon, les épaules secouées de sanglots.

Comme il se baissait pour pousser la porte, Lahbib le rejoignit :

— Ecris dès que tu pourras, dit-il, et fais attention à toi.

Lahbib avait posé la main sur son bras et Bakayoko sentit l'amitié de ce geste, sa chaleur. Cela lui fit du bien. Certes, il était des leurs, il luttait pour eux, avec eux, et pourtant parfois il se sentait loin d'eux, très loin en avant.

Lahbib revint vers Dieynaba pour régler les détails de l'enterrement du petit Gorgui.

Depuis qu'elles étaient sorties de Thiès, les femmes n'avaient cessé de chanter. Aussitôt qu'un groupe laissait mourir le refrain, un autre le reprenait, puis, de nouveaux couplets étaient nés, comme ça, au hasard de l'inspiration, une parole en amenant une autre qui trouvait à son tour son rythme et sa place. Personne ne savait plus très bien où commençait le chant ni s'il finirait jamais. Il s'enroulait sur lui-même comme un serpent. Il était long comme une vie.

Maintenant le jour était venu. La route était trop étroite pour leur procession, elles avançaient déployées en éventail si bien que les unes marchaient dans la poussière, les autres dans l'herbe sèche, d'autres encore suivaient les rails du chemin de fer et les plus jeunes s'amusaient à sauter de traverse en traverse. Les couleurs des pagnes, des camisoles, des mouchoirs de tête, enrichissaient le paysage. Les tissus à matelas se mêlaient aux toiles de jute, aux coutils métissés, aux broderies multicolores, aux cotonnades usées des vieux boubous. Les manches ouvertes révélaient des épaules bien rondes que la poussière recouvrait d'un duvet blanc, les pagnes relevés des jambes fuselées et des mollets alourdis.

Le soleil était derrière elles, il tapait dur dans leur dos au fur et à mesure qu'il montait de l'horizon, mais elles ne faisaient pas attention à lui, elles le connaissaient bien. Il était du pays, le soleil.

En tête marchaient Penda, la taille serrée dans un ceinturon militaire, Mariame Sonko, la femme du soudeur et Maïmouna l'aveugle qui, sans que nul ne s'en fût aperçu, s'était jointe à la procession, son bébé attaché sur le dos par un vieux châle. Assez loin derrière le moutonnement des femmes suivaient les hommes de l'escorte. Plusieurs d'entre eux avaient leurs bicyclettes. Boubacar, le forgeron, avait accroché au cadre et au guidon de la sienne un chapelet de bidons et de gourdes pleines d'eau ; Samba N'Doulougou était perché sur une bicyclette de fabrication anglaise, son croupion oscillant sur la selle, ses pieds lâchant les pédales à chaque tour.

Hommes et femmes traversaient un paysage que la saison sèche éprouvait durement. Des averses de soleil frappaient au cœur les herbes et les petites plantes, pompant leur sève. Feuilles et tiges s'inclinaient avant de tomber, mortes de chaleur. Seuls semblaient vivre les épineux à l'âme sèche, et, loin vers l'horizon, les baobabs hautains que les allées et venues des saisons ne dérangent guère. Sur le sol qui ressemblait à une croûte malsaine, on distinguait encore le dessin des anciennes cultures : petits carrés de terre craquelée d'où pointaient des moignons de tiges de mil ou de

FEUILLETON

maïs, hérissés comme des dents de peigne. Plus loin entre des seins de terre brune, se profilaient des toits de chaume dansant dans la buée chaude et, venant d'on ne sait où, allant on ne sait où, des petits sentiers, des sentiers enfants, suivaient, croisaient le chemin père d'où des centaines de pieds faisaient monter une poussière rougeâtre car, en ce temps-là l'asphalte n'avait pas encore recouvert la route de Dakar.

Assez tôt le premier soir, on entra dans un village. Les habitants, étonnés de voir tant de femmes, pressèrent chacune de questions. Mais l'hospitalité fut cordiale bien qu'un peu cérémonieuse tant était grande la surprise d'un tel événement. On repartit à l'aube, soif calmée, ventres satisfaits, pieds douloureux, dans un grand concert de compliments et d'encouragements. Deux heures plus tard, on croisa le car de Thiès et quelques femmes esquissèrent des pas de danse pour répondre aux voyageurs qui les acclamaient, puis on reprit la route.

Et le deuxième jour fut semblable au premier.

Ce fut au milieu du troisième jour que la fatigue commença à se manifester. On avait dépassé Pouth où les villageois avaient formé une double haie pour applaudir les femmes qui chantaient, mais peu à peu le cortège s'était étiré. Le soleil versait sur la terre ses marmites de braise, les articulations des genoux et des chevilles devenaient dures et douloureuses. Telle une rivière qui, après avoir amassé ses forces pour passer une gorge étroite, se laisse aller aux douces facilités de la plaine, la troupe des femmes s'étirait, s'allongeait, s'étendait.

— Je n'entends plus chanter, dit Maïmouna qui était toujours dans le groupe de tête, en posant la main sur l'épaule de Penda.

— C'est vrai, je ne l'avais pas remarqué. Depuis combien de temps ?

— Depuis que nous avons vu le serpent écrasé par une auto, dit Mariame Sonko, et elle s'assit ou plutôt se laissa tomber sur le rebord du talus.

Penda regarda l'horizon :

— Lève-toi, Mariame, ce n'est pas un bon endroit pour se reposer, il y a des arbres là-bas.

— Ils sont loin tes arbres !

Le groupe de tête reprit sa marche mais avait à peine avancé de quelques pas que cinq hommes arrivèrent à bicyclette, conduits par le forgeron, des bidons ballotant à leurs guidons.

— Il y en a toute une bande qui ne veulent plus avancer, dit Boubacar en mettant pied à terre.

Il avait pris au sérieux son rôle d'assistant de Penda et y faisait montre d'un tel empressement que même Maïmouna l'aveugle commençait à se demander quelle était la véritable raison de ce zèle.

— Il faut qu'elles marchent. Vous, avec vos bidons, allez en tête et ne donnez à boire qu'à celles qui sont arrivées aux arbres, là-bas. Et toi, amène-moi près des autres.

Penda serra la boucle de son ceinturon, s'installa sur le cadre de la bicyclette du forgeron et tous deux entreprirent de remonter la longue colonne.

La plupart des femmes avançaient en file indienne, trop fatiguées pour se grouper ou bavarder. Les plus grosses étaient les plus malheureuses, des ruisseaux de sueur coulaient sur leurs joues, leurs bras, leurs cuisses, car beaucoup avaient relevé leur pagne. On en voyait qui, ayant coupé des branches, marchaient comme des vieilles appuyées sur leur canne. En passant devant un bosquet de cades (4) squelettiques d'où s'éleva un vol de vautours, quelques-unes se rassemblèrent, prises de peur, et celles qui suivaient le sentier regagnèrent la route. Ces arbres et ces oiseaux qui, dans les vieilles légendes incarnaient l'esprit du mal, n'allaient-ils pas leur porter malheur ?

Un peu plus loin, Penda et Boubacar rencontrèrent la troupe des jeunes filles. Elles aussi étaient fatiguées mais, conduites par Aby la rieuse, elles bavardaient tout en marchant. Boubacar freina et posa les pieds à terre :

— Levez les jambes ! leur cria Penda, vous n'êtes pas des vieilles !

— Nous ne sommes pas les dernières, dit Aby.

— Je sais, mais avancez quand même. Il y a une halte à l'ombre plus loin et chantez, ça vous aidera.

Quelques voix entonnèrent le « chant », mais elles n'allèrent pas beaucoup plus loin que la deuxième strophe. Penda et Boubacar reprirent leur course vers l'arrière, remontant toujours la file qui parfois se coupait pour former des petits îlots ; enfin, ils arrivèrent à hauteur des retardataires. Il y avait plus d'une demi-heure qu'ils avaient quitté le groupe de tête.

Sur les bords de la route, ou sur la pente du talus du chemin de fer, une centaine de femmes étaient assises ou étendues. A l'aide de pagnes et de camisoles accrochés à des branches, elles avaient aménagé des petits abris contre le soleil. Certaines dormaient, la tête seule à l'ombre. Un peu plus loin, assis au rebord d'un petit ravin le reste des hommes de l'escorte attendait.

— Allons, dit Penda en descendant de la bicyclette, vous vous êtes assez reposées, il faut repartir.

— Partir, partir, avec un soleil pareil, tu veux notre mort ?

C'était la grosse Awa qui avait parlé, la femme de Séne Masséne, le contremaître. Commodément installée le dos au ballast, la tête sous un petit arbuste, elle semblait la reine des abeilles entourée de ses ouvrières.

— Levez-vous ! dit encore Penda qui se forçait au calme.

— On est fatiguées. Partir aujourd'hui ou demain c'est pareil. Si tu es pressée, va devant, on te retrouvera à N'Dakarou.

— Non, il ne doit pas y avoir de traînards. S'il y en a qui veulent retourner, qu'elles le fassent, mais les autres, marchez !

— Hé, c'est pas toi qui commande ! cria Awa. Moi, mon mari, il est contremaître...

— Awa, ne fais pas la forte tête avec moi ! Tu as la mémoire courte, tu ne te souviens pas que je t'ai rossée le jour de la distribution ?

La grosse femme regarda autour d'elle comme pour prendre à témoin ses compagnes.

— Moi, je reste, nous n'avons pas à obéir à Penda. D'abord, elle ne peut pas avoir d'enfants, c'est pour ça que tous les hommes lui courent après ! Et savez-vous que dans son groupe il y a des **deumes** (5) ! Elle veut nous mélanger avec elles ! Mes fesses !

En trois bonds, Penda qui ne pouvait plus maîtriser sa colère fut sur le talus. A coups de pieds, elle renversa les branches, arracha pagnes et camisoles au milieu des cris de protestation des femmes.

— La piting ne touchera pas à mon pagne ! hurla Awa.

Mais Penda continua sa besogne jusqu'à ce que fût détruit le dernier des fragiles abris et comme quelques femmes restaient étendues ou accroupies, elle entreprit de les compter, levant les doigts un à un.

— Une, deux, trois, quatre.

— Tu n'as pas le droit de faire ça, sorcière ! cria Awa.

— Ne nous dénombre pas, s'il te plaît, dit la Séni en se levant précipitamment, nous sommes des Bouts de bois de Dieu, tu nous ferais mourir !

— Je veux savoir combien vous êtes contre la grève, dit Penda... cinq, six, sept, huit...

— Arrête, tu nous dévores toutes crues ! — Awa se leva à son tour. — Mon rêve était donc vrai ! J'ai rêvé que des spectres armés de couteaux pointus venaient me couper en morceaux pour me manger !

La colère et la crainte se partageant leur cœur, les femmes rassemblèrent leurs pagnes, ajustèrent leurs mouchoirs de tête, rejoignirent la route et reprirent la marche. A quelque distance les hommes suivirent, menés par Boubacar.

Lorsque une heure plus tard, les retardataires retrouvèrent le gros de la troupe à l'endroit prévu pour la halte, elles furent mal accueillies. Les arbres étaient peu nombreux et leur ombre bien légère. Pour la plupart les premières arrivées dormaient déjà. Elles eurent le réveil amer.

— Hé, vous êtes les dernières et vous voulez toute la place !

— On vient de traverser l'enfer, on veut se coucher !

— Et nous ? Nous ne l'avons pas traversé, l'enfer ?

— Poussez-vous un peu !

— Ah, regardez celle-là, elle me met son derrière au nez ! Si elle lâche un pet, elle me dessèche d'un coup !

— Awa, ce n'est pas parce qu'on est grosse, que tout est permis ! Pousse tes fesses, une aiguille n'y entrerait pas !

— Mesure tes paroles, Yaciné.

— Mesure ton derrière, Awa !

— Laissez-nous quand même un peu d'ombre !

— Alors, ne nous marchez pas dessus !

— Je nage dans ma sueur, je n'ai pas besoin de la tienne !

— Avez-vous à boire ?

— Non, il n'y a plus d'eau, les hommes sont partis en chercher.

Tant bien que mal, les nouvelles venues parvinrent à se caser, non sans que Penda fût obligée d'intervenir, donnant un coup de pied de-ci de-là pour déplacer une cuisse ou une épaule. La fatigue finit par l'emporter. Les nerfs se calmèrent, les muscles se détendirent, les respirations se firent plus régulières et retrouvèrent le rythme régulier du sommeil.

Maïmouna l'aveugle avait réussi à réserver une place à côté d'elle pour Penda. Celle-ci vint s'étendre fourbue. Elle défit la boucle de son ceinturon et remonta son pagne sur ses cuisses. Comme elle poussait un soupir en laissant reposer sa tête sur l'herbe sèche, Boubacar apparut.

— Penda, Penda...

— Qu'y a-t-il encore ?

— C'est pour l'eau. Ceux qui sont partis ne sont pas encore revenus.

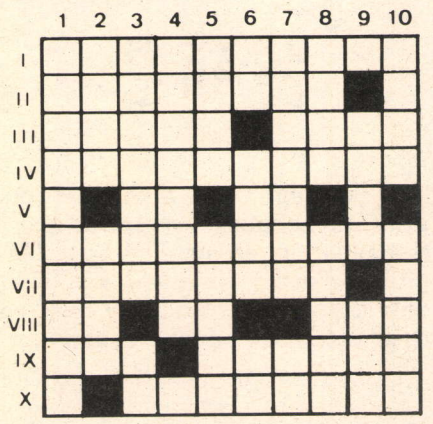
(A suivre)

---

(1) Dakar.
(2) Nommée ainsi par les ouvriers en souvenir de leur première tentative, en 1938, qui fut réprimée et échoua.
(3) Petits coquillages qui servaient autrefois de monnaie.
(4) Arbre aux fines feuilles qui attire fréquemment le tonnerre pendant la saison pluvieuse. Le reste du temps, il est d'un blanc d'os récuré.
(5) Génies malfaisants.

Copyright Presses de la Cité.

MOTS CROISÉS



Horizontalement :

I Occupe une position élevée.
II Avance au doigt et à l'œil.
III Complota. C'est qu'il a visé.
IV N'ont rien de grandes étoiles.
V Canton. Sur une plaque.
VI Pourront le faire au juger.
VII Contrairement à leur nom, ne s'occupent pas de rails.
VIII Avec ça on va loin. Abréviation. S'entend sur la ligne 7.
IX Fait bouillir. Sur tous nos objectifs.
X Battus quand on les fréquente.

Verticalement :

1. Dans cet état là, pas de bruit ni de fureur.
2. Pas aimable. Ça va barder quand il sera grand.
3. Si on ne les respecte pas, rien ne va plus. Préposition.
4. Gesticulations puériles.
5. A sa mosquée. Gentil d'un nez, vilain d'un marin.
6. Interjection. N'y sont plus. Dans la tente.
7. Ne quitte pas son propriétaire. Expression d'un noble mépris.
8. De bas en haut : fait faire ses commissions par son fils. Les Romains vont s'y baigner.
9. Fait du bon sang. N'a jamais dit non.
10. Commence au primaire. Ont le verbe leste.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	A	T	R	A	Q	U	E	U	R
II	A	U	T	O	B	U	S	■	N	A
III	I	D	■	B	O	A	■	P	E	T
IV	F	E	L	O	N	I	E	■	F	A
V	■	■	■	T	D	■	N	U	■	■
VI	C	A	R	■	A	N	T	R	E	■
VII	L	I	A	■	N	U	A	N	C	E
VIII	E	N	T	E	T	E	M	E	N	T
IX	F	E	S	S	E	■	E	S	O	N
X	S	S	■	E	S	S	E	■	N	A

Sur le calepin du Lampiste

LE MELO EN TROC

**Ce mélo pénétrant sème
au vent des suppliques.
On n'arrête pas de sourire.**

et si c'était vrai...

Le soldat Dupont a eu 15 jours d'arrêt.

Motif : a fait une croix sur sa permission pour imiter la signature de son capitaine.

FAUSSE NOUVELLE

une lettre de Colombey !

En dépit des manifestations officielles d'optimisme, les affronts publics enregistrés par le Président de la République française ont scandalisé bien des hommes de la majorité, et des plus illustres. Nous en voulons pour preuve cette lettre dont une copie nous est parvenue par des voies détournées, mais dont nous ne pouvons cependant garantir l'authenticité.

Pompidou,

Toute ma vie, vous le savez, je me suis fait une certaine idée de la France et de moi-même, et c'est pourquoi, je me sens aujourd'hui obligé de rompre la réserve que je m'étais imposée depuis ce jour funeste d'avril 1969, et de vous faire part de mon étonnement et de mon indignation, devant la désinvolture dont vous avez fait preuve à propos des faits douloureux qui ont marqué votre voyage aux Etats-Unis d'Amérique.

Alors que notre honneur national y a été sauvagement piétiné, vous n'avez voulu y voir que de menus incidents, et vous osez affirmer que, somme toute, votre tournée a eu des résultats positifs.

En ces heures douloureuses, où toutes mes pensées sont tournées vers ce cher et vieux pays, et vers sa grandeur passée, j'aurais malgré tout gardé le silence, si vous ne parliez si souvent de continuité.

Voyons, Pompidou. M'imaginez-vous sincèrement en train de parler comme vous le fîtes devant une Chambre des Représentants occupée par des figurants. Mais j'aurais au moins proclamé le droit à l'autodétermination de la Louisiane !

M'imaginez-vous sincèrement laissant Yvonne en but à la grogne et à la rogne de la chienlit, dans un hôtel de Chicago, et me consolant ensuite d'un sourire de Nixon ?

(Mais m'imaginez-vous, au fait, en train de me faire photographier, et cinématographier, jouant au « flipper », comme vous dites, pour distraire les lecteurs de *Paris-Match*.)

Allons donc ! Je viens, dans ma stupeur affligée, de relire mes vieux livres d'histoire, et je me suis remémoré que dans les époques glorieuses de son passé, notre pays avait toujours su laver de bien plus petits affronts de terrible façon.

Pour un léger coup d'éventail appliqué à notre ambassadeur en Algérie, nous avons occupé ce pays pendant cent trente-deux ans.

Pour une dépêche tronquée d'irrévérencieuse façon, nous avons, il y a tout juste un siècle, couru sus, à la Prusse orgueilleuse, et si nous avons été défaits, du moins l'honneur était-il sauf.

Nos pères nous ont montré le chemin de l'honneur, Pompidou, et vous serez sans doute d'accord avec moi qu'on ne badine pas avec l'honneur.

Je suis d'autant plus scandalisé par la pusillanimité des gens de mon parti, que je dois le dire, certains membres de l'opposition ont senti, eux, où était leur devoir.

M. Mitterrand, qui n'est pourtant point de mes amis, a immédiatement adressé à l'ambassade américaine à Paris, je reprends ses mots, une « vive protestation » contre le « comportement des autorités de l'Etat de l'Illinois et de la ville de Chicago ».

Et j'en suis à me demander si le rédacteur de *L'Humanité* n'a point le sens national plus développé que celui de *la nation*, puisque loin de se réjouir du camouflet qui vous était infligé, il déplorait, au contraire, que ces manifestations aient visé, disait-il dans son volapück, « ceux des aspects de la politique française qui correspondent à l'intérêt de la paix au Moyen-Orient ».

Pompidou, cette union sacrée renaissante de tous les Français, il convient maintenant de la développer. L'heure est peut-être enfin venue de réaliser ce qui fut la grande œuvre de ma vie, le Rassemblement du Peuple Français.

Je vous ai laissé un instrument militaire à la hauteur des ambitions de ce pays. Vous disposez de la force de frappe, du Terrible, du Redoutable. Vous ne pouvez pas en rester là !

Un seul cri doit jaillir aujourd'hui des poitrines françaises. Oui, tous en chœur, nous devons faire entendre cette exigence nationale : « A New York, à New York ! »

— Le doigt sur la gazette —

l'école au service des grands idéaux

Pour une fois, ce n'est pas un journal que nous reproduisons ici mais une lettre-circulaire reçue par tous les professeurs d'un grand lycée parisien... avec la bienveillance de l'administration.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 325 MILLIONS DE FRANCS
L. B. F. N° 22 — SIÈGE SOCIAL : 16, BOULEVARD DES ITALIENS — PARIS (9e) — R. C. SEINE 66 B 4244

DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DE L'EXPLOITATION CENTRALE
ADRESSE COURRIER
Boîte Postale 229-09 — 75-PARIS
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE
NATIOPAR PARIS
TELEX : 28.605 - 28.775
Compte Courant Postal : PARIS 1663-15
TÉL. : 523-55-00 - 770-97-35 - 824-91-59

Votre Réf. — Notre Réf.
Votre Lettre du — Paris, le 16 Février 1970

Monsieur,

Les relations avec les banques entrent de plus en plus dans la vie quotidienne de chacun, que ce soit sur le plan professionnel ou privé. Il nous a donc paru indispensable de familiariser les étudiants avec les problèmes financiers qu'ils auront à résoudre dans la vie active.

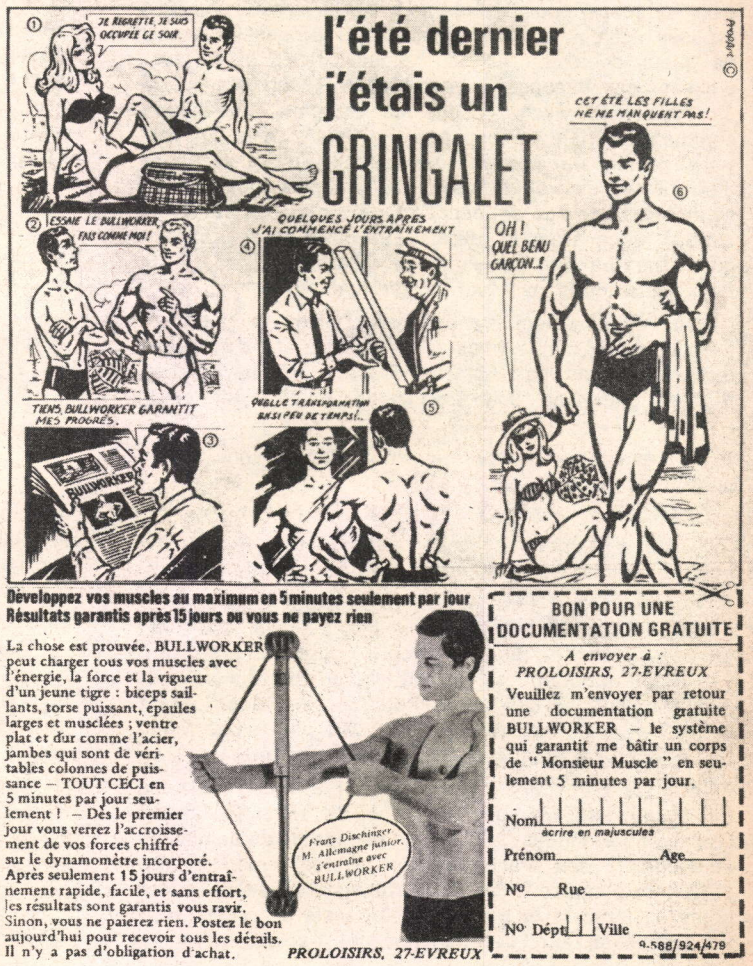
Le Ministère de l'Education Nationale, avec lequel nous avons envisagé les différents aspects de notre initiative, nous a donné son accord pour que cette action soit entamée et poursuivie au niveau des étudiants de terminales, préparatoires aux grandes écoles et facultés.

Nous nous proposons donc de réaliser une information auprès des étudiants du Lycée Henri IV.

Quand on vous dit qu'il ne faut pas faire de politique dans les écoles, cela ne veut pas dire que les représentants de la Finance en soient exclus...

Guichard ne manque pas de coffre !

publicité parue dans la "VIE OUVRIÈRE" *du 4-2-70*



Et maintenant, je peux "casser" aisément du gauchiste. Merci Bullworker !

LÉON TROTSKY

ÉDITIONS SPARTACUS

"rapport de la délégation sibérienne"

Sous le titre « rapport de la délégation sibérienne », les éditions Spartacus viennent d'éditer un court texte, fort peu connu, de L. Trotsky.

Les sous-titres que les éditeurs ont choisi de faire figurer sur la couverture marquent, d'entrée, leurs intentions. « Trotsky contre Lénine » : il s'agit indéniablement pour eux de ressusciter un match, ou plutôt de régler les comptes qu'ils ont avec le léninisme, par Trotsky interposé.

La méthode n'est guère nouvelle ; elle nous semble peu honnête. Est-elle habile ?

Elle risque de provoquer chez nombre de lecteurs l'irritation qui fut la nôtre en abordant sa lecture, en constatant que le texte de Trotsky était précédé d'une préface du cru du traducteur, préface qui dépasse en longueur le texte de l'auteur lui-même ; irritation d'autant plus grande que cette préface n'a que peu de rapport avec le texte qu'elle précède, son auteur se référant continuellement à un texte de Trotsky : « nos tâches politiques », qui ne figure pas dans la brochure.

Non pas que nous dénions à qui que ce soit le droit d'exhumer des textes que Trotsky lui-même répudia ultérieurement, ni celui de commenter ces textes à partir de conceptions théoriques qui divergent des nôtres ; mais il eût été préférable d'avertir le lecteur au départ qu'il allait surtout lire un commentaire d'un certain Authier.

Une fois cela dit, que penser de cette brochure ?

Du texte de Trotsky, peu de choses. Ce rapport de la délégation sibérienne, comme son nom l'indique, est le compte rendu du IIe Congrès du P.O.S.D.R. que Trotsky fit pour l'union sibérienne, organisation socialiste qui l'avait choisi comme délégué. Ce congrès, qui se tint à Londres, durant l'été 1903, marque une date importante pour l'histoire du mouvement socialiste russe, et par voie de conséquence pour le mouvement socialiste international, puisqu'il voit s'affronter les conceptions organisationnelles défendues par Lénine à celles que préconisait Martov. Lénine, quant à lui, était partisan d'une organisation rigoureuse du parti ouvrier, tandis que Martov, s'il ne rejetait pas toute centralisation, se déclarait favorable à des règles d'organisation plus souples. Les partisans de Lénine l'emportèrent, et prirent alors le nom de bolcheviks tandis que ses adversaires furent désignés sous l'étiquette de mencheviks Trotsky se rangea alors du côté de ces derniers,

reprochant avec véhémence à Lénine ses conceptions « jacobines » ou « blanquistes », qui risquaient, disait-il, de le couper du mouvement réel des masses.

On connaît le sort que l'histoire fit au menchevisme ; avec lequel Trotsky rompit irrémédiablement, aussi bien théoriquement, dès avant 1905, qu'organisationnellement quand se posa le problème de la prise révolutionnaire du pouvoir par le proiétariat russe, en 1917. Le texte que l'on réédite aujourd'hui n'offre, en conséquence, qu'un intérêt fort mince, plus historique, archéologique dirons-nous, que théorique. D'autant que le rapport de la délégation sibérienne, surtout polémique et anecdotique, n'apporte que peu d'informations sur le fond des divergences qui opposaient alors Trotsky à Lénine.

Reste la préface.

Son auteur, Denis Authier, tenant des thèses dites « luxembourgistes », y fait un violent réquisitoire contre le léninisme. Selon lui, Lénine comme Trotsky, n'ont fait, en Russie, à travers la destruction des rapports sociaux antérieurs, que perpétuer l'exploitation du prolétariat, développer le salariat et permettre le développement du capital. En cela, ils n'ont été, en tout bien tout honneur, que des dirigeants jacobins de la révolution bourgeoise en Russie... Mais nous retiendrons surtout la critique qu'il adresse à la conception organisationnelle du bolchevisme à laquelle il oppose sa propre conception. « Le problème de l'organisation, écrit-il, n'est qu'une formule creuse et il ne se pose qu'à ceux que préoccupe l'organisation de l'organisation. Lorsque les tâches révolutionnaires se posent (et ce ne fut presque pas le cas en mai), les forces révolutionnaires, engendrées par la société qu'elles doivent détruire, s'organisent spontanément en vue de les résoudre. »

D'autant que contrairement à ce que Authier lui fait dire, Lénine ne s'est pas contenté de définir une conception du parti mais s'est aussi longuement penché sur le problème que posent les rapports de ce parti avec les masses, et plus particulièrement le prolétariat. Aussi, à défaut d'avoir trouvé la pierre philosophale, qui protégerait contre la bureaucratisation un parti centralisé tel que l'imagine Authier, mais certainement pas Lénine, notre procureur préfère se laisser porter aux flots de l'histoire. On ne sait où, ainsi ballotté, il échouera.

Mais pourquoi avoir éprouvé le besoin d'entraîner Trotsky, qui n'en peut mais, dans cette galère ?

A. VALY

mise au point

A la demande de Marguerite Bonnet, exécutrice testamentaire de Trotsky en France, nous publions la mise au point qu'elle a envoyée aux éditions Spartacus. Nous le faisons d'autant plus volontiers que nous nous associons à sa protestation.

A René Lefeuvre

Directeur des Editions Spartacus
5, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie
Paris-IVe.

Vous venez de publier aux éditions **Spartacus** la brochure de Léon Trotsky **Rapport de la délégation sibérienne** sans m'en avoir même informée, alors que, vous le savez parfaitement, le petit-fils de Trotsky m'a confié la tâche de veiller à la publication et à la diffusion de ses œuvres.

Je m'élève donc avec la plus grande vigueur contre ce procédé inadmissible. Ce qui l'aggrave encore, c'est l'utilisation que vous faites d'un texte de Trotsky aux fins d'une polémique qui vous est personnelle, par le moyen d'un sous-titre **de votre cru :** « Trotsky contre Lénine », que sa place sur la couverture semble attribuer à Trotsky et dont le caractère raccrocheur n'échappera à personne. Libre à vos co-éditeurs de publier sous cette appellation tout ce qu'il leur plaira, mais à condition de le faire **sous leur propre nom,** au lieu de s'abriter pour développer leurs conceptions sous celui de Trotsky, plus susceptible assurément que ceux d'Authier, Guillaume et Carasso d'amener des lecteurs à la publication. Il est évident, pour qui connaît l'ensemble de l'œuvre de Trotsky, qu'il n'eût pas toléré qu'on présentât de cette façon un de ses écrits. C'est la seule considération qui puisse me servir de règle ; elle m'impose de protester énergiquement contre ce genre de méthode, où la probité intellectuelle fait singulièrement défaut.

Constater son absence me dispense de répondre longuement aux attaques dont je suis personnellement l'objet dans la note préliminaire. Je me contenterai de relever une contre-vérité : il est dit, à propos de **Nos tâches politiques,** que je m'arrogerais le droit « de décréter ce que le mouvement ouvrier peut connaître ou doit ignorer de l'œuvre de Trotsky ». Qui d'autre aurait donc décidé de la parution de cet ouvrage, par un accord écrit avec l'éditeur Pierre Belfond ? J'ai effectivement par la suite, selon le droit que me reconnaît tout éditeur, refusé la préface qui nous fut présentée par Denis Authier, parce que j'ai estimé que ce texte ne répondait pas à la fonction d'une préface. Un ouvrage de Trotsky n'a pas à servir de tribune à celui qui le présente ; qu'il trouve ailleurs le lieu où exposer ses propres vues politiques. Je n'en ai jamais contesté le droit à personne. Mais j'estime avoir de mon côté celui de dénoncer l'abus, qu'au mépris de la plus élémentaire loyauté vous venez de commettre.

Paris, le 7 février 1970.

Marguerite BONNET.

— POUR SOURIRE UN PEU — POUR SOURIRE UN PEU —

la défense du Français par l'épuration

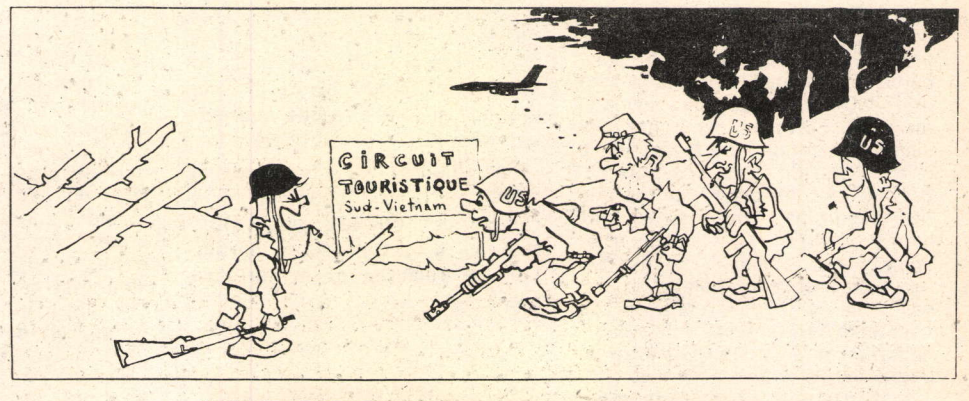
La Culture française a ses impératifs ; nos ministres veillent à son intégrité. Ils veillent à ce qu'elle ne soit pas contaminée par les patois étrangers : c'est pourquoi Olivier Guichard a supprimé la deuxième langue obligatoire au lycée. Et d'un. Mais Chaban a fixé les objectifs. Il tient à « marquer avec force que la défense du français est une préoccupation du gouvernement » (séance plénière du Haut Comité pour la défense et l'expansion de la langue française, mercredi 26 février). Rendez-vous compte des dangers de former trop de polyglottes : « Si demain nos étudiants étaient obligés d'emprunter une langue étrangère pour accomplir leurs premiers pas dans l'enseignement supérieur des sciences ou de la technologie, quel espoir pourrait être gardé de maintenir au français son rôle international ? » Mieux vaut lire peu, mais français !

Sur cette lancée, Chaban a précisé les efforts à faire vers les pays francophones. Ils doivent être étendus. « Je pense notamment, a dit le Premier Ministre, aux populations francophones de l'Ile Maurice et de Haïti ». Ah ! La grandeur de la langue française qui s'est ainsi enrichie du terme pittoresque de « Tonton Macoute »...

Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Nos ministres voient plus loin... Toujours à la pointe de l'information imaginaire, L.O. est en mesure de dévoiler ici le programme de défense du français mis au point dans le secret des ministères. Nous en donnons la primeur à nos lecteurs.

Après la première étape si brillamment démarrée, supprimer l'étude de la première langue vivante. Et de deux. Limiter l'étude de l'histoire à celle des grands hommes au destin éminemment national. Et de trois. N'étudier que la géographie de notre hexagone. Pour assurer la suprématie de la science française, se borner aux découvertes du terroir en élagant toute inspiration métèque. Bannir l'étude du calcul et des mathématiques dont l'origine est par trop « universelle ». C'est dans cette voie qu'on pourrait rationaliser l'enseignement en France. Le budget de l'Education nationale serait enfin équilibré. Il est vrai qu'il n'y aurait plus alors personne pour le calculer.. De quoi rendre heureux n'importe quel ministre...

le général Thieu veut développer le tourisme au Sud-Vietnam (les journaux)



Pour payer ~~LUTTE~~ OUVRIERE nouvelle formule moins d'un franc le numéro et soutenir son effort

ABONNE-TOI

Abonnement 1 an = 50 F

les petits paysans landais victimes de l'anarchie capitaliste

Le maïs pousse bien mais il ne fait pas forcément vivre son homme. (Photo L.O.)

AU sud du département des Landes, au-dessous de l'Adour, on quitte les pinèdes pour pénétrer dans un pays de collines, qui fait la transition avec le Béarn et les Pyrénées. C'est la Chalosse. Ces coteaux, peu propices à de grosses propriétés, sont cultivés par une multitude de petits agriculteurs, pour la plupart propriétaires.

Il y a une dizaine d'années encore, chacun cultivait, avec ses bœufs et sa charrue, ses quelques hectares de terre, essentiellement pour sa propre consommation : un peu de blé pour le pain, un peu de maïs pour le porc et la volaille, un peu de vigne pour le vin... Le surplus (volaille, blé, lait...) était vendu à la foire hebdomadaire de la bourgade voisine et constituait l'essentiel des contacts du paysan avec le commerce.

Puis, petit à petit, les tracteurs ont chassé les bœufs, apportant au paysan un appréciable soulagement. Mais l'apparition d'outillage moderne entraîna très rapidement la nécessité de pratiquer une culture plus spécialisée, sur une plus grande échelle. Les paysans chalossais se mirent alors à cultiver le maïs comme principale culture, en introduisant de nouvelles méthodes, que les jeunes allaient apprendre dans des cours agricoles.

tent insuffisamment étendues pour permettre une utilisation rentable du gros matériel. Les paysans ont eu recours alors à un procédé qui leur permet de « s'en sortir » un peu mieux : ils achètent l'outillage en commun. Ainsi, le matériel, trop important pour une seule propriété, retrouve sa rentabilité lorsqu'il est utilisé par une dizaine de paysans. Au risque de peiner ceux qui prétendent que le paysan, farouche individualiste et défenseur acharcoopérative qui fixe les prix. Pour le paysan, c'est à prendre ou à laisser.

Ces prix, bien sûr, sont très bas, et le bénéfice est léger, lorsqu'on a payé les traites du tracteur, celles des réparations du matériel et des bâtiments de la ferme, celles de l'engrais, celles de l'entreprise de ramassage... Tellement léger, que parfois le paysan ne se donne même pas la peine de récolter, car les bénéfices ne couvriraient pas les

couleur. De plus, beaucoup de paysans ont investi énormément d'argent dans la construction d'étables modernes ces dernières années, et on comprend, dans ces conditions, que la plaisanterie soit très peu appréciée.

Ces derniers temps, dans les « tuailles de cochons », où presque tout le village se retrouve autour d'une table copieusement garnie, on ne parlait pas, comme les années précédentes, de friches nouvelles. Le bruit courait que l'Espagne, principal débouché pour le maïs de la région, allait bientôt se suffire à elle-même. Toutes ces années de sueur, tous ces millions investis pour rencontrer de tout côté la « surproduction ». Non, on ne parle plus de nouveaux achats de terres, on parle de cordes, et de ministres. On parle même d'utiliser ces cordes pour pendre ces ministres, s'ils ont le malheur de passer dans le coin.

Il est certain par contre, qu'ils feront un accueil des plus favorables à ceux qui leur offriront des débouchés pour leurs produits, un système commercial débarrassé des intermédiaires rapaces, un instant de répit pour leurs dettes. Si c'est se vendre au diable pour un paysan que d'attendre son salut de la révolution socialiste, et bien, le paysan chalossais se vendra avec soulagement au diable, dès que la classe ouvrière lui offrira des perspectives

Le mécontentement paysan, un malaise général. (Photo A.F.P.)

La taille restreinte des entreprises, jadis adaptées à la polyculture archaïque, interdisait une utilisation rentable du nouveau matériel. Et cela, même en consacrant la totalité de la propriété à la culture du maïs. Les plus petits ne purent donc pas suivre. Ils vendirent leur ferme aux moins petits, ou continuèrent comme par le passé, tandis que leurs enfants cherchaient du travail à la ville. La création du complexe de la S.N.P.A., à Lacq, absorba une bonne partie de cette main-d'œuvre nouvelle.

Un exemple caractéristique : Dans un petit village qui comptait, il y a une dizaine d'années, 250 habitants, tous paysans, seulement quatre enfants étaient au lycée. Maintenant, il ne comprend plus que 170 personnes. Encore faut-il décompter une dizaine de jeunes qui sont ouvriers à la ville voisine. Quatre se sont engagés dernièrement dans la police.

Mais ce processus de concentration n'a pas suffi à faire disparaître la contradiction, loin de là. La plupart des propriétés resné de la propriété privée est incapable de posséder quelque chose en commun avec d'autres paysans, il faut dire que l'entente est parfaite.

Par ailleurs, des entreprises se sont créées, qui louent du matériel et des ouvriers pour effectuer les gros travaux, en particulier les récoltes et le terrassement.

DE LA FOIRE HEBDOMADAIRE, AUX RAPACES DES COOPERATIVES

Le maïs ainsi produit, est écoulé par un certain nombre de coopératives, qui achètent le maïs aux paysans et se chargent des expéditions. En fait, ces coopératives sont entre les mains de quelques gros propriétaires et de quelques gros financiers, qui s'assurent, par ce biais, le monopole du commerce du maïs dans un secteur donné. C'est la

frais. Il envoie ses vaches brouter le maïs.

Parfois même, le paysan hypothèque sa future récolte, pour garantir son crédit sur l'engrais. Et, s'il juge que la récolte ne lui permettra pas de rentrer dans ses frais, il livre son champ au marchand d'engrais, lequel le récolte à ses frais et s'approprie le grain. Et si par hasard, ce monsieur est par ailleurs, un des actionnaires influents de la coopérative, on devine sans mal que l'affaire est assez bénéfique.

Le paysan, lui, doit se débrouiller, avec le reste : le lait de quelques vaches, la volaille, le porc, comme dans le temps. Sauf que pour les vaches et le lait, qui sont en définitive les ressources les plus stables de la ferme, il y a eu le coup des primes pour l'abattage des vaches laitières. Le lait qui était payé au paysan 33 centimes le litre, ne sera plus collecté. Comme très peu de paysans ont plus de dix vaches, les subventions pour créer des troupeaux de bêtes à viande, ils n'en verront pas la

quand la F.N.S.E.A. conspue l'O.R.T.F... et applaudit Duhamel

L'EMISSION télévisée « Adieu coquelicots » a suscité un beau tollé parmi les congressistes de la F.N.S.E.A. réunis à Lyon. L'O.R.T.F. a été violemment conspuée et F.H. de Virieu, co-auteur et présentateur de l'émission n'a pu entrer dans la salle des débats. Les délégués de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles reprochaient la partialité de l'émission présentant l'agriculture française comme produisant « trop de tout ».

Cette partialité ne se manifeste d'ailleurs pas dans le seul domaine de l'agriculture. C'est dans tous les secteurs, aussi bien sur le terrain universitaire que sur le front social que le gouvernement, sans scrupule, met les moyens d'information au service de sa politique rétrograde. Mais cela, la F.N.S.E.A. ne veut pas le voir. Critiquer une émission, soit. Mais étendre la critique à l'ensemble de la politique sociale du tandem Chaban-Pompidou, c'est trop lui demander. C'est sans doute la raison pour laquelle Jacques Duhamel, ministre de l'Agriculture, qui, en bon démagogue, n'hésite pas à critiquer violemment l'émission de F. de Virieu, a été ovationné par ceux-là même qui, quelques heures plus tôt, conspuaient l'O.R.T.F., comme si la télévision n'avait pas fait qu'illustrer la politique dudit ministre.

Dans cette comédie, il y a un oublié : le monde paysan. Mais il a déjà su montrer, et il le montrera encore dans l'avenir, qu'il ne compte pas sur les bureaucrates dociles de la F.N.S.E.A. pour défendre ses intérêts.

Responsable de la publication : M. Rodinson.

Composition : GRAPHIQUES-GAMBON - Tirage : ROTO-TECHNIC